

Études Normandes

HORS-SÉRIE - septembre 2025 - recherches insolites au château de Cerisy-la-Salle

EN RURALITÉ

Des expériences territoriales prometteuses
de régénération en pays coutançais et granvillais



AGRICULTEURS - NATURE -
ÉDUCATION

LIEN SOCIAL LOCAL -
GÉNÉRATIONS - CULTURE RURALE



Colloque au Centre international culturel de Cerisy-la-Salle
5-9 octobre 2022

« La Manche : des territoires pour reconstruire les ruralités »

Tout vient d'abord d'une volonté collective européenne pour penser l'avenir et le développement des zones rurales, afin de concevoir des politiques pertinentes en Europe. C'est ainsi qu'est né le projet européen *Ruralization*, qui rassemblait 12 pays partenaires. L'objectif : travailler des concepts, dans la diversité des cultures et agricultures en Europe, et identifier les expériences prometteuses ou les promesses de régénération rurale.

Parmi les terrains observés par l'équipe française du LADYSS (CNRS), le territoire de la Manche a été choisi pour ses capacités à faire face à la multi-crise – écologique, sociale, économique et culturelle – de ce début du XXI^e siècle. Son système de peuplement « villages-bourgs-villes » hérité de la Révolution française, la dominante « rurale » du territoire où la différence entre villes et campagnes reste visible et la prégnance d'une agriculture forte et diversifiée, font de ce département un terrain d'étude fertile.

« La Manche : des territoires pour reconstruire les ruralités » est ainsi devenu le titre du colloque organisé au château de Cerisy-la-Salle du 5 au 9 octobre 2022. Il met en lumière des expériences prometteuses du territoire dans un effort intergénérationnel, interdisciplinaire, intersocial et intereuropéen.

Trois questions solidaires ont structuré cette rencontre : les jeunes sont-ils les artisans de la régénération ? Comment passer du « développement local » à un nouvel esprit public d'interconnaissance territoriale ? L'éducation aux métiers de nature est-elle un levier de la réconciliation entre les mondes ruraux, agricoles et urbains ?

La confrontation des réponses obtenues dans les terrains manchois à d'autres « études de cas » européennes ont garanti la portée générale de ce colloque de Cerisy, avec pour particularité d'être un lieu de partage des paroles, quels que soient le statut social et le niveau local de celles et ceux qui les engagent. Cet exercice de « fertilisation croisée » a été reconnu heuristique par les acteurs locaux, par les chercheurs, et par les six personnalités des pays européens partenaires.



Archives Pontigny-Cerisy

Les participants

UMR LADYSS :

Viviane de Lafond (direction)

Nicole Mathieu (direction)

Hervé Bredif

Camille Robert-Bœuf

Nicole Chambron

Ségolène Darly

CCIC :

Édith Heurgon

Sylvain Allemand

Mission locale du bassin granvillais : Fanny

Marchand-Delforge

Campus Métiers nature : Caroline Lelaidier

Les étrangers, des ruralistes de l'UE

Louise Weir, Irlande, University of Galway, géographe (concepts et méthodes)

Imre Kovách, Hongrie, sociologue (expériences prometteuses)

Silvia Sivini, Italie, université de Calabre, géographe (expériences prometteuses)

Annamaria Vitale, Italie, université de Calabre

Titus Bahner, Allemagne, Kulturland



Études Normandes



Hors-série – septembre 2025.

Revue normande depuis 1951.

Présidents :

François GAY (1970-2002),
Cécile-Anne SIBOUT (2003-2011),
Yves GUERMOND (2012-2016),
Gérard GRANIER (depuis 2017).

Image de couverture :

Salon agricole, Coutances
(photo Campus Métiers Nature).
4^e de couverture : extérieur,
château de Cerisy.

Directeur de la publication :

Grégory PIQUE

Coordination :

Nicole MATHIEU, directrice de
recherche émérite au CNRS,
UMR LADYSS

Secrétariat de rédaction :

Sophie LAJOYE

Graphisme, mise en pages :

Antoine SALMON

Conception et diffusion :

OREP Éditions
Zone tertiaire de Nonant
14400 BAYEUX
Tél. : 02 31 51 81 31
Fax : 02 31 51 81 32

Impression :

IMB
ZI – 7, rue de la Résistance
14400 BAYEUX

© OREP Éditions, 2025.

Dépôt légal : septembre 2025.

ISSN : 0014-2158.

Numéro paritaire : 0926 K 87594.

www.orepeditions.com

Sauf mention contraire,
les images sont issues
de la collection du colloque.

EN RURALITÉ : Des expériences territoriales prometteuses de régénération

Recherches insolites au château de Cerisy-la-Salle

Comment passer d'un colloque complexe, mettant en tension les conceptions méthodologiques et les intérêts des participants au projet européen *Ruralization* (voir ci-contre), à une publication qui ne prenne pas la forme d'actes de colloque et qui soit porteuse d'un sens populaire, ouvert sur les futurs des ruralités ?

Comment redonner une vigueur à la définition de ce qu'est et sera le rural ? Comment retisser les relations généralement disjointes entre agriculteurs et nature, entre ruraux et agriculteurs, entre cultures, milieux ruraux et urbains ?

Nous sommes parties de l'apport le plus inattendu, venu de celles et de ceux qui n'ont pas coutume de prendre la parole devant le monde de la recherche et du politique : jeunes « successeurs » refondant une « entreprise » familiale, maraîchers et cultivateurs en « conversion », jeunes en situation précaire faisant preuve d'une lucidité surprenante sur l'état de la société, habitants s'impliquant dans leurs lieux de vie, mais aussi professionnels militants sociaux dont l'action est souvent ignorée ou sous-estimée par les pouvoirs locaux. C'est cette approche que la présente publication a souhaité transmettre et approfondir. Comme une inversion du rituel d'un colloque : ceux qui n'ont pas la parole habituellement partagent leurs leçons de vie avec ceux qui la prennent plus souvent.

Ce hors-série s'applique donc à revenir à la fois sur ce qui a été le plus productif du point de vue de notre méthode de travail, l'action-recherche, incarnée par deux expériences prometteuses en particulier : le Campus Métiers Nature de Coutances et sa mise en œuvre pionnière de l'éducation à la nature ; la Mission locale du bassin d'emploi granvillais comme constructeur de liens durables sur le territoire.

Il met aussi en valeur la dimension insolite de ce colloque à travers une sélection des meilleurs moments qui sont aussi les futurs du rural : la parole aux invisibles, les agriculteurs qui rentrent au château, les jeunes qui questionnent leurs lieux de vie d'aujourd'hui et de demain, les acteurs de terrain qui expriment les dessous de leurs pratiques. Restituer ces paroles pourrait constituer des leçons de vie pour construire les ruralités de demain.

Nicole MATHIEU, directrice de recherche émérite au CNRS
Avec la collaboration de Clémence THOURET,
habitante de Gavray (Manche), fondatrice de Calame

3 AGRICULTEURS, NATURE, ÉDUCATION

L'écoute et le dialogue avec les agriculteurs pour régénérer le rural ?

- 4 Des agriculteurs entrent au château, ils prennent la parole
- 20 Veillée : qui raconte le mieux les paysans ? Écrivains ou scientifiques ?
- 21 Lisette, une agricultrice raconte la Veillée

25 AGRICULTEURS, NATURE, ÉDUCATION

Expérience prometteuse : le Campus Métiers Nature, construire des ruralités durables ?

- 26 Travailler en collectif, expérimenter des pratiques pour créer des futurs soutenables
- 30 L'enseignement agricole en France : un atout de régénération rurale
- 33 Agir sur les territoires par l'éducation à la nature : enquête en pays coutançais

49 LIEN SOCIAL LOCAL, GÉNÉRATIONS, CULTURE

Expérience prometteuse : la Mission locale et les jeunes, artisans de la régénération rurale ?

- 50 La Mission locale granvillaise est-elle un levier de régénération territoriale ?
Entretien avec Fanny Delforge-Marchand
- 60 Le métier d'accompagnant : récit de Philippe Mancel
- 64 Mise en pratique d'une action-recherche en 2024 : « Ici, l'herbe est plus verte ? »

67 LIEN SOCIAL LOCAL, GÉNÉRATIONS, CULTURE RURALE

Que faire pour relier les ruralités ? Qui et comment ?

- 69 Agriculteurs, ruraux, urbains, instaurer le dialogue : retour sur une tentative d'expérience sociale le 19 mars 2022
- 73 Le Ravitaillement : lieu d'art et de pratiques rurales
- 76 La « régénération rurale » vue par les élus et représentants de l'État
Extraits d'une table ronde au colloque de 2022
- 78 Michaël Houstin, habitant, enseignant et élu : une lecture plurielle de la régénération rurale
- 80 « Vue de l'étranger » : le regard des représentants des pays européens présents au colloque
- 82 En guise de conclusion

Ce numéro gratuit vient en complément des quatre numéros annuels pour un abonnement à notre revue
BULLETIN D'ABONNEMENT (À ENVOYER À L'ADRESSE CI-DESSOUS)



Site : www.etudesnormandes.fr
E-mail : revue@etudesnormandes.fr



OREP Éditions
Zone tertiaire de NONANT
14400 BAYEUX



Tél. : 02 31 51 81 31

4 numéros
livrés chez vous pendant 1 an pour

36 €
au lieu
de 39,60 €

et Adhésion à l'association
Cotisation annuelle : **12 €**

Études
Normandes

- ☐ Je m'abonne à la revue *Études normandes* **dès le prochain numéro** et j'adhère à l'association Études normandes. Je joins **deux** chèques bancaires ou postaux, un de **36 €** à l'ordre d'OREP Éditions et un de **12 €** à l'ordre d'Études normandes.
- ☐ Je m'abonne à la revue *Études normande* **dès le prochain numéro**, je joins mon chèque bancaire ou postal de **36 €** à l'ordre d'OREP Éditions.
- ☐ Je souhaite commander le(s) n° au prix unitaire de **9,90 € + 5 €** de frais de port (forfait).
- ☐ J'adhère seulement à l'association Études normandes.
Je joins mon chèque bancaire ou postal de **12 €** à l'ordre d'Études normandes.

COORDONNÉES : Nom :
Prénom :
Établissement :

Adresse :

Code Postal : Ville :

Tél. : E-mail :

Fait à :

Le : / /

Signature obligatoire :



Table ronde d'agriculteurs, bibliothèque, colloque d'octobre 2022.

AGRICULTEURS, NATURE, ÉDUCATION

L'écoute et le dialogue avec les agriculteurs pour régénérer le rural ?

Quand on parle de rural aujourd'hui, on oublie que l'agriculture est un support constitutif du milieu rural, au point que l'agriculture urbaine envahit les discours scientifiques et médiatiques.

Donner la parole à ces femmes et ces hommes qui cultivent la terre dans un esprit de changement social en ruralité est le point d'entrée de cette publication. Cela commence par l'écoute et le dialogue avec celles et ceux qui s'expriment peu dans la sphère publique. Nous avons choisi de le faire dans un lieu culturel emblématique de la Manche : le château de Cerisy-la-Salle.



Des agriculteurs entrent au château, ils prennent la parole

Ségoène DARLY,
LADYSS,
université Paris 8
Vincennes, animatrice
de la table ronde



Table ronde avec les agriculteurs, bibliothèque, colloque d'octobre 2022.

On parle beaucoup d'agriculteurs, de paysans, de cultivateurs, de ceux qui font le territoire, mais finalement, on ne les entend pas beaucoup parler eux-mêmes. Ce dialogue, qui prend la forme d'une table ronde réunissant des agriculteurs de la Manche, vise précisément l'écoute, pour tenter de comprendre ceux qui, chaque jour, œuvrent au cœur du territoire et de nos ruralités.

Comment renouvelle-t-on les espaces ruraux ? Partant du monde agricole, nous allons essayer de comprendre les leviers du renouvellement rural grâce au témoignage de cinq agriculteurs installés dans la Manche.

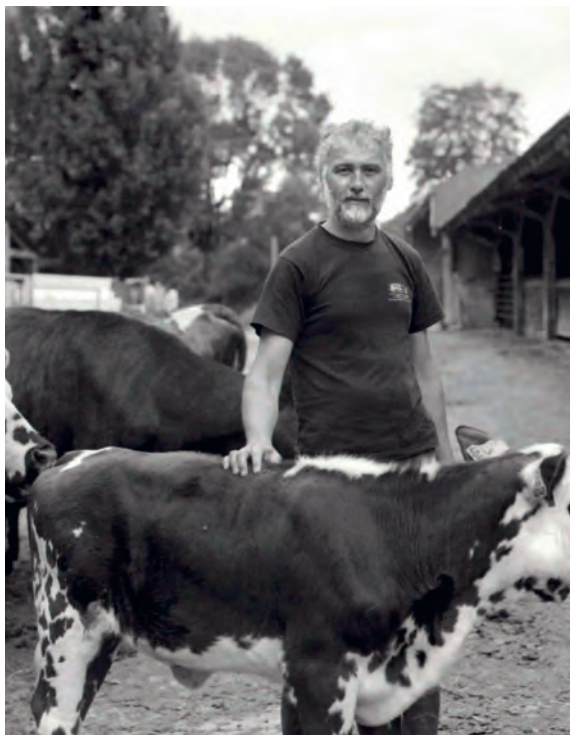
1. Le temps de l'installation

Racontez-nous, comment en êtes-vous arrivé(e) à devenir agriculteurs ? Quelle est votre trajectoire ? Vos formations ? Comment s'est passé votre installation en tant qu'agriculteur ?

Lise Pignol, éleveuse à Hudimesnil : Je suis installée en agriculture bio depuis une dizaine d'années avec mon compagnon. On parle souvent du métier de paysan quand il s'agit de bio, mais je revendique le métier d'agricultrice car c'est bien de ça qu'il est question, je suis installée en bio mais je fais le même métier qu'un agriculteur conventionnel, en réalité.



Photos Éric Faxon.



Lise Pignol et son compagnon, Anthony Toulorge, dans leur ferme.

Je ne viens pas du milieu agricole, pas depuis plusieurs générations, et mon compagnon pas directement non plus, ses grands-parents étaient paysans. Nous nous sommes reconvertis il y a une dizaine d'années en passant un BPREA (brevet professionnel responsable d'entreprise agricole), moi en maraîchage, et lui en élevage. C'était pour moi indispensable de faire cette formation, pour mettre un véritable premier pas dans le monde agricole, découvrir le monde de la ferme, et des vaches. Nous nous sommes installés avec un élevage bovin, une dizaine de vaches. Nous faisons toute la transformation en fromages directement à la ferme, nous n'avons pas de laiterie.

De mon côté, j'ai d'abord commencé par travailler à Biopousses, qui est une sorte de pépinière d'entreprises agricoles, puis j'ai rejoint mon compagnon plus tard en devenant conjointe collaboratrice. Aujourd'hui, on continue de se former au métier, on apprend par l'expérience d'abord, et on suit aussi des formations avec l'association Bio en Normandie. La formation continue, c'est aussi le lien avec les autres agriculteurs, les voisins. L'échange est pour moi un véritable socle de formation et d'apprentissage.

Hadrien Marquet, maraîcher à Gavray :

Je suis installé en maraîchage bio depuis 2018 à Gavray. Je ne viens pas non plus du milieu agricole. J'ai été ingénieur en informatique pendant huit ans, puis j'ai progressivement pris conscience que ce monde du travail ne me correspondait pas, et que j'étais complètement coupé de la nature. Comme Lise, je me suis tourné vers une formation BPREA, c'est un peu la voie classique de beaucoup de gens qui se convertissent vers l'agriculture. Ça reste un enseignement très théorique, tourné sur la question de la gestion d'entreprise. L'approche du vivant se fait surtout pendant la période de stage, où on est vraiment confronté à la réalité du métier. Une fois le brevet professionnel obtenu, je ne me sentais pas encore assez légitime pour m'installer et cultiver seul. J'ai rejoint Biopousses, à Lingreville, qui est un véritable espace test pour les agriculteurs en devenir. C'est une association qui travaille avec les collectivités territoriales et qui nous met à disposition des terres et du matériel. Ça m'a permis de véritablement tester le métier, d'être confronté à la prise de décision et aux aléas du métier, tout en étant accompagné par une équipe pédagogique.



Hadrien Marquet.

Biopousses, ça a aussi été pour moi un réseau. Je ne connaissais pas le territoire, j'arrivais du nord de la France. J'y ai rencontré des agriculteurs et des maraîchers du territoire, et j'ai aussi appréhendé une forme de nouveau langage, spécifique aux métiers agricoles et à la ruralité. La ruralité, c'est une expérience de terrain, c'est aussi tout un monde à intégrer.

Florent Énée, agriculteur, associé du GAEC de Caumont : Nous sommes installés à Notre-Dame-de-Cenilly, je suis un des trois associés du GAEC de Caumont. Nous sommes trois frères associés. Mon frère Édouard s'est installé en 2001, moi j'ai suivi en 2003, puis notre frère, Romain, en 2011. On a repris la ferme familiale, créée par nos grands-parents puis reprise par nos parents dans les années 80. Aujourd'hui, c'est une exploitation uniquement en élevage de vaches laitières bio. Ça n'a pas toujours été le cas. Avant, c'était un élevage conventionnel de vaches laitières associé à une production de lapins hors sol, dans une démarche qu'on peut qualifier d'industrielle. À la retraite de nos parents en 2016, on a décidé d'arrêter, de prendre un virage assez radical car ce modèle de production ne nous convenait plus. On a donc démarré une conversion en bio, en arrêtant les lapins et en se concentrant sur le lait. L'exploitation compte aujourd'hui 150 vaches, nous sommes trois associés et avons un salarié.



Photo Biopousses.

Biopousses, Lingreville.

De mon côté, j'ai un parcours d'installation classique, qui démarre avec un bac pro au lycée agricole de Saint-Lô Thère, puis après plusieurs stages, je me suis installé, à 21 ans.

Édouard Énée, agriculteur, associé du GAEC de Caumont : J'ai quasiment le même parcours que Florent, j'ai passé un bac agricole puis continué en BTS avant de travailler dans une autre ferme pour acquérir une expérience nouvelle. Je me suis installé en 2001, puis Florent et Romain m'ont rejoint ensuite.

Florent : On a suivi par la suite tout un parcours de formation au moment de notre transition vers le bio, pour acquérir des techniques et pratiques nouvelles, avoir recours à l'acupuncture, par exemple, ou aux huiles essentielles pour soigner les animaux. Ça nous a amenés à réétudier les bases d'une agriculture « naturelle », par opposition à une agriculture « chimique » qu'on appelle à tort agriculture « conventionnelle ».



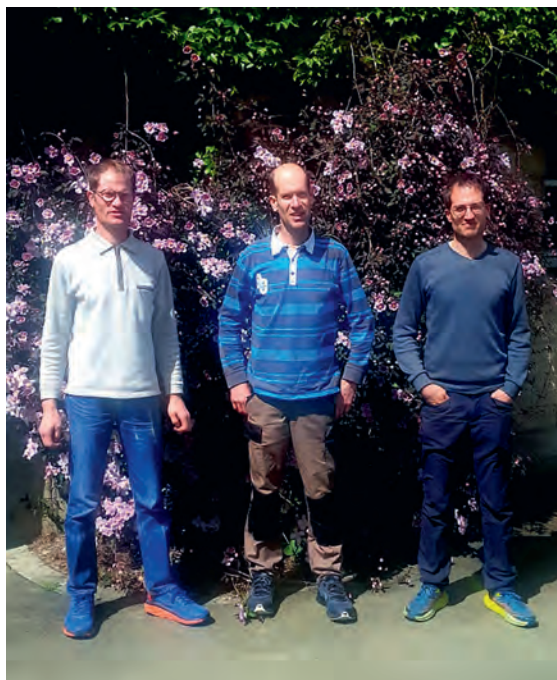
François Dufour dans son verger.

Édouard : Pour se former au bio, nous avons un bon nombre de possibilités qui s'offraient à nous : Bionat, Agrobio, la chambre d'agriculture.

Florent : Nos formations initiales en lycée agricole étaient assez générales et plutôt orientées vers l'agriculture conventionnelle, c'est un peu moins vrai pour Romain, notre frère, qui a bénéficié de plus d'ouverture dans son parcours de formation plus récent. La transition vers le bio s'est faite progressivement dans nos esprits, et dans ceux de nos parents aussi qui nous ont laissé assez vite les mains libres pour agir. Quand je me suis installé, chaque fois que je devais utiliser le pulvérisateur pour aller traiter, j'y allais à reculons. Je ne voulais pas faire ça toute ma vie. Il aura fallu quinze ans pour opérer le changement.

François Dufour, agriculteur à la retraite : Je suis paysan à la retraite, j'ai quitté la ferme au bout de la quatrième génération, ce sont aujourd'hui mes enfants qui ont pris la suite. La ferme s'étend sur 50 hectares et ils sont trois agriculteurs installés pour gérer l'exploitation : ma fille, son mari et mon fils. Ma fille était éducatrice de jeunes enfants et son mari statisticien informaticien. Ce sont deux reconversions qui se sont faites dans le temps, très récemment pour mon gendre qui termine tout juste sa formation au lycée agricole de Laval. Mon fils aussi a franchi le pas, il baignait déjà dans le milieu agricole en étant pédicure bovin. La ferme a aussi vu passer de nombreux

La ferme est en réalité
un véritable lieu
de transmission et
de création d'emploi.



Les frères Énée.

apprentis, en formation au lycée agricole de Saint-Lô Thère notamment. C'est un véritable lieu de transmission et de création d'emploi en réalité.

Sur l'installation et le foncier plus précisément : comment s'installe-t-on quand on ne reprend pas la ferme familiale ? Comment cela fonctionne-t-il quand il s'agit d'une transmission, justement ?

Lise : Au moment où nous cherchions à nous installer, le propriétaire d'une ferme conventionnelle partait en retraite et souhaitait que sa ferme soit reprise par des agriculteurs bio. À ce moment-là, un collectif de plusieurs apprentis agriculteurs s'est créé, et on a pu se greffer au projet. La ferme du Bois-Landelle, c'est donc un paysan boulanger, un éleveur de porcs et nous, éleveurs de bovins. La ferme est gérée collectivement, dans le cadre d'un fermage, donc nous ne sommes pas propriétaires. Nous avons chacun notre propre entreprise individuelle mais partageons les terres et les bâtiments à travers une CUMA [coopérative d'utilisation de matériel agricole]. C'était une vraie opportunité pour nous. Nous nous sommes installés sans emprunter d'argent. Cela nous donne une grande liberté dans le projet, on a acheté un troupeau et installé un laboratoire pour fabriquer les fromages, ça a été notre seule dépense. La ferme était même déjà équipée d'une salle de traite. C'est aussi un confort mental exceptionnel de ne pas avoir d'emprunt et ça faisait partie des critères importants pour nous, au même titre que la dimension collective du projet.

Hadrien : Pour s'installer en maraîchage, c'est moins compliqué qu'en élevage, je n'avais pas besoin de beaucoup de surface, c'est beaucoup plus simple de trouver 2 hectares que d'en trouver 50. J'ai acheté une maison avec des terres attenantes et j'ai pu m'installer, le rapport au foncier n'est pas du tout celui d'une installation agricole d'ampleur. Mon exploitation se situe au cœur d'un petit hameau sur les hauteurs de Gavray.

Cependant, pour acquérir le statut d'agriculteur avec 2 hectares, là c'est plus compliqué. Mes surfaces cultivables étaient bien en dessous du minimum requis à la MSA, je pouvais difficilement être assuré en tant qu'agriculteur. Donc on a dû trouver des contournements, ajouter des surfaces de vergers par exemple pour arriver à simplement accéder au statut

d'agriculteur. C'était il y a quelques années, la SMI (surface minimum d'installation) était une règle en vigueur, aujourd'hui c'est la SMA, surface minimale d'ajustement, qui laisse plus de place aux projets agricoles « atypiques », un peu en dehors des normes, sur des plus petites surfaces, ça permet plus de liberté et ça facilite les questions liées au foncier.

Florent : L'installation pour nous était assez simple, on a repris les terres de nos parents qui étaient propriétaires d'une bonne partie de l'exploitation. On a progressivement agrandi les surfaces exploitées car on a eu la chance que des terres se libèrent autour de nos exploitations. La surface a aujourd'hui triplé. On a 175 hectares, dont quasiment 150 d'un seul tenant, et nous sommes propriétaires de la majorité. On a beaucoup investi, mes frères et moi, pour acheter ces terres, on a créé un GFA familial, un groupement foncier agricole, dont nous sommes tous les trois associés. C'est le GAEC qui loue les terres au GFA.

François : Dans mon cas, nous ne sommes pas propriétaires ; sur 50 hectares, 44 sont en fermage. Il ne faut pas nécessairement être propriétaire pour s'installer. Les surfaces que nous exploitons appartiennent à cinq propriétaires, c'est grâce au statut de fermage et au bail rural que la transmission de la ferme a pu se faire. Maintenir les baux ruraux pour les générations futures me paraît primordial, pour préserver l'agriculture et les paysans. Dans la région, c'est environ 60 % des terres qui font l'objet de baux. La mutation de ces baux ou leur cession doit être un point de vigilance pour les années à venir, il faut aider à maintenir des fermes dans des entités complètes, pour éviter les démantèlements, au moment d'un départ en retraite, par exemple.

En sauvegardant un siège d'exploitation avec le recours au fermage, on préserve une entité agricole et on favorise la transmission. L'action politique est déterminante, le soutien financier notamment, car beaucoup de propriétaires qui habitent loin de leurs terres peuvent préférer la vente à la mutation du fermage, et c'est le début du démantèlement de l'exploitation. Avec 5 propriétaires sur 44 hectares, c'est ce

qui pourrait nous arriver. C'est le rôle des institutions de se positionner là-dessus.

À titre d'exemple, il y a quelques années, alors que j'étais vice-président du conseil régional chargé de l'agriculture et des territoires ruraux, nous avons mis en place le contrat de transmission des exploitations agricoles. L'idée était simple : au moment de la cessation d'activité d'un fermier, on proposait une prime aux propriétaires pour qu'ils louent par bail à un nouveau paysan. Cela a stimulé de nombreux petits propriétaires et sauvé certaines exploitations. Le marché foncier est très compliqué ; malheureusement, ce dispositif n'existe plus aujourd'hui.

2. Le rapport à la nature

Quel rapport entretenez-vous avec la nature ? À l'environnement ? Est-ce que la demande de la société fait évoluer le rapport à la nature des agriculteurs ?

Lise : En tant qu'agricultrice bio, la question environnementale est évidemment très prégnante, mais elle est aussi très paradoxale.

Je collabore avec la nature et j'essaie d'y insérer des légumes que j'ai envie de cultiver.

Pour moi, être agriculteur, c'est être en lutte permanente contre la nature, contre l'invasion des « mauvaises » herbes, les maladies, le climat. Nous vivons dans un cadre naturel, nous avons replanté des haies, nous sommes entourés de nature, mais notre quotidien, notre métier, c'est une lutte contre une nature qui est aussi sauvage et cruelle.

Hadrien : Je n'ai pas la même vision, mais pas tout à fait le même métier. Je préfère parler de collaboration. Je collabore avec la nature et j'essaie d'y insérer des légumes que j'ai envie de cultiver. Je tente de m'infiltrer entre les mailles de la nature. Parfois, c'est une lutte acharnée, on enlève des tas de mauvaises herbes, mais





je crois que quand on est envahi, c'est pour la vie. Les graines de « mauvaises herbes » ou d'adventices sont très résistantes, elles peuvent avoir une durée de vie de plusieurs dizaines d'années dans le sol et leurs conditions de germination sont plus simples que les plantes cultivées dont les graines ont une durée de vie d'environ 2-3 ans. Une adventice produit plusieurs milliers de graines à chaque cycle. Notre sol est donc rempli de graines de différentes adventices et s'en débarrasser une bonne fois pour toute est une mission impossible. Donc il faut négocier, c'est une négociation constante avec la nature. Je m'inscris plus dans la voie de la négociation que dans celle de la lutte.

Florent : Pour nous, c'est inconcevable de vivre ailleurs que dans la nature, nous y sommes nés. Notre métier nous fait vivre à côté de la nature et nous invite à l'observer, pour se poser les bonnes questions. On parle d'adventices : si elles sont là, c'est pour une raison. Il faut essayer de comprendre pourquoi elles sont là. Nous parvenons à lutter contre les mauvaises herbes grâce à la rotation des cultures, par exemple. Ce sont finalement des principes de base de l'agriculture ; quand on observe bien la nature, ça demande moins de travail.

L'agriculture,
c'est une négociation
constante avec la nature.

Édouard : On lutte un peu contre la nature dans certaines de nos activités, quand on cultive du maïs, ça crée beaucoup d'emplacements vides entre chaque plant, et la nature elle n'aime pas le vide, donc elle comble, avec d'autres plantes qui poussent au milieu du maïs. Il faudrait faire comme les Incas dans le temps : un maïs, un haricot, une courge, et là ce serait idéal, le sol serait recouvert, on aurait trois récoltes différentes. Mais ce n'est pas comme ça qu'on conçoit l'agriculture aujourd'hui, on agit dans une échelle plus large qui nous oblige à « industrialiser ». Sur 1 ou 2 hectares, en multipliant les cultures, on peut certainement s'associer avec la nature, collaborer ; au-delà, c'est compliqué.

Lise : Il faut aussi bien définir la notion de nature pour répondre à la question. Car évidemment, en agriculture biologique, nous sommes

proches de la nature et on compose avec elle au quotidien. Mais on vit aussi dans une nature très anthropisée. Prenons une prairie, à l'état sauvage, ça n'existe que pendant quelques années. Si on laisse la nature faire, au bout de dix ans, la prairie n'existe plus. Elle est envahie par les ronces et, au bout de vingt ans, c'est une forêt. Quand je parle de nature, je parle de cette nature, tout à fait sauvage, et dans mon métier je lutte contre cette nature. Nous ne faisons pas de culture dans notre exploitation, tout est en herbe et nous n'utilisons pas d'intrant, on s'occupe simplement de nos clôtures. Les clôtures, c'est un travail d'entretien qui n'est pas négligeable, on lutte contre les ronces tout au long de l'année. Ça peut paraître dérisoire, mais pour nous c'est un monstre blanc, la ronce. Vu de l'extérieur, on pourrait croire que la nature est très sympathique, que c'est un peu tous les jours les vacances de vivre dans un cadre de campagne, mais la nature n'est pas sympathique. L'agriculture, c'est au quotidien une forme de lutte contre la nature, parce qu'effectivement la nature a horreur du vide et elle a tendance à envahir, même une prairie.

Et l'animal, dans tout ça ? Retrouve-t-on la notion de lutte ?

Lise : Notre troupeau est assez réduit, nous n'avons que 10 vaches, ce sont nos « copines ». Je connais très bien chacune de mes vaches et j'ai d'ailleurs beaucoup appris sur moi-même et sur l'humain en côtoyant mes vaches. J'ai retrouvé chez elles des attitudes humaines. Comme dans les sociétés humaines, un troupeau de vaches est très hiérarchisé. Quand on voit l'attitude des cheffes vis-à-vis des nouvelles arrivées, c'est assez brutal. Elles cherchent en permanence à imposer leur domination. C'est aussi parce que je côtoie des vaches que je trouve la nature très cruelle, il y a parfois de la douceur, bien sûr, mais leurs rapports sont souvent brutaux. Avant d'être agricultrice, j'avais une vision un peu romancée, utopique, de la nature, mais depuis que j'y suis confrontée au quotidien dans mon métier, je vois surtout une guerre permanente.

Florent : Avec 150 vaches, on ne peut pas avoir la même affinité qu'avec 10 vaches. Pour nous, l'objectif, c'est d'apporter le meilleur bien-être



Lise Pignol et Anthony Toulorge avec leur vache Rapa.



Vaches du troupeau des frères Énée.

possible à nos vaches, et elles nous le redonnent derrière. Si on leur donne du confort et tout le soin possible, on sait qu'elles vont produire du lait et rester calmes au moment de la traite. Leur confort est notre priorité et, pour ça, le pâturage est essentiel. Il ne faut pas oublier que dans beaucoup de fermes aujourd'hui, les vaches ne pâturent pas ! Les vaches ressentent par ailleurs très bien les émotions humaines. Elles captent tout de suite le stress, parfois plus vite que nous-mêmes. On se rend compte de ça quand on approche l'animal, qu'on l'écoute, c'est le cas quand on fait de l'acupuncture, par exemple.

Édouard : Les vaches nous transmettent aussi beaucoup de calme et de sérénité. C'est un aspect important. Une vache, c'est apaisant. Quand on va à leur rencontre dans les champs,

L'agriculteur est un peu le chef du troupeau ; pour qu'une vache soit bien, il faut que le maître soit bien.

elles sont couchées, c'est reposant. Un petit veau qui dort, c'est apaisant.

Lise : C'est vrai, l'apaisement que transmet la vache est important. L'agriculteur est un peu le chef du troupeau ; pour qu'une vache soit bien, il faut que le maître soit bien. L'homme n'est en fait qu'un animal comme les autres. Il y a d'ailleurs des attitudes chez les vaches qui m'ont aidée à légitimer certains sentiments humains. La joie, par exemple. Quand on met des vaches à l'herbe après l'hiver en stabulation, elles sont tellement heureuses de revoir l'herbe qu'elles se mettent à danser. La joie est un sentiment purement animal, ça légitime plein de sentiments qu'on croit humains mais qui sont tout simplement animaux.

François : De mon côté, je me suis installé en 1976, une année de sécheresse. J'ai commencé l'année par un fort endettement. J'ai transformé la ferme de prairies en maïs, sur une terre assez dure. On est passé de 3 hectares de maïs à 12. Et cinq ans après, nous avons eu de grandes difficultés financières. La chambre d'agriculture me conseillait d'agrandir pour m'en sortir, mais ça voulait dire que les relations avec les voisins allaient changer, alors qu'on travaillait en CUMA. Donc on a refusé de s'agrandir, et ça n'a pas été facile. Les vaches allaient mal, les veaux mourraient de diarrhée l'hiver parce que les vaches mangeaient trop d'ensilage. On a dû multiplier les produits vétérinaires par quatre en cinq ans. On était dans l'impasse et on avait peu de réponse localement pour nous aider. On s'est tourné vers le Centre de recherche pour une agriculture autonome et économe en Bretagne. Et là, on a pu redresser la ferme sans s'agrandir.

On a progressivement remis des prairies sur toute la ferme, avec l'objectif de se passer



François Dufour et son troupeau.

de maïs. On avait un indicateur important, le taux de nitrate dans notre puits. Il a beaucoup augmenté avec la culture de maïs, nous faisons du camping à la ferme et l'eau ne pouvait plus être consommée par nos campeurs. Aujourd'hui, c'est le puits qui nourrit la ferme, la famille et les campeurs, le taux de nitrate est très faible à présent. Donc, en remettant nos terres en prairies, on a arrêté d'acheter des camions de soja en provenance du Brésil, on a divisé par quatre en deux ans les frais vétérinaires sur la ferme et on a retrouvé de la trésorerie. Je crois que nous sommes allés dans le sens de la nature.

En cinquante ans, 60 % des prairies de notre Normandie ont disparu, c'est un drame. Et beaucoup d'agriculteurs sont très endettés, parfois dans l'impasse. L'autonomie fourragère, c'est aussi l'autonomie financière et le respect de la nature.

Concernant les animaux, on a choisi de diminuer le nombre de vaches et d'augmenter la production laitière par vache, ça voulait dire être très pointu sur le suivi des prairies. Et on s'est rendu compte qu'il y avait de nombreuses techniques possibles pour faire de bons rendements, ça passait principalement par le bien-être des vaches. Aujourd'hui, nos vaches vont très bien, les veaux n'ont plus de diarrhée, la mortalité des veaux a disparu, c'est ça qui fait notre revenu. Les formations que suivent mes enfants sont primordiales pour apprendre toujours plus de techniques. Comment est-on

passé à côté de ça, à mon époque ? Aujourd'hui, il faut favoriser la formation continue et le travail de collégialité entre des groupes d'agriculteurs qui ont les mêmes visions de la nature et du bien-être animal. Il ne faut pas s'isoler, dans ce métier. Physiquement, moralement, psychologiquement, ce n'est pas tenable tout seul. Il y a beaucoup d'agriculteurs de ma génération qui arrivent en retraite, ils sont épuisés, seuls avec de très grands troupeaux, et avec personne pour reprendre. On parle de bien-être animal, mais il y a aussi le mal-être humain !

3. L'ouverture au territoire et à l'avenir

Comment s'ouvre-t-on dans le monde agricole à de nouveaux arrivants qui vont s'installer, qui vont peut-être aussi « régénérer » ? Et comment s'ouvre le monde aux agriculteurs ?

Hadrien : Pour moi qui arrivais du monde urbain, avec mon bagage universitaire, j'ai été très bien accueilli. L'ancien exploitant de la parcelle que j'ai achetée m'a aidé, il m'a apporté de l'aide matérielle et des conseils, un petit peu comme un père qui aide son fils à s'installer. Ça a été très précieux pour moi. Je sais que tout le monde n'a pas cette chance. En arrivant de la ville, on est souvent mal vu à la campagne, il y a une incompréhension, deux mondes qui se rencontrent et qui ne se connaissent pas. Les urbains sont perçus comme s'ils arrivaient pour expliquer les choses de la vie aux ruraux. C'est plutôt l'inverse, les gens de la campagne m'ont



Marché du vendredi
soir à la ferme du Bois-
Landelle, Hudimesnil.

appris beaucoup de choses et m'apprennent encore des choses.

J'ai été bien entouré aussi avec les réseaux bio, Bio en Normandie qui fédère tous les agriculteurs bio, ce sont des échanges, des rencontres, de la formation aussi. Je fais également partie du réseau Maraîchage sol vivant, qui vise à créer des nouvelles techniques sans travailler la terre. C'est un réseau national, qui a été créé en Normandie, donc avec un fort ancrage local. C'est un cercle de parole et de rencontre, c'est très important dans notre métier de sortir un peu de la ferme, de rencontrer d'autres paysans et paysannes, de visiter des fermes.

Florent : Pour moi, il y a deux types de relations, les relations avec nos voisins qui sont agriculteurs, et les relations avec les gens extérieurs au monde agricole. Avec les agriculteurs, on échange forcément, en CUMA par exemple, à travers l'échange de matériel. Autour de chez nous, il y a beaucoup d'agriculteurs conventionnels, les sujets pesticides et engrais sont encore bien présents. Depuis que nous sommes bio, c'est plus compliqué de trouver un terrain d'entente dans nos échanges avec eux. On se retrouve un petit peu isolés. On se rend bien compte qu'on a des techniques de travail littéralement opposées aujourd'hui, c'est compliqué de communiquer dans ce contexte-là.

En revanche, dans les relations avec des populations extérieures, notre famille, nos amis, on a justement aujourd'hui plus de facilité à expliquer les choses, à parler. On n'a rien à cacher, on explique comment on travaille, parfois c'est tout bête, et c'est assez consensuel, en fait. Je me rends compte que ça intéresse beaucoup les gens de comprendre notre métier, notre façon de travailler, et je crois que c'est particulièrement vrai quand il s'agit de bio. Je le vois quand j'échange à l'école de mes enfants avec des parents d'élèves, où quand je fais des sorties en VTT avec des groupes de personnes.

Lise : Sur l'ouverture aux autres et l'ouverture des autres à la ferme, je crois que le rempart principal est le volume de travail de l'agriculteur. Ça ne laisse souvent aucune place aux loisirs ou aux visites, faire du sport pour un agriculteur demande une véritable discipline. Son

travail en tant que tel induit beaucoup d'isolement pour l'agriculteur. Pour ma part, je ne suis qu'à mi-temps sur la ferme, donc ça me laisse une ouverture, ça me permet de sortir de la ferme, de participer notamment à des activités associatives.

Dans la ferme, on a aussi la chance de côtoyer d'autres gens, on a des locataires dans la maison d'habitation avec qui on échange beaucoup, sur des sujets qui ne sont pas forcément agricole. Et nous proposons un marché à la ferme tous les vendredis soir. Ça permet à des gens, clients ou même touristes, de venir sur la ferme. Le marché a lieu à 17 heures, qui est aussi l'heure de la traite pour nous, les gens peuvent y assister. C'est un peu un spectacle. Ça nous permet un lien direct avec des gens de l'extérieur, ils nous posent des questions sur le métier, c'est une découverte du monde de la ferme dans une ambiance conviviale.

Hadrien : Je crois en effet que tout le monde est intéressé par l'agriculture. Parce que l'alimentation, c'est aussi une base de la vie. Quand j'étais ingénieur informatique et qu'on me posait la question de mon métier, je répondais et la conversation se fermait assez vite. Aujourd'hui, quand je réponds que je suis maraîcher, ça ouvre plus d'échanges. C'est un sujet qui intéresse, qui attise la curiosité. La vente directe, les marchés, c'est aussi très important pour moi, ce sont des moments d'échanges, on parle du métier, de la ferme, des produits, à des gens qui les consomment, pour moi, c'est primordial. Concernant le voisinage, j'ai quelques difficultés avec un voisin qui traite ses bordures, en proximité directe de ma parcelle, sûrement pour éviter les ronces. Je lui ai demandé de ne plus le faire, il a été d'accord, mais je dois lui redemander à chaque fois, ce n'est pas simple comme sujet, il y a une vraie différence de pratique et une incompréhension. Comment éviter le conflit ?

François : Il y a un sujet très conflictuel dans le monde agricole sur la question des traitements. Ce n'est pas simple entre voisins agriculteurs et ça diabolise aussi beaucoup le rapport des agriculteurs aux non-agriculteurs.

Sur les histoires de cohabitation de parcelles ou de talus, je crois que nous manquons d'information. Nos parents avaient des livres de droit sur leurs étagères pour rappeler les us et coutumes d'un bon voisinage, les règles du jeu étaient connues. Aujourd'hui, ce n'est plus trop le cas, alors que les lois évoluent, que les remembrements modifient les pratiques, c'est de la responsabilité des élus de bien rappeler ces règles, dans un bulletin communal, dans des publications ou réunions spécifiques. J'ai l'exemple d'un maire dans le Morbihan qui a été jusqu'au tribunal sur ces sujets-là, il communique beaucoup plus depuis et ça permet d'éviter bien des conflits.

Par ailleurs, sur le rapport des populations aux produits de traitement, là encore les choses ont évolué. Dès que les tonnes à traiter sortent ou que les odeurs se font sentir dans l'air, beaucoup de gens vont au conflit. Ils y voient une réelle pollution, un danger. Il y a beaucoup de personnes malades dans les entourages des uns et des autres. Je suis membre de l'association de l'Ouest Phyto-Victimes, qui agit pour les victimes de pesticides, malades du cancer. Elle compte un peu plus de 700 adhérents, beaucoup sont bretons mais c'est une association sur le plan national et présente en Normandie. Il y a beaucoup d'affaires qui vont devant les tribunaux pour faire reconnaître le statut de victime pour les familles. C'est un sujet très lourd.

Les chambres d'agriculture ont une grosse responsabilité sur ce sujet, il faut encadrer, conseiller. Il y a des périodes où on voit les champs rougir sur toute une zone, il s'agit parfois de sociétés propriétaires qui traitent, puis sèment du maïs, pour alimenter des méthaniseurs. C'est très conflictuel. Dans le Sud-Manche, il y a des gens qui ne veulent pas mettre leur linge à sécher dehors au printemps pour ne pas rendre leurs enfants malades. Ce débat-là ne doit pas être laissé de côté, l'agriculture doit nourrir et en même temps protéger, les générations futures en ont besoin.

L'agriculture doit nourrir
et en même temps protéger,
les générations futures
en ont besoin.



Photo Biopousses.

Vente directe des produits Biopousses.

Lise : Pour questionner le dialogue entre le monde agricole et le monde extérieur, je crois qu'il faut aussi revenir sur l'évolution du milieu agricole au siècle dernier. Il y a encore soixante-dix ans, tout le monde venait du milieu agricole donc tout le monde savait comment se passait la vie à la ferme. Depuis soixante-dix ans, le nombre d'agriculteurs a diminué, les fermes se sont agrandies, et le mode de commercialisation aussi a changé. Aujourd'hui, 90 % des éleveurs laitiers en France livrent à la laiterie, qui vient chercher le lait chez eux. C'est-à-dire que l'agriculteur ne sort plus de chez lui, ne va plus rencontrer le voisin, ne vend plus le produit au marché du village, ou moins qu'avant. L'agrandissement des fermes a induit une perméabilité totale entre le monde de la ferme et le monde extérieur.

De notre côté, nous vendons nos fromages en direct à la ferme et on fait des livraisons en ville. En discutant avec les gens, on mesure les dégâts de cette imperméabilité dans le grand

public. Par exemple, un été où il y avait eu deux mois de sécheresse, on n'avait plus autant de produits à vendre. On a dû expliquer les liens de causalité avec la sécheresse, les gens ne font même plus naturellement le lien entre le temps qu'il fait et une production agricole. Certains vont jusqu'à nous demander pourquoi nous n'arrosions pas nos prairies ? Le consommateur est parfois complètement déconnecté ! Faut-il expliquer aux gens qu'une prairie en Normandie ça ne s'arrose pas, ou bien revenir sur l'énergie monstrueuse que représente la mise en place d'un système d'arrosage, par exemple ? Il y a toute une culture, une éducation du grand public à refaire, soixante-dix ans d'histoire de l'agriculture qui a disparu des mémoires. Ça fait des ravages.

Florent : C'est le consommateur qui a vraiment du pouvoir, c'est en fonction de ce qu'il va acheter qu'on va changer les habitudes de production. C'est important de l'informer au

mieux. Sur les pesticides, j'ai un espoir : je me dis qu'au Moyen Âge on balançait le pot de chambre par la fenêtre dans la rue, aujourd'hui on trouve ça absurde, voire inimaginable. Avec les pesticides, j'espère qu'un jour on en arrivera à se dire que balancer des pesticides sur les cultures c'est absurde, inimaginable ! Aujourd'hui, ce sont les multinationales qui dictent les pratiques, il faut que la consommation change pour transformer le système.

Est-ce que les événements récents, la guerre en Ukraine, les prix de l'énergie, etc., font en quelque sorte sombrer le bio ? Est-ce que vous diriez que les décisions des gens dans leur consommation restent fondées principalement sur le pouvoir d'achat ? Ou bien observez-vous une prise de conscience ?

François : D'abord, il faut préciser que le produit bio, qui utilise moins d'intrants, est plus cher que le produit conventionnel qui a été arrosé de pesticides, c'est complètement illogique ! Il y a une tromperie sur les prix. On compare souvent ces deux agricultures alors qu'elles ne sont pas comparables en réalité, les coûts de production des uns n'ont rien à voir avec ceux des autres.

Je crois qu'il faut revenir sur la vérité des coûts de production, c'est peut-être le débat qu'on devrait avoir entre agriculteurs. Par exemple, quand la crise économique de 2008 est arrivée, en ce qui nous concerne, en étant dans un système d'autonomie fourragère pour les animaux, nous avions des coûts de production assez maîtrisés et il ne nous semblait pas nécessaire d'augmenter nos prix. Pourtant, les consommateurs voyaient les prix flamber, la spéculation sur les produits alimentaires redoubler. C'est le problème du système actuel : les matières premières alimentaires sont cotées en bourse. Le prix du lait, du soja, du coton et du riz change quatre à huit fois toutes les nuits. C'est la bourse de Chicago, le marché de Rotterdam, c'est comme ça depuis l'ouverture de l'Organisation mondiale du commerce. Quarante-huit heures après le début de la guerre en Ukraine, le blé a fait un bon de 100 %, y compris dans les trains qui arrivaient en Bretagne pour nourrir les animaux, ce blé-là n'avait pas à être spéculé, pourtant il a été spéculé. L'agriculture manque

C'est le problème du système actuel : les matières premières alimentaires sont cotées en bourse.

d'une vraie définition des coûts de production, c'est le rôle des organisations agricoles, des chambres d'agriculture.

Quand le litre de lait est tombé en 2008 à 25 centimes en conventionnel, combien d'agriculteurs ont tout perdu ? Le prix d'une cigarette pour un litre de lait, il faut des mois pour nourrir la vache avant qu'elle ne produise un seul litre de lait. Tout ça devient aberrant s'il n'y a pas un travail pour expliquer la valeur des choses, la valeur d'un litre de lait, du travail paysan, en y ajoutant les droits sociaux, la rémunération du travail. Si on ne fait rien, on assiste à la mort lente du paysan, asphyxié, c'est d'une extrême violence.

Au lendemain de la guerre en Ukraine, les prix ont flambé. Il n'y a pas eu d'intervention politique, européenne ou mondiale. On a tout de suite fait peser une pression sur le dos des ménages, mais c'est peut-être au niveau des marges des revendeurs qu'il faudrait intervenir, celles des grandes surfaces sont parfois indécentes, elles empêchent les agriculteurs de vivre de leur travail.

Quand on parle du plan alimentaire territorial, quand on veut agir pour la restauration collective, dans les EPHAD, hôpitaux, lycées, etc., il faut penser en amont une éducation, une pédagogie pour revenir sur la valeur des choses et la notion même de coût de production. Il existe un regroupement mondial de paysans qui s'appelle Via Campesina qui a beaucoup travaillé sur ces questions-là, mais malheureusement il y a plus de force de frappe du côté des bourses et des agro-industries, ils dominent la planète, et ça ne va pas dans le bon sens.

Hadrien : Quand je me suis installé en maraîchage, le discours était partout le même, on me faisait comprendre que je n'allais pas gagner ma vie en faisant ce métier. Ce discours-là s'est progressivement infusé en moi, ça me révolte. Je travaille peut-être deux fois plus qu'avant, je gagne deux fois moins, pourtant aujourd'hui



Cueillette des poireaux, espace test Biopousses.

il me semble que je fais un métier essentiel à l'humanité. Ce n'était pas le cas avant... J'étais ingénieur informatique... Il y a selon moi une surévaluation du travail intellectuel par rapport au travail manuel dans notre société. C'est pour cette raison qu'on m'a poussé à faire des études longues. Et je rejoins ce que dis François ; de manière générale, y a effectivement un problème de valeur dans nos sociétés, reposons-nous les questions : quel est le véritable coût des choses ?

Florent : Il faut communiquer sur le monde agricole : expliquer la façon dont on travaille, les chiffres, les logiques d'investissement, montrer ce qu'on gagne, notre temps de travail, nos faibles marges. L'agriculture, c'est le maillon essentiel à la vie, depuis toujours, il faut en parler ! Il y a de plus en plus de gens qui cherchent à revenir vers le monde agricole, mais le métier paraît tellement difficile, les revenus, l'accès au foncier, ça décourage. Alors que ça devrait être simple et on devrait tous arriver à gagner notre vie correctement en faisant un métier essentiel.

Édouard : C'est tout un modèle agricole à repenser. Nous, on est encore en plein dans

le système aujourd'hui, même après avoir fait de grosses transformations, on est tenus à des remboursements d'emprunts qui nous empêchent d'imaginer un autre modèle. On aspire à réduire notre surface et notre production, pour se concentrer sur l'essentiel mais ce n'est pas pour tout de suite. On a déjà fait du chemin mais il en reste encore !

Lise : Je crois que le sens dans le travail est une question centrale. On voit arriver beaucoup de gens dans le monde agricole, ils quittent bien souvent des métiers qui ne leur apportent plus de sens. On entend aussi beaucoup d'agriculteurs avec des discours de perte de sens, à cause de leur endettement notamment et de la pression qu'ils mettent à leurs enfants. J'ai l'impression que c'est un discours général, quel que soit le domaine de travail, il y a quelque chose qui ne va pas dans notre société. Il suffit de se pencher un peu sur le nombre de maladies au travail, de burn-out, de reconversion, c'est énorme.

Ségolène Darly : Merci beaucoup à vous cinq pour la richesse de ces échanges et votre franchise. Même si on finit sur la question du sens dans le travail et des maux de notre société, j'ai

quand même entendu une certaine confiance en l'avenir dans les propos de chacun et vous portez tous un projet qui vous tourne vers un avenir que vous voulez optimiste.

Échange avec les auditeurs présents

Question 1 : La ruralité serait-elle un territoire qui nous permettrait de tenter l'expérience de la non-maîtrise de la nature ? Il y a des choses qui résistent, la nature est récalcitrante, nous ne se sommes pas seuls, nous évoluons au milieu de vivants végétaux et animaux. C'est peut-être la clé de compréhension qui vous réunit, la ruralité nous fait-elle revivre cette expérience qui nous sera très utile pour affronter toutes les incertitudes inhérentes au monde de l'anthropocène ?

Hadrien : Je partage profondément cette vision de la ruralité, c'est aussi pour ça que les gens reviennent avec intérêt vers ces métiers-là, on retrouve quelque chose qu'on ne maîtrise plus, dans une société où tout est maîtrisé. C'est aussi ce qui m'a attiré, cette nature qui est indomptable, ce climat qui est indomptable. On est obligé de faire avec.

Lise : La nature gagnera par rapport à nous, c'est ce qui me rend assez optimiste. La nature gagnera toujours, tandis que l'homme, lui, peut-être pas. À Fukushima ou à Tchernobyl, la nature reprend très vite ses droits.

Question 2 : Vos témoignages montrent qu'il y a différentes manières de devenir paysan, reprise d'exploitation familiale, espace test, formations plurielles. Il y a une diversité de parcours et de profils, chacun venant avec son histoire, ses compétences, son capital social, sa manière de se former au métier. On parle de régénération de la ruralité, d'ouverture des campagnes, mais pour cela on a besoin de multiplier les portes d'entrée en agriculture. On a vu arriver depuis quelques années beaucoup de tendances nouvelles (woofing, contrats de parrainage, espaces test, etc.). En parallèle, il faut aussi que l'agriculture soit moderne au niveau social et permette la mobilité professionnelle. Il y a des agriculteurs qui feront carrière toute leur vie, mais il y a

aussi des gens qui seront paysans dix, quinze ans. Ne faut-il pas mener réflexion autour des statuts d'avenir en agriculture ?

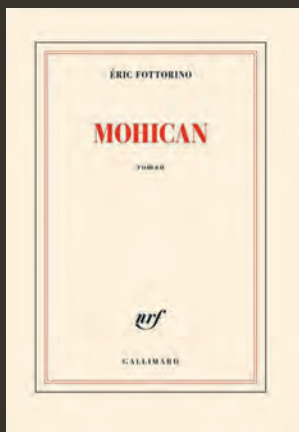
Lise : Sur les temps de carrière, ça dépend aussi de quel métier agricole on parle. Il y a une attirance particulière pour le métier de maraîcher dans les reconversions, et je pense que bien souvent les gens ignorent les conditions de travail du maraîchage, qui peuvent être extrêmement pénibles. Il y a une attirance pour la terre, un retour au travail à main nue, à la pelle. Ce sont souvent des gens qui ne sont pas issus du milieu agricole et qui veulent s'user au travail. Dix ans de maraîchage, c'est déjà beaucoup, c'est un métier qui use physiquement. Le métier d'élevage, par exemple, n'est pas comparable.

Hadrien : C'est un métier hyper physique, et peut-être que dans dix ans ce sera fini. Mais j'ai aussi mis tellement d'énergie dans ce projet que je ne vais pas le quitter comme on quitte un poste d'ingénieur. Quand je réfléchis à l'après, je me dis que j'aimerais transmettre ma ferme à une structure comme Terre de liens. J'aurais l'impression d'avoir « fait quelque chose ».

François : Une carrière agricole, c'est aussi beaucoup de possibilités d'évolutions. Être paysan, ça peut s'incarner à travers différentes activités sur une longue carrière. J'ai fait du hors-sol, du maraîchage, de l'accueil à la ferme. J'ai aussi construit des bâtiments, fait de la maçonnerie. Quand je suis sorti de l'école, je me suis dit « enfin les vacances ». Et je suis resté toute ma carrière en vacances, tout en travaillant énormément. Aujourd'hui, on fait beaucoup d'accueil à la ferme, pour transmettre. C'est très enrichissant. On n'a pas le temps de prendre de vacances, donc on fait venir les gens chez nous. Nous hébergeons des gens qui viennent de partout dans le monde, ça donne une ouverture incroyable. On peut trouver une voie qui peut être épanouissante, à condition de se donner les moyens et de pas rester seul dans son coin.

Veillée : qui raconte le mieux les paysans ? Écrivains ou scientifiques ?

Par **Nicole MATHIEU**,
directrice de recherche
émérite au CNRS.



Dès que je l'ai entendu interviewé par France Culture sur son dernier roman, *Mohican*, je me suis dit qu'il me fallait le lire. Il m'apporterait ce qui m'obsède depuis plusieurs années et me fait

collecter tous les livres de « paysans » qui se disent d'aujourd'hui ou qui, « convertis », concluent après retour d'expérience sur leur installation que l'« agriculture » est un secteur « administré », qui ne se sortira pas de l'utopie politique du capitalisme. Ceci avec l'espoir de tester l'hypothèse lancée dans un article d'*Économie rurale* : une meilleure connaissance des rapports à la nature, aux lieux et à leurs voisins ruraux des agriculteurs – autrement dit des liens paysans/

nature – permettrait-elle de percevoir ce qui est en train de changer en profondeur dans le milieu agricole ? Et quelles sont les temporalités de ce changement ? Est-il lié à des « moments » ressentis collectivement comme cela semblait être le cas dans la période de *La révolution silencieuse* ? Est-ce une question de classe ou de « personne », ce qui donnerait un sens à ce mot de « conversion » caractéristique des premières décennies multi-crisis du XIX^e siècle ? Est-ce une question de génération elle-même marquée par les événements qui signent leur jeunesse ?

Et voici que la lecture des quatre épisodes du roman d'Éric Fottorino, « Déluge », « Désert », « Destruction », « Délivrance », m'illumine par sa juste résonance à la fois historique, sociologique et géographique. Un père « qui avait succombé aux sirènes de la modernité » et dont la force physique s'éteint rapidement

après l'annonce d'un cancer ; un frère aîné qui a fait la guerre d'Algérie et en a souffert au point d'être muet et de ne communiquer qu'avec les animaux de la ferme ; un fils passionné de nature, sensible à la beauté des lieux et à l'empathie envers les « hommes de terre ». Une histoire ancrée dans une combe du jura, dans la vie quotidienne, dans les contradictions de générations et de points de vue sur la société, dans le changement des rapports entre « cultivateurs » et « entrepreneurs ».

Il fallait inviter Éric Fottorino à la veillée de lecture du 8 octobre au colloque de Cerisy ! Il accepta mais dû malheureusement y renoncer. Il aurait sans doute aimé cette veillée : dans le salon du premier étage du château, à la lueur d'un vieil abat-jour, chaque participant lut un texte qui apportait une réponse : les écrivains racontent magnifiquement les paysans.



Veillée au château. Nicole Mathieu
et Jean-Pierre Dardaui lisent *Zoumik*, de Lisette.



Lisette, une agricultrice raconte la Veillée

Entrer dans le domaine de Cerisy, pour un agriculteur, c'est pénétrer un monde enchanteur en soi. Un monde révolu en même temps qu'étonnamment parfait. Vastes boulingrins ras et denses, bois séculaires aux arbres immenses, château et dépendances où ne manque pas une ardoise, pas une vitre, allées de graviers joliment dessinées dans la verdure ambiante. Tout cela semble aller de soi, donne l'illusion tenace d'une simplicité « naturelle » et me fait penser à la chronique de Gilles de Gouberville, petit seigneur manchois du ^{xvi}^e siècle qui partageait le quotidien de ses gens et certaines tâches paysannes. Son journal, qui court sur plusieurs dizaines d'années, décrit le plus simplement du monde l'entretien de son petit manoir et des terres attenantes. Celui qui travaille la terre sait que la maintenance, au jour le jour

comme séculaire, d'un tel domaine tient du labeur colossal. Or la grandeur d'un ouvrage, n'importe lequel, tient entière dans l'effacement de ses nuances laborieuses. C'est bien ce qui impressionne lorsqu'on regarde l'édifice médiéval et ses alentours : il fait rêver, remet le visiteur, fût-il lui-même gérant terrien, à la place d'observateur extérieur.

Je reste donc ébahie devant tant de méticulosité. D'autant plus que ce trait me semble diamétralement opposé à la fonction intellectuelle du château. Cela me laisse songeuse. Alors seulement commence à prendre vie cette idée bizarre de Veillée, qui éveille en chacun de nous des souvenirs enfouis, voire inventés, mais qui font fantasmer un réel entre deux temps, celui d'un passé embelli, simplifié, et celui d'un présent qui n'a plus rien à voir.

Par Lisette,
agricultrice, écrivaine.

Le rêve, le fantasme et Cerisy. Notions aussi éloignées de l'agriculteur que le sont la culture, la recherche, l'intellectualisation de toute chose. J'ai fait des études supérieures : franchir une bibliothèque, une librairie, écouter des émissions scientifiques, font partie de mon bagage, de mon histoire. Je ne viens pas du milieu agricole, chez moi une Veillée n'éveille rien du folklore familial, les odeurs de terre, de feu, les grandes tablées de bois sous une lampe unique sont aussi exotiques pour moi qu'un voyage aux îles. Pourtant je suis agricultrice. Et c'est en tant qu'agricultrice – et autrice – que Nicole m'a invitée à témoigner à Cerisy devant un collège de chercheurs divers, parlant toutes les langues, l'esprit acéré au cuir de domaines variés. C'est un peu intimidant et très enthousiasmant à la fois car c'est un métissage qui me correspond et qui est mon fer de lance depuis une dizaine d'années : allier culture et agriculture, mariage improbable et pourtant fondateur.

À midi, lorsque je suis arrivée et après avoir traversé un bout du parc qui m'a donné le « la » de l'ambiance studieuse, presque sévère, qui règne ici, j'ai été accueillie par un banquet bouillonnant, très ordonné, efficace. Je ne sais pas qui ordonne le tout mais la petite foule de chercheurs et autres assistants des colloques sont réunis par tables d'une quinzaine qui ne doivent rien au hasard. Le repas se doit d'être un temps d'échange, ponctué de mets, qui participe à la diffusion des informations au même titre que les colloques eux-mêmes. Sous les poutres qui ont connu un temps où l'Amérique n'existait pas, immédiatement Gilles de Gouberville revient à moi. Comme lui, nous discutons en mangeant de ce qui nous attend en cet après-midi ensoleillé. Il est question dans certains de nos mots de grains, d'animaux, d'outils mais aussi de germes d'idées, de recadrages de pensées, de leviers théoriques. Nous planifions l'air autour de nous comme on le fait de parcelles de terre. Et le repas sert à ça : il est tout entier partie prenante d'une tâche qui nous dépasse tous mais à laquelle nous prenons part, pierre à pierre, sillon après sillon. Le temps, à notre immense satisfaction, est rempli, car il est partage, et partage productif. L'après-midi se passe en traductions : nous, les « agri », mettons en mots notre travail, notre

C'est un drôle de dialogue
qui n'a l'air d'exister qu'ici,
entre nous et en ce moment.

gestuelle, l'idée que nous nous faisons d'eux. Les universitaires tentent de nous faire dire les interstices, de nous révéler une continuité ou des fractures, ensemble nous entremêlons les paysages que, chacun à notre façon, nous cultivons. C'est un drôle de dialogue qui n'a l'air d'exister qu'ici, entre nous et en ce moment. Les taiseux savants du vivant et les décrypteurs prolixes du savoir, une sorte de yin et de yang qui tournoient sans fin l'un autour de l'autre et ne peuvent coexister qu'ici, au centre culturel de Cerisy.

Je rentre pour traire, à 30 kilomètres de là, mais c'est prévu : je retourne au château pour la Veillée. Je ne sais pas en quoi elle consiste exactement, elle allume en moi une notion vague de feu de cheminée, de spontanéité, d'histoires volées au néant. Je reviens et le soir est tombé sur le domaine. La crainte initiale de l'inconnu s'est couchée avec le soleil, je tombe sur Hadrien et Marie et nous nous laissons aller à une petite excursion dans le parc avant de rejoindre les veilleurs. Le ciel est pur et froid, comme lui nous balançons entre le travail du jour et la détente nocturne.

Le château est illuminé de l'intérieur, d'un coup ce sont ses plafonds boisés qui l'habitent. Nous empruntons, pour rejoindre la lumière à l'étage, des couloirs à la Harry Potter, des escaliers vieux comme le temps. Nous l'atteignons presque par miracle : une haute pièce tapissée à l'antique où notre groupe a déjà pris place sur des fauteuils qui ont la moitié de l'âge du château, fragiles et solides comme des vieillards. L'ambiance est à l'émerveillement massif que prodiguent le décor et ce que nous nous apprêtons à entreprendre. Une Veillée, donc. Le plus dur est sans doute, comme dans toute histoire, d'entrer dans le vif du sujet. C'est Nicole qui s'y colle. Elle a l'élan enthousiaste d'une collégienne qui n'a peur de rien, se lance dans une tempête de mots qui expriment le regret que Fottorino ne

soit pas parmi nous – c’est la lecture de son livre *Mohican* qui a motivé l’organisation de cette soirée – tout en balayant cette absence d’un revers de harangue : « Bon, ce n’est pas grave, c’est dommage, mais on a d’autres auteurs et on va aussi bien faire avec. » Parmi les lectures choisies : mon bouquin, *Zoumik*, une série de petites miscellanées sensément jetées sur la feuille par une petite campagnarde de 10 ans – moi, en fait, et la surprise intense induite par ma découverte sur le tard du monde agricole –, et *À la ligne*, de Joseph Ponthus.

Ce sont les seuls morceaux prévus, et la visite de l’abattoir – la moelle du bouquin de Ponthus – en est un sacré. Sacré, même, avec un S majuscule. Car il nous plonge directement dans ce qu’est et ce que n’est pas le monde agricole. Nous sommes jetés sans préambule dans un monde de sensations vivantes dans le cœur même du temple de la mort, le passage obligé, le goulet d’étranglement qui relie tout éleveur au consommateur et qui n’est pourtant ouvert ni à l’un, ni à l’autre. Notre Veillée s’ouvre donc par un lieu, contre toute attente, de conte : la grotte terrible et sanctuarisée d’une mise à mort massive et dissimulée. La chambre de Barbe-Bleue. Une chambre où les filles massacrées sont de race bovine et où l’on embauche en CDD. Une chambre où les viscères ont une odeur, une texture. Où le carrelage blanc a son importance, les néons aussi, car ils sont partie prenante de la constellation sensitive qui est déroulée là, à nos oreilles et à nos sens. La littérature a ceci d’extraordinaire qu’elle transcende toute notion, qu’elle réunit en son giron tout ce qui n’est pas conciliable au quotidien, qu’elle fait voler au-dessus de soi et rencontrer les autres, un peu comme au cinoche, qui est une littérature des yeux.

Alors nous voici, paysans, agriculteurs, chercheurs, spectateurs, une quinzaine réunis là, battus comme neige en une splendide mousse grumeleuse, plus hauts, plus larges que la somme de nos individualités. Et il me semble que c’est cela, le but de tout art : nous faire autres car, au plus profond, viscéralement nous-mêmes, unis dans cette unicité multicolore. Les gouttes d’un arc-en-ciel. On ne sait d’où vient cette force mais elle vient. Alors, comme poussé par le vent de marée, Pierre Osmont, agriculteur

à la retraite – mais est-on jamais réellement en retraite lorsqu’on travaille la terre ? – se lève et prend la parole. Il se présente de sa grosse voix qui hésite. Il se présente et on sent que cela même est un effort. Un effort de parler en public, de se présenter comme *quelqu’un* en public, de ne faire qu’un avec son métier, et, d’un coup, en être fier parce que les gens autour sont là pour ça : être fier de chacun, faire de chacun un être à part entière, une goutte qui fait sa part de réfraction. Pierre s’est levé et il parle de son métier, de ce qu’il représente à l’échelle de sa famille, de son village, de son pays et du monde. Il parle et ce qu’il dit vaut discours. Ordonné, argumenté, sensé. Militant. Militant pour une agriculture vivante, inscrite dans les mouvements du monde, actuelle et immémoriale. Et l’on comprend.

On comprend que ce qui sépare le savoir du savoir-faire n’est qu’un mur de verre. Un mur franchissable, pas plus haut que trois pommes. On comprend la complexité de la chose, enjambrer ce mur, d’un côté ou de l’autre. On comprend qu’il n’y avait que là, au centre culturel international de Cerisy, dans une bâtisse de campagne entourée de bocage, à plus de 100 kilomètres de la première université, que les retrouvailles pouvaient se faire. La culture, dans tous les sens du terme. On le sent, le même mot sert à nommer deux choses distinctes, en théorie très éloignées et dont l’une, pourtant, relève de l’autre. Car ce n’est pas un hasard si les premiers peintres ont dessiné les bêtes qu’ils chassaient puis qu’ils ont élevées, ce n’est pas un hasard si l’écriture a d’abord servi, comptablement, à dresser des listes agraires, si les premiers plans ont dessiné les premiers domaines. L’agriculture est à la base de la société humaine telle que nous la connaissons aujourd’hui, à la base de la culture, de tous les domaines de la culture. Voilà la base commune.

Reprendre une ferme, c’est comme conserver de très vieux parchemins – ou hériter d’un château moyenâgeux – le boulot est le même : il faut des trésors d’amour, de force et de patience pour ce faire. Hériter d’une ferme, c’est hériter

L’agriculture est à la base de la société humaine telle que nous la connaissons aujourd’hui, à la base de la culture.



Veillée au château, une paysanne à l'écoute d'une autre.

du poids d'une histoire. Celle de la famille, celle, donc, de l'individu qui en hérite, celle d'une identité qui peut remonter à plusieurs générations. Passer en bio, par exemple, a souvent l'effet d'une fracture générationnelle avec son lot de drames, d'épreuves et de peurs. On est en plein conte, oui, ou en pleine histoire, à échelle personnelle. Une Révolution ne fait pas plus de dégâts, individuellement parlant. Et il paraît important d'étudier ce qui dévore l'agriculture moderne, ce qui a mené à la dérégulation, ce qui en fait le socle puisque c'est elle qui nourrit, pyramide renversée, la nation qui l'oublie. Faire se rencontrer, et causer, et se comprendre, paysans, chercheurs et artistes, auteurs, lecteurs ou autres, c'est faire naître une triade qui n'avait jamais, finalement, été dissociée jusqu'à présent et qui souffre des mêmes maux. Perte de sens, mal-être, aphasie,

Hériter d'une ferme,
c'est hériter du poids
d'une histoire.

cloisonnement. Mise à l'isolement par une société dont le moteur s'emballe. Et les murs sont épais.

La Veillée nous a raconté des histoires qui font battre le cœur, comme les plus belles histoires d'amour. La Veillée, c'est la force mise en commun pour un acte pacifique : le savoir dans la joie. C'est la promesse d'un possible, c'est une lumière et des voix dans la nuit, ce sont des récits qui aident à grandir, à repousser les murs et les ombres, les ombres les plus noires alors que l'obscurité monte et qu'elle fait peur. La Veillée est un acte de vie et de survie. Si aucune administration ne peut, en toute logique, financer une Veillée, cette mission nous revient, à nous, individus. Je me demande s'il y a mission plus joyeuse. Et je me pose une question plus grave devant la quasi-disparition de ce mode de partage, la Veillée : où avons-nous fourré notre capacité à être heureux ?

Bibliographie de Lisette, aux éditions Le Lagure (autoédition) :

Sur le chemin des dunes, roman, 2021.

Zoumik, chroniques fermières, 2022.

Queer Quantum, roman, 2023.

L'ensemble, roman, 2025

> lisettealapage.fr



AGRICULTEURS, NATURE, ÉDUCATION

Expérience prometteuse : le Campus Métiers
Nature, construire des ruralités durables ?

Parmi les réponses émergentes aux crises écologiques et sociales, l'éducation à la nature est apparue comme l'expérience la plus prometteuse pour régénérer le rural. L'enseignement agricole, avec sa particularité française, ouvre la porte d'une conscience de la nature à travers des pratiques ouvertes sur les futurs. L'histoire et l'évolution du Campus Métiers Nature de Coutances apportent des éléments de réponse à cette hypothèse.



Bruno Mondin, au festival Dahlias 2024, baptise le nouveau dahlia à son nom.

Travailler en collectif, expérimenter des pratiques pour créer des futurs soutenables

Bruno MONDIN,
directeur de
l'exploitation
agricole du
lycée agricole au
Campus Métiers
Nature

À Coutances, l'exploitation agricole évolue dans un environnement institutionnel multiple avec l'Europe, l'État, la Région Normandie, le Département de la Manche, la communauté de communes de Coutances Mer et Bocage (CMB). Localement, les institutions portent des problématiques territoriales sur lesquelles nous tentons d'apporter des réponses. Par exemple, la CMB s'intéresse à la qualité des eaux en bordure de mer, provoquant l'arrêt de la pêche à pied et la fermeture des plages. C'est une tradition locale qui est menacée, nous avons un rôle moteur en tant que bassin-versant pour améliorer ces conditions.

Pour mener notre projet d'exploitation, nous travaillons autour d'une vision « triple performance » : environnementale, sociétale et économique. Le sociétal prend un poids de plus en plus important dans nos décisions, il y a

toujours ce « clignotant sociétal » qui dépasse les autres enjeux : quelle énergie décarboner pour demain, le bien-être animal, les antibiotiques, les produits phytosanitaires, la biodiversité, l'agroécologie, la sécurité alimentaire, la gestion du gaspillage et des déchets, etc.

Dans le volet environnement, l'eau, l'air et les sols sont la priorité. L'économique, c'est la valeur ajoutée puisque nos exploitations comptent des salariés de droit privé rémunérés. Nous avons une obligation de résultat. Il faut générer de l'emploi et développer l'employabilité des apprenants en parallèle. C'est une véritable entreprise économique.

Tout a commencé dans les années 2000 lorsque l'établissement de Coutances a fait partie des 25 sites nationaux sélectionnés sur les 193 exploitations de lycées agricoles en France, pour expérimenter des pratiques d'agriculture durable.

Cela nous a amenés à renforcer un travail collégial avec le territoire. On a fait un diagnostic de territoire du pays de Coutances et rencontré les habitants. On a observé un phénomène de migration : la population se vidait au centre du pays de Coutances pour migrer vers la côte, ce qui créait une rupture dans le territoire. On a cherché à comprendre pourquoi.

On a ensuite mené une étude sur deux ans avec de nombreuses classes de l'établissement, en lien avec des associations de consommateurs et d'autres partenaires. On a fait un diagnostic agroenvironnemental des deux exploitations (agricole et horticole). Notre objectif était de comprendre comment s'améliorer sur le plan environnemental et économique.

Les résultats nous ont poussés à développer plus de prairies et cultiver moins de maïs, réduire fortement la consommation énergétique de nos exploitations, imposer une vigilance autour de l'eau, la qualité de l'eau, réduire massivement l'utilisation des engrais, tout en permettant de sauvegarder les rendements.

Ça a été un travail de fond qui nous a permis d'aboutir à une exploitation plus durable. Jusqu'en 2000, l'exploitation était extrêmement intensive. Puis de 2000 à 2012, elle s'est progressivement inscrite dans une logique durable. Et nous avons franchi le cap du bio à partir de mai 2011. C'est à travers un travail collégial, des esprits venant de tous horizons, que nous sommes arrivés à faire des projections.

Au niveau européen, le réseau européen des producteurs de lait nous a également beaucoup apporté sur la mise en pratique de la triple performance pour l'élevage en particulier. Seulement deux lycées agricoles en France adhèrent à ce réseau européen. Coutances a fait partie des 50 exploitations agricoles françaises, dans un groupe de 500 agriculteurs européens. Au sein de ce réseau, nous avons mis en commun nos résultats de gestion, notre façon de voir les choses, et c'est là que je me suis aperçu de l'impact sociétal des décisions que nous prenons.

Par exemple, dans les pays scandinaves, depuis plus de dix ans les agriculteurs n'ont plus le droit de donner des antibiotiques à leurs vaches. Avec la génétique et un travail collectif d'éleveurs, une analyse a été menée sur la

Il faut savoir sentir l'évolution
de la société, tester des choses.

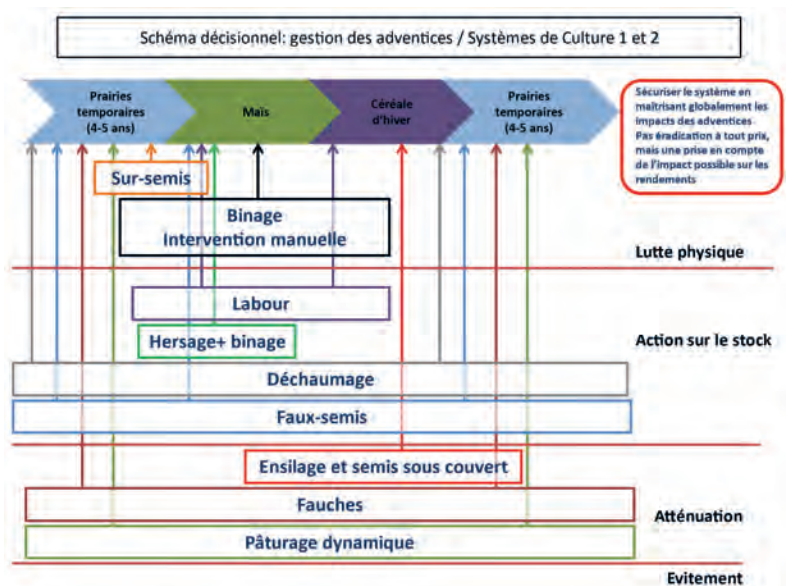
robustesse de la race scandinave, ses facultés fonctionnelles, résistance aux mammites, etc., pour comprendre la nature de ces vaches et éviter de faire appel aux vétérinaires, car c'est très cher. La scandinave, c'est une race qui a une très bonne longévité, de bonnes pattes et une forte capacité de résistance aux cellules (qualité du lait). Les résultats de ce travail sur la race scandinave sont souvent cités en exemple, ils nous ont permis de questionner nos propres méthodes de travail.

Les pays scandinaves nous ont aussi beaucoup appris sur le bien-être animal. En Suède, et en Norvège également, c'est l'abattoir qui va à la ferme. Les animaux sont abattus directement sur le site de la ferme et ne sont donc pas stressés par de longs voyages.

Ce sont des points très importants et le fait de les confronter avec une trentaine de pays donne une véritable envergure et des retours d'expériences multiples. Nous avons également rencontré des agriculteurs nord-américains ou néo-zélandais qui venaient en invités, et cette confrontation d'idées nous permettait de sortir de notre vision cartésienne d'Européen.

Ces expériences au sein du réseau européen nous ont permis de comprendre un peu mieux le rapport de l'agriculture à la société pour façonner la dimension sociétale de nos actions et hiérarchiser nos priorités. Le sociétal doit être mis en avant. Il faut savoir sentir l'évolution de la société, tester des choses, mais il ne faut pas être trop avant-gardiste non plus, parce que la société peut être perturbée par les évolutions.

Après avoir mis en place le développement durable sur l'exploitation, on s'est engagé dans le plan Écophyto proposée par le ministère de l'Agriculture, notamment l'action 16, sur la période 2008-2014, qui visait à engager les exploitations de l'enseignement agricole à jouer un rôle moteur dans la généralisation des systèmes de culture innovants. La traduction territoriale de ce programme, DEPHY 14, est actuellement toujours en cours.



Les deux exploitations de Coutances, horticole et agricole, ont été choisies pour travailler sur la réduction de l'usage des produits phytosanitaires, avec chacune ses spécificités. Nous avons progressivement réduit l'utilisation de ces produits ; depuis 2016, nous n'utilisons plus de molécule sur l'exploitation, même pas de bouillie bordelaise, ni de soufre. Grâce à la mise en place de systèmes de cultures, les produits phytosanitaires ne sont plus indispensables (voir schéma ci-dessus).

Depuis que nous sommes en bio, on concentre nos expérimentations sur notre méthode : par exemple, comment arriver à faire du semis sous couvert permanent d'un sol en bio ? Pour expérimenter avec les élèves, nous avons testé à la fois une partie labour et une partie non labour. Nous avons fait le test à la moutarde (pour quantifier les vers de terre) et on s'est aperçu que sur la partie labourée, nous n'avions plus que 400 kg de vers de terre/hectare, et à 3 mètres, sur la partie non labourée nous en avions 3 tonnes. C'est de l'observation-concept, on arrive à former pédagogiquement nos jeunes grâce au terrain, ils se forment leur propre réflexion intellectuelle et ça les motive pour se lancer ensuite.

Ces méthodes ne sont pas sans échec ! Côté rendement, on allait du simple au double entre non-labour et labour. Nous avons donc dû réfléchir à la qualité du couvert. Nous avons testé ce

qu'on appelle le carbone liquide, des couverts qui bénéficient de l'énergie solaire, c'est-à-dire les tournesols, des crucifères, car quand ils se dégradent ils libèrent du soufre, pour produire des protéines microbiennes soufrées. Comme l'énergie solaire produit 1 watt/m² et par heure, cela génère gratuitement de la biomasse, et cette biomasse peut faire 2 à 3 tonnes de matière sèche par hectare. Il faut ensuite passer dessus au rouleau, ou semer directement.

Nous avons ensuite testé la méthode « Merci » avec les élèves : sur 1 m², on quantifie les différents composants du couvert, azote, phosphore, potasse, etc. On a une grille de lecture qui va nous permettre de déterminer la quantité d'azote fixée par le couvert, autant d'azote qui ne contribue pas à l'effet d'eutrophisation des sols. On s'aperçoit que ce couvert va produire gratuitement 20 à 30 points d'azote, 50 points de phosphore, 100 à 150 points de potasse. Au prix actuel de ces composants, ça correspond sur 1 m² à environ 400 € d'engrais qui sont produits directement et gratuitement par ce couvert. Non seulement nous avons piégé 100 points d'azote, auxquels on peut ajouter les 20 à 30 produits par le couvert, ce qui fait 120 points. Ça couvre la moitié des besoins des céréales, car 3 points-unités couvrent les besoins d'une céréale à 50 quintaux, et ça mélange en plus de la matière organique qui permet de développer le sol.

Voilà donc des expérimentations que nous avons conduites sur les sols avec nos apprenants et collègues, et qui ont permis de faire évoluer nos méthodes.

Notre verger est aussi un exemple, qui nous a permis d'obtenir le 2^e prix d'agroforesterie au Salon de l'agriculture en 2021. On avait un verger basse-tige qui était conduit suivant les us et coutumes de la coopérative à l'époque en 2007, on désherbaient sur le rang, avec des produits phytosanitaires. 2007 a été une année très pluvieuse, ce qui rendait ces méthodes peu efficaces. J'ai alors demandé la participation du conseil régional pour investir dans un rouleau et un gyrobroyeur. Cela nous a permis de broyer l'herbe sous les arbres.

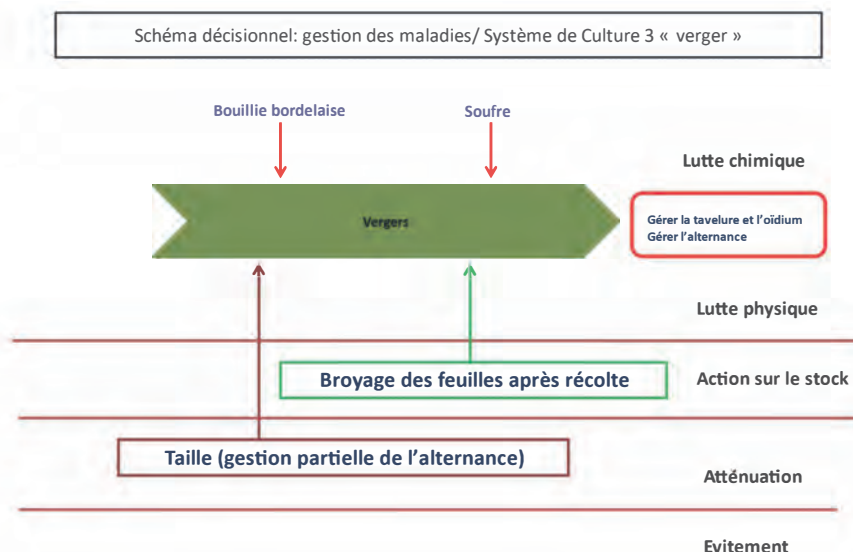
Mais ensuite je trouvais dommage de passer sept heures sur un tracteur et, en parallèle, nous avions un problème avec des génisses que nous ne savions pas où mettre. Un jour, j'ai décidé de mettre les génisses à pâturer dans les vergers basse-tige. On a valorisé 2,5 tonnes de matières sèches par hectare. Les génisses ont permis de valoriser l'herbe et, avec leurs déjections, ont restitué au sol une partie des exportations de matières minérales. En pleine chaleur ou sous la pluie, les génisses étaient abritées sous les arbres.

L'herbe permettait en plus d'abriter une faune auxiliaire qui permettait de lutter contre les parasites ravageurs et nous avons également 25 ruches dans le verger qui produisent 250 kg de miel. Et les abeilles contribuent à la pollinisation. C'est un cercle vertueux.

L'herbe servait aussi de garde-manger, parce que les pommes étaient protégées dans l'herbe, ça permettait de piloter le ramassage dans de bonnes conditions et donc de préserver la qualité des pommes tout en assumant le planning de ramassage et le planning de départ pour la cidrerie (voir schéma ci-dessous).

On est donc passé d'un système simple à un agrosystème complexe, toujours avec la participation des apprenants.

Une exploitation de lycée agricole reste encore aujourd'hui une idée moderne, avant d'être un modèle ; elle doit interpeller les apprenants, les professionnels sur des choix stratégiques et qui répondent aux enjeux futurs. Dans un monde en bout de souffle, mondialisation, énergie, pétrole, où apparaissent des ruptures, fragilités, crise Covid-19, Ukraine, réchauffement climatique, souveraineté alimentaire, médicament, microprocesseur, nous devons par un travail collectif appréhender l'aube d'un nouveau modèle, c'est-à-dire un cycle économique de 60 à 70 ans qui devra être basé sur une relocalisation des productions sur une plus grande valorisation de nos territoires avec toutes ces composantes, une plus grande sobriété des ressources en eau, sol, une économie décarbonée, une recherche d'innovation, une valorisation de la matière grise pour s'adapter. Les métiers de demain seront à créer, nous avons le devoir et la vocation d'accompagner cette transformation de notre société.



L'enseignement agricole en France

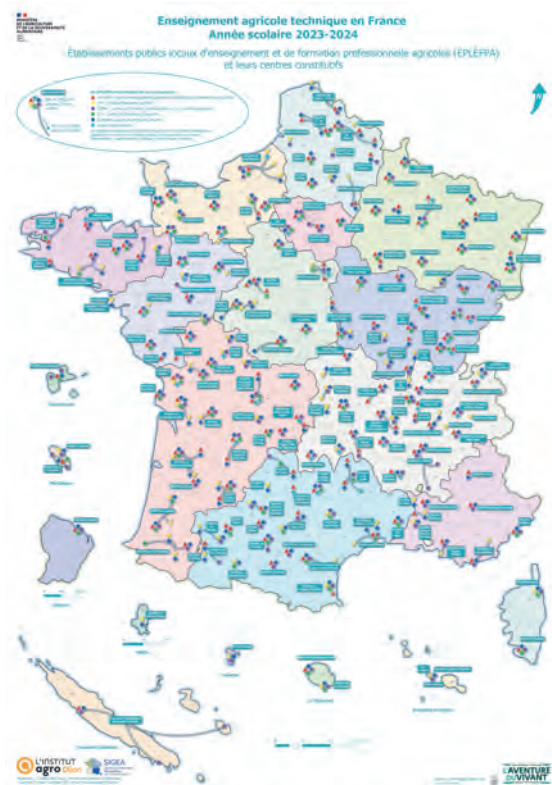
Un atout de régénération rurale

Edgar LEBLANC,
président du Comité
d'histoire de
l'enseignement agricole

Comme le montre l'exemple du Campus Métiers Nature de Coutances, un établissement d'enseignement agricole est un acteur majeur dans son territoire. Son statut juridique, issu d'une longue histoire et consolidé par de longues étapes, lui confère des capacités d'intervention auprès des autres acteurs locaux : l'établissement n'est pas seulement un lieu de scolarisation, mais un ensemble de structures de production, de formation, d'expérimentation, de recherche, d'animation. Inséré dans le réseau des établissements publics et privés relevant du ministère de l'Agriculture, il participe à un service public d'enseignement et de formation professionnelle souple et diversifié qui assure la pérennité et la qualité de ses interventions au-delà des engagements personnels, indispensables, mais insuffisants à eux seuls.

Un statut juridique solide : l'établissement public local d'enseignement et de formation professionnelle agricoles

Un « lycée agricole » est une institution qui est dotée par la loi de missions au service d'un territoire. Les lois de 1984 et de 1999 stipulent que ces établissements *assurent* une formation professionnelle initiale et continue pour les métiers de l'agriculture et des activités annexes du secteur agricole. Ils *contribuent* à l'animation du milieu rural, à l'insertion scolaire, sociale et professionnelle des formés. Ils *participent* au développement du territoire, à l'expérimentation technique, à la recherche appliquée. Enfin, ils *participent* à la coopération internationale, en particulier par des échanges, des jumelages, des conventions avec des établissements de même niveau tant dans l'Union européenne qu'au



niveau international. Le projet d'établissement, qui « définit les modalités de la participation de l'établissement au développement des territoires dans lesquels celui-ci s'insère », constitue l'outil privilégié d'organisation de ces actions. L'établissement public local d'enseignement et de formation professionnelle agricoles (EPLFPA) réunit en son sein des centres constitutifs, selon un schéma varié adapté aux circonstances locales, avec au moins une exploitation agricole, centre de production soumise aux us et coutumes de la profession et chargée de conduire des expérimentations et des innovations techniques et pratiques destinées, en

particulier, à faciliter les transitions liées au changement climatique, et un lycée.

D'autres centres peuvent être créés tels qu'un centre de formation d'apprentis, un centre de formation professionnelle et de promotion agricole pour la formation des adultes, ou encore un atelier technologique agroalimentaire, un centre hippique.

L'EPLEFPA n'est donc pas une structure scolaire ne regroupant que des élèves qui préparent un diplôme. C'est une institution originale qui articule à la fois une entreprise de production en relation avec le marché, un centre de formation professionnelle associant des élèves et étudiants, des apprentis, des adultes, un centre de recherche, d'expérimentation et d'animation ouvert sur le territoire – très éloignée de la conception qu'Alain se faisait de l'école : « L'école est un lieu admirable. J'aime que les bruits extérieurs n'y entrent point. » Cette ouverture sur l'extérieur, stabilisée grâce à son statut juridique, concrétisée par ses activités culturelles et ses échanges techniques et économiques, constitue la source de son rôle dans le territoire environnant, autant que de sa stratégie de coopération internationale.

Quand on énumère les activités qui sont organisées dans un EPLEFPA, c'est la diversité et l'ampleur qui frappent d'abord l'observateur. Le risque de dispersion et de cloisonnement est réel. Le projet d'établissement constitue alors la charte qui donne cohérence, cohésion et signification à l'ensemble. Adopté pour cinq ans par le conseil d'administration, révisable, le projet d'établissement s'inscrit dans des objectifs et des stratégies régionale et nationale qui orientent l'ensemble du dispositif. Son évaluation interne et externe permet les nécessaires adaptations et évite les dérives toujours possibles.

Le projet d'établissement est ainsi la marque de l'autonomie de l'établissement. Le conseil d'administration « gère par ses délibérations les affaires de l'établissement » et, donc, adopte le projet, organise les budgets, adapte les politiques suivies, évalue les résultats. Présidé par une personnalité extérieure à l'établissement, il est en relation directe avec les partenaires territoriaux de l'établissement.

Autre atout de l'EPLEFPA, dans les zones rurales, il est un employeur local qui compte,

Les domaines de formation
sont donc variés et adaptés
aux besoins de compétences,
locales ou non.

quelquefois le plus important de la commune. Et la participation des personnels à la vie locale renforce sa présence dans le territoire.

La forte présence d'établissements privés ayant passé contrat avec l'État est une des caractéristiques de l'enseignement agricole en France. Ces établissements – catholiques ou Maisons familiales rurales d'éducation et d'orientation – ont reçu par la loi les mêmes missions que les établissements publics.

Un dispositif de formation professionnelle ancien et dynamique

Ce secteur d'enseignement et de formation professionnelle a été créé en 1848, et confirmé dans la loi comme outil de politique agricole en 1918, 1960 après les traités de Rome, en 1984 lors de la mise en place de la décentralisation. Il comprend aujourd'hui 803 établissements techniques, 18 établissements d'enseignement supérieur; regroupe 140 000 élèves, 37 000 étudiants, 45 000 apprentis; distribue annuellement 12 000 000 d'heures/stagiaires de formation professionnelle agricole. Ses 192 exploitations agricoles regroupent 19 000 ha cultivés, dont le quart en agriculture biologique. L'ensemble représente la diversité des systèmes de culture régionaux, grandes cultures, élevage, arboriculture, horticulture, viticulture, etc. Les domaines de formation sont donc variés et adaptés aux besoins de compétences, locales ou non : production agricole, forestière, aquacole; transformation et commercialisation de ces productions; industrie agroalimentaire et alimentation, industries liées à l'agriculture; santé et protection animale et végétale; aménagement, développement et gestion de l'espace rural, de la forêt, de l'eau, des milieux naturels et des paysages; services aux personnes et animation dans les territoires.



Photo Campus Mères Nature.

Apprenants du lycée au salon de l'agriculture organisé au Campus en 2024.

Un service public d'enseignement et de formation professionnelle souple et diversifié

L'autonomie des EPLEFPA comme des établissements catholiques et des Maisons familiales rurales ne saurait conduire à une concurrence dangereuse entre établissements. La situation majoritaire des établissements privés n'induit pas un développement anarchique de ceux-ci. Le Parlement a mis en place un service public particulier, dans le cadre de la décentralisation administrative, appuyé sur des établissements autonomes, associant par contrat les établissements privés, avec des outils de pilotage national du dispositif : projets national, régional, d'établissement ; stratégie d'évaluation d'une politique publique.

Ainsi, au sein des territoires, des acteurs publics ou liés secteur public construisent et diffusent des savoirs nécessaires pour les transitions agroécologique et agroclimatique, en liaison avec les autres acteurs du territoire. Des acteurs porteurs potentiels d'une transformation des ruralités.

Au total, l'EPLFPA se présente bien comme l'antithèse du « sanctuaire » protégé du monde extérieur cher à Alain, loin même du lycée centre de distribution de savoirs académiques

comme peuvent l'être encore de grands lycées. C'est donc bien un acteur majeur (au sens juridique par son autonomie autant qu'acteur important) du territoire. L'outil est disponible et les résultats tangibles, pourvu que les acteurs locaux s'engagent résolument dans l'action.

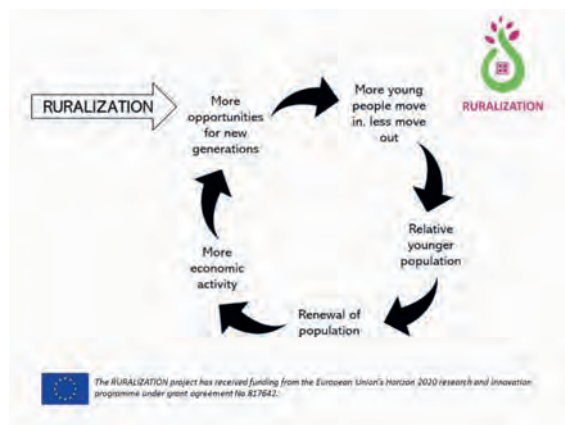
Pour en savoir plus...



Agir sur les territoires par l'éducation à la nature : enquête en pays coutançais

Cet article est issu du rapport qui a été fourni au projet européen *Ruralization* pour présenter des études de cas illustrant des formes de régénération rurale par de nouvelles générations (*Newcomers, new entrants and successors*). Les expériences retenues par les différents pays européens participant à cette enquête semblaient porter sur des initiatives ponctuelles, parfois décorréées de leur territoire propre.

Nicole MATHIEU,
directrice de
recherche émérite
au CNRS



Le choix de l'expérience prometteuse pour le LADYSS repose sur l'idée qu'il ne faut pas séparer la question de la régénération rurale de son territoire. Partir d'un territoire connu depuis les années 1990 jusqu'au projet *Ruralization* rend possible la mise en lumière du fonctionnement de ces microsociétés rurales locales, des transformations qui s'opèrent en leur sein pour répondre aux changements économiques, écologiques et sociaux. Vivre au milieu des gens et des lieux sur le mode ethnographique de « l'observation participante » est le cœur de la méthode que nous avons utilisée.

Dans le département de la Manche, nous avons choisi de centrer notre étude de cas sur un

fait social complexe, une expérience dont les effets non seulement sociaux mais aussi territoriaux entraîneraient une transformation socio-écosystémique, c'est-à-dire une mutation des interactions entre toutes les catégories d'habitants, qu'ils soient agriculteurs, ruraux, et même urbains. Le choix s'est porté sur le Campus Métiers Nature de Coutances, qui a permis de lier à la fois la question des rêves et de l'avenir des jeunes, celle des agriculteurs et des conditions de leur installation dans une période où les contraintes écologiques (réduction des pesticides, bien-être animal, biodiversité, réduction des gaz à effet de serre, etc.) se font plus pressantes. Il met au cœur de la régénération rurale l'enseignement agricole et introduit l'éducation à la nature et au développement durable dans les politiques territoriales en France et en Europe.

Du lycée agricole au Campus Métiers Nature

À l'origine du LAC : un établissement pionnier

Crée dans les années 1960, le lycée agricole de Coutances (LAC) s'ouvre dès cette époque à l'écologie, aux sciences sociales et aux innovations agricoles et rurales ancrées dans le territoire.

Situé au sommet de la colline de la Quibouquière, le LAC fait face à la ville de Coutances et domine



Les bâtiments du campus dans leur écrin vert.

le bois des Vignettes. Le site est vaste et non clôturé, les volumes des bâtiments sont imposants mais peu élevés (bâtiments administratifs, bâtiments pour les classes et les laboratoires, centre de documentation, centre socioculturel, bâtiment du CFPPA et du CFA, logements des stagiaires, logements de fonction, complexe sportif, etc.). Ils sont disposés dans un écrin de verdure à la manière de l'habitat dispersé normand, l'accès se fait par un chemin privé et la circulation est rationnelle pour accéder à ces lieux dispersés.

Avec l'ouverture du LAC, le département de la Manche a la particularité d'être le seul à disposer de deux lycées agricoles publics sur son territoire. C'est une manière pour Coutances de réaffirmer sa position centrale dans le département. Bien connue pour son patrimoine urbain et son aura culturelle, Coutances a défini son identité comme le pôle d'une région agricole et rurale dense en agriculteurs, en exploitations agricoles et en produits nourriciers divers, riche aussi en communautés rurales de bocage et de bord de mer. Pour convaincre l'administration centrale de déroger à la règle (un lycée par département), il aura fallu que la commune et les communes environnantes s'accordent mais



Photo Campus Mèters Nature.

aussi que les agriculteurs locaux se mobilisent, notamment de jeunes syndicalistes paysans qui rêvaient de faire de l'agriculture un métier « renouvelé » ancré dans la société locale et nationale. C'est pourquoi, dès le départ, le LAC s'est distingué par sa position au cœur de la ville, sa spécialisation dans l'enseignement de l'agriculture et du maraîchage et par sa volonté d'ouverture et d'innovation.

Le caractère pionnier du LAC est également dû à son premier directeur, Claude Jactel, agrégé

Photo Campus Métiers Nature.



Le salon de l'agriculture du Campus Métiers Nature, 2024.

de philosophie et professeur de lettres, qui est le premier directeur d'un établissement public d'enseignement agricole à ne pas être ingénieur agronome, « ce qui n'est pas sans susciter quelques contestations et convoitises. » (1968-2018, *op. cit.*, p. 33). Ce « nouveau venu » de l'époque fonde en 1965 le Syndicat national de l'enseignement agricole public. Passionné de pédagogie et pensant dans l'esprit de 68, il est un pionnier de la pluridisciplinarité et prône une relation libre et fraternelle entre enseignants et élèves ainsi qu'avec l'ensemble du personnel de l'établissement. Le LAC est un lieu de formation mais aussi un lieu de vie. Les élèves (85 % d'autochtones et 80 % d'enfants d'agriculteurs) reçoivent un enseignement général équivalent à celui de l'Éducation nationale mais suivent en même temps une formation biologique et technique qui les prépare au brevet de technicien agricole (BTA) ou au baccalauréat agricole. Stagiaires pour la plupart, ils s'approprient l'espace et le centre socioculturel où leur temps libre les initie à « l'éducation socioculturelle ». Les enseignants (jeunes fraîchement diplômés de leur université et de leurs écoles d'ingénieurs) résident également sur

place avec leurs enfants. La ferme attenante au lycée est préservée et un projet de construction d'une nouvelle ferme s'inscrit dans la réflexion commune qu'ils ont engagée pour construire un projet commun dont le but est « d'éduquer en donnant du sens aux apprentissages » (*op. cit.*, p. 36). Il y a une atmosphère de communauté utopique dans la zone d'implantation.

Création du campus : continuité ou nouveau souffle ?

C'est en 2017 que l'établissement devient Campus Métiers Nature, et il fête l'année suivante, en 2018, ses 50 ans. À cette occasion, l'histoire et l'évolution de l'établissement sont au cœur de l'événement. De nouvelles perspectives s'ouvrent également face à la transition agroécologique et le grand changement qu'elle implique, pour la mise en œuvre effective du développement durable dans les espaces ruraux et urbains et dans les relations ville/campagne (1968-2018, *op. cit.*).

Depuis la création du LAC, l'extension de « centres » de formation est un fait marquant de son évolution. Ils gardent une certaine

autonomie dans leurs objectifs et leurs publics mais, par leur fonctionnement interactif, construisent progressivement une institution composite et unique. Le centre est incarné par le lycée avec ses bureaux administratifs, ses salles de cours et de réunion et ses annexes (internat et cuisine, complexe sportif, centre socio-culturel). Avec ses directeurs successeurs, il poursuit et amplifie son orientation vers un enseignement interdisciplinaire. Les sciences naturelles (écologie, biologie et même génétique) sont introduites très tôt dans les programmes, tandis qu'en sciences sociales une place importante est accordée à l'économie, à l'étude holistique des milieux, à des études de cas ainsi qu'à des échanges avec des pays européens (Italie, Allemagne, Pologne, Norvège). Les enseignants qui suivent de près les avancées de la recherche dans leur domaine établissent une relation étroite entre l'enseignement et les pratiques créatives, apportant aux « formés » motivation et bien-être dans le choix de leur future profession, et de leur lieu de vie.



Les élèves et les animaux sur le campus.

On retrouve le même état d'esprit au CFPPA (centre de formation professionnelle et de promotion agricole). Celui-ci s'adresse aux adultes et surtout aux jeunes agriculteurs qui souhaitent s'installer, qu'ils prennent la suite de leurs parents ou qu'ils soient nouveaux entrants. L'important est de soutenir l'innovation et le bon choix de métier des jeunes (ou moins jeunes) adultes par la formation. De plus, selon les besoins et les opportunités, un professeur de lycée enseigne au CFPPA et réciproquement des professionnels du CFPPA ou des

exploitations agricoles et horticoles peuvent se retrouver à enseigner dans les classes du lycée. Et cela peut même « aller plus loin », comme l'exprime Michel Le Guillois, professeur de biologie, devenu formateur en zootechnie au CFPPA. Dans le cadre de la filière aquacole créée pour répondre aux besoins locaux de formation des ostréiculteurs et mytiliculteurs manchois et normands, il a réussi à mettre en place un laboratoire de « culture marine » et une écloserie. « Notre objectif initial était de répondre à une demande de formation pour les candidats à l'installation. Nous sommes allés beaucoup plus loin : le CFPPA du lycée agricole de Coutances forme les conchyliculteurs et futurs conchyliculteurs et réalise pour eux des expérimentations. » (*op. cit.*, p. 110-111).

Un peu plus tard, le directeur du CFPA, Philippe Deshayes (cf. entretien n° 21), reproduit la même « pratique prometteuse » en confiant à l'un des adultes formés au CFPPA la création d'un brevet professionnel agricole de boulanger paysan. Comme le dit la nouvelle arrivante « jeune bergère » formée au CFPPA en 2009, la réussite de cet établissement est due à sa construction de « projets professionnels, réalistes, solides et viables ».

Savoir anticiper les nouveaux métiers porteurs d'emplois pour les jeunes générations ; adapter en permanence les offres de formation à la réalité du territoire, à l'évolution des besoins des travailleurs locaux, autour de la nature, du vivant (végétal et animal), du paysage et de la qualité des produits alimentaires : tels sont les principes d'action que l'on retrouve également au centre de formation d'apprentis (CFA). Créé et installé à proximité des serres horticoles et de la nouvelle ferme, le CFA offre un large éventail de possibilités : paysagistes (jardins et espaces verts) ; en horticulture (floriculteurs, pépiniéristes, maraîchers) ; en élevage (vachers et employé d'élevage, palefrenier et soigneur de chevaux). L'innovation et l'amélioration des connaissances locales vont de pair.

Mais le cœur de l'innovation et du caractère pionnier du LAC, ce sont ses terres, on pourrait presque dire ses « terres en ville ». C'est à partir des expériences et des innovations technologiques menées dans l'exploitation horticole (créée en 1995) que l'excellence de la



Plantations à Biopousses.

formation horticole du lycée est reconnue au niveau régional puis national. Dans le prolongement des serres, un jardin botanique devient le lieu d'expérimentations, de créations végétales et paysagères auxquelles les lycéens participent chaque année à travers un concours où le public a le droit de vote. Sous l'impulsion du président de la Société française du dahlia, le jardin s'allonge (1 500 m² en 1993, 2 ha en 2009) et donne une place d'honneur à ce « prince des jardins ». Il devient l'une des plus belles collections françaises de dahlias ; sa présentation en scènes paysagères lors d'une Fête des dahlias et des jardins annuelle (la première en novembre 1996) lui confère une grande notoriété tant auprès des autorités nationales et régionales de la culture et de l'agriculture que d'un public local.

La même attention portée au territoire et à l'innovation durable se retrouve dans la ferme du lycée. Délibérément orientée vers la diversification, la ferme élève plusieurs espèces d'animaux et expérimente des modèles alternatifs et écologiques comme l'élevage de porcs en plein air. Dès 2008, elle s'est portée volontaire pour la conversion totale à l'agriculture biologique. Sortir des modèles standardisés, rénover l'outil de production avec pragmatisme, produire



Photo Campus Meters Nature.

Festival des dahlias, 2024.

autrement, tels sont les principes sur lesquels reposent ses pratiques (voir page 28).

En 2023, sous l'impulsion de Philippe Bijault, enseignant de production horticole au lycée, une collaboration avec la ferme des 1000 couleurs située dans le Cotentin s'amorce autour des plantes tinctoriales. Les premiers semis sont réalisés dans la serre pédagogique afin de découvrir une nouvelle palette végétale et de créer un jardin de plantes tinctoriales, merveille pour la biodiversité et parc de pieds mères pour l'atelier pédagogique des apprenants en horticulture. La teinture textile avec des plantes est un savoir-faire ancestral que le lycée souhaite remettre sur le devant de la scène.



Photo Campus Métiers Nature.

La serre horticole du campus.

On comprend pourquoi le nouveau nom donné au LAC en 2017 est celui de « campus », faisant à la fois référence au mot latin agricole de « champ » et au terme utilisé par les universités pour illustrer les relations entre enseignement, recherche et lien social local. Il faut y ajouter l'ouverture internationale de l'exploitation adhérente d'une association européenne d'observation des résultats des troupeaux laitiers – gage d'une ouverture de l'établissement (jumelages).

L'établissement constitue une expérience prometteuse de régénération rurale, dans son essence même il s'inscrit dans la ville et vise le développement social local à l'aune du changement global. Son évolution depuis sa création en 1968 montre également toute l'originalité et la qualité avant-gardiste des activités menées. Au fil des années, un système éducatif complexe et ambitieux a été construit par des personnalités partageant des valeurs et engagées dans le développement d'une nouvelle agriculture durable, grâce à un lien innovant entre les connaissances écologiques, économiques, sociétales et culturelles ancrées dans les territoires du pays de Coutances.

Enquête : quelle effectivité du campus ?

Alors que le ^{xxi}^e siècle s'annonce comme un tournant initiant peut-être un changement radical ou une mutation, une question se pose : l'éducation aux métiers de la nature telle qu'elle a été conçue et a évolué est-elle un moteur pertinent et efficace de la régénération rurale ? De nouvelles idées émergent-elles parmi les membres du campus et chez leurs partenaires pour faire face aux nouvelles tendances, dont certaines sont si critiques ?

L'enseignement des métiers est-il susceptible d'avoir un effet positif sur le « rural » dans sa définition qui ne l'assimile pas à « l'agricole » ? Certes, l'« Animation rurale », l'« Ancrage dans le territoire », font partie des objectifs pionniers de la nouvelle institution. Mais de quelle Ruralité, de quel Territoire s'agissait-il ? Nos recherches ont démontré qu'une forte rupture sociale s'est développée entre d'une part les agriculteurs « enfermés » dans leurs problèmes et leur isolement tant sur le plan géographique que du point de vue de la sociabilité locale, et d'autre part les habitants « ruraux » non agriculteurs dont un grand nombre sont des « pratiquants de la nature »

dans leurs jardins et potagers. L'éducation à la nature pourra-t-elle réduire le fossé qui se dessine entre le monde rural et le monde agricole ?

Ces grandes questions ont organisé notre enquête, le type d'acteurs que nous souhaitions interroger et la grille de questionnaire qui a été à l'origine de nos nombreux entretiens.

Enquête auprès des acteurs du campus

Notre enquête, initiée à la fin de l'année 2019, s'est concentrée sur ce qui, en langage populaire local, était appelé « le lycée agricole de Coutances ». Tous les directeurs des établissements en charge des trois types d'apprenants, « élèves, apprentis, adultes », ont été interrogés : lycée, FPA et CFA. Benoît Bulot, directeur du campus jusqu'en 2021, ainsi que Karen Saccardy, directrice du campus depuis septembre 2021, ont tous deux été rencontrés à plusieurs reprises. Au moment du colloque à Cerisy en octobre 2022, Karen Saccardy et Caroline Lelaidier ont organisé une visite du campus pour tous les participants. Ces rencontres régulières constituent un prolongement de notre méthode d'enquête par immersion sociale.

Les points de vue de ces acteurs ont été complétés par ceux de leurs adjoints (ou secrétaires) ainsi que par ceux de plusieurs

enseignants ou formateurs. L'observation des exploitations horticoles et agricoles et les entretiens avec leurs directeurs constituent les clés de réponse à nos questionnements : l'ensemble des acteurs du campus s'engagent-ils dans un nouveau souffle, vers une utopie politique de la construction de « milieux » (territoires) ruraux durables (régénérés) reconnectés durablement à la ville de Coutances ?

De tous ces entretiens (cf. n^{os} 3, 20, 21, 19, 9, 14) émerge un premier constat prouvant que l'établissement tient ses promesses antérieures mais les renouvelle. En effet, tous les acteurs impliqués dans le campus, qu'ils appartiennent à l'ancienne équipe ou qu'ils soient de « nouveaux arrivants », qu'ils soient « étrangers » au pays de Coutances ou même au département de la Manche (horsains), ou qu'ils soient nés dans une des communes manchoises, restés « au pays » ou « revenus » dans ce pays qu'ils avaient quitté pour leurs études ou pour trouver un travail, tous ces acteurs partagent le même enthousiasme et le même engagement pour des valeurs communes. Penser et agir pour un avenir rural durable nécessite de travailler quotidiennement en réseau autour d'objectifs apparemment contradictoires : assurer la continuité des expériences innovantes et réussies antérieures et avoir un état d'esprit d'anticipation et de prospective, imaginer et créer de nouvelles innovations sociales.



Caroline Lelaidier, directrice adjointe du campus, reçoit les participants au colloque de 2022 pour une visite.

Se mettre au service
du territoire, c'est tisser
des relations de partage
réel avec les partenaires
qui le gèrent, et avec
les habitants ruraux.

Comme exemple d'« innovation dans la continuité progressive », on pourrait citer la volonté commune de promouvoir « des méthodes et des pratiques pédagogiques au service d'une plus grande réussite des apprenants » en passant de la pluridisciplinarité à l'interdisciplinarité voire à la transdisciplinarité (notamment n° 20). Ou encore, utiliser l'expression d'objectifs à atteindre entendue chez toutes les personnes interrogées : « innovation et adaptation permanente de nos pratiques vers un modèle agroécologique » ; ou « mettre l'apprenant au cœur de notre système de formation et d'éducation » ; ou encore « évaluer nos systèmes pour s'engager dans un processus d'amélioration continue au service des usagers et de nos partenaires ». Comme pratique concrète, on note l'effort remarquable réalisé par les trois centres pour continuer à atteindre les apprenants (boursiers, apprentis, adultes) issus des exploitations familiales locales et potentiellement leurs successeurs, car la proportion d'apprenants fils d'agriculteurs diminuait fortement et régulièrement (de 80 % à 27 % pour l'année 1998-1999). En approfondissant la connaissance des désirs d'installation des jeunes locaux dans les « métiers de la nature » et en proposant des formations adaptées, ils ont tenté de compenser la tendance dominante : l'attraction des habitants urbains et sans culture rurale ou agricole d'utiliser leurs spécialités éducatives biologiques et maraîchères.

Au cours de l'enquête, nous avons pu observer et confirmer l'invention de nouvelles pratiques pour pallier les points faibles de ce système complexe et innovant que représente le campus, ou les anticiper. Ces innovations (fondées sur l'approfondissement de ce que signifient les « nouveaux rapports à la nature », Papy *et al.*, 2011) posent presque toutes la question : comment « se mettre au service du territoire » ?

Par conséquent, « se mettre au service du territoire ne peut pas se limiter à créer une communauté éducative et de travail au sens large » mais à tisser des relations de partage réel avec les partenaires qui gèrent ce territoire, et avec les habitants ruraux, quels que soient leur métier, leur statut et leur âge. Pour illustrer ces pratiques innovantes, voici quelques expériences exemplaires.

On peut noter l'expérimentation qui vise à toucher les habitants jardiniers locaux, qu'ils soient ruraux ou urbains, en testant la création d'une nouvelle espèce de haie. Composée uniquement de petits arbres fruitiers, cette haie répondrait à deux objectifs environnementaux : la reconstitution de haies qui contribue à la lutte contre l'érosion de la biodiversité et la dérégulation du changement climatique mais aussi à celle de l'autoproduction et/ou l'autoconsommation de produits alimentaires « sains » et « locaux ». Dans le même sens, le développement de la vente directe (à des prix compétitifs) de produits de serre « bio » (légumes, fruits, plantes et produits transformés, etc.) est une réponse qui prend en compte l'aspiration émergente des habitants moins fortunés à « manger autrement » des produits alimentaires « cultivés autrement ». D'autres expériences concernent la mise en relation des formateurs et enseignants, des élus de communes rurales, des jeunes ou moins jeunes aspirant à s'installer sur les terres du territoire dans un projet commun « nature » et/ou « rural ». C'est le cas de l'expérience « Biopousses » qui met en relation la formation du CFPPA avec la commune de Lingreville et certains de ses maraîchers pour construire et entretenir un espace de formation aux techniques de maraîchage biologique sur une « terre » qui tend à passer de la propriété privée à un « bien commun » (cf. n° 19).

Du point de vue des acteurs du campus, la capacité d'innovation de l'établissement répond à l'une des principales promesses de la revitalisation rurale : former des jeunes en leur donnant envie de devenir des agriculteurs concernés par les questions environnementales, qu'ils soient futurs successeurs ou nouveaux entrants ; étendre cette formation pratique à d'autres métiers qui concernent les



Karen Saccardy, directrice du campus, au Festival des dahlias, 2024.

ressources naturelles ; innover pour concilier l'obtention d'un revenu équitable avec une prise de conscience des effets de leur pratique sur le milieu naturel ; tendre à ne pas dissocier cette conception du « métier de la nature » d'une solidarité avec les plus démunis (journées de solidarité pour tous les apprenants) et avec les pays émergents (échange avec Madagascar et la Chine).

Karen Saccardy, directrice actuelle du campus, parle d'un « génie du lieu » et de son effet éducatif pour un « mode d'habiter durable » en ville et en campagne.

Enquête auprès d'agriculteurs

Quelle est la portée de ces actions menées par le campus ? L'objet principal de notre enquête a été d'évaluer leur influence directe et indirecte sur les agriculteurs. Certes, pour le choix de nos entretiens, nous avons dû tenir compte de ceux conseillés par les « acteurs impliqués » du

campus qui nous ont désigné d'anciens élèves et des installations particulièrement réussies. Mais nous avons aussi essayé de toucher de façon quasi aléatoire des agriculteurs non signalés et pour lesquels la réponse n'était pas prévisible. L'enquête a été réalisée auprès d'une quinzaine d'agriculteurs. Dans cet échantillon, qui est loin d'être représentatif, nous avons interrogé autant de femmes que d'hommes.

Parmi tous les agriculteurs interrogés, ce sont sans doute les jeunes nouveaux arrivants qui affirment l'impact positif et direct de l'action du campus. Vivant en ville et déçus d'un premier emploi qui ne répondait pas à leur imaginaire, ils ont choisi de devenir « paysans » et de bénéficier des formations du campus qui leur permettent de s'installer sur de petites surfaces. Les installations se font majoritairement dans des exploitations maraîchères, mais le campus touche également de nouvelles personnes installées en élevage, là aussi pour



Franck Letouzey et son fils, « Les chèvres du clos aux moines ».

des petits troupeaux, faute d'accès facile au foncier (n^{os} 12, 23).

Ainsi, parallèlement à la baisse du pourcentage d'élèves fils et filles d'agriculteurs par rapport à ceux qui n'avaient pas de passé agricole familial, il semble que l'expérience prometteuse du campus profite de plus en plus à cette génération – sans origine ni culture agricole – déterminée à s'installer en milieu rural (petite ville, proche de la nature, exerçant une activité en relation avec la terre et le vivant).

Parfois, l'interviewée reconnaît que dans ce choix il peut y avoir l'influence d'une enfance passée dans un « pays » normand assez éloigné de celui « manchois » où elle a pu s'installer (n^o 16). Mais la plupart d'entre eux n'ont aucune attache, ni paysanne, ni rurale. Parce qu'ils sont ouverts à l'invention et à la recherche du métier qui leur convient, la formation du Campus Métiers Nature leur apporte à la fois technicité et suivi de leur adaptation à ce nouveau projet de vie. Cela peut même aller plus loin, comme dans le cas de ce chevrier installé depuis deux ans en conversion biologique avec vente sur les marchés de produits transformés. Il explique son installation par un événement – le décès de

sa jeune sœur des suites d'un cancer – qui l'a convaincu d'un changement radical de son mode d'habiter dans toutes ses dimensions : façon de travailler et de produire, façon de se déplacer, soin de ce que l'on mange et consomme, soin aussi des autres (humains et non-humains). Son épouse infirmière le soutient pleinement dans sa décision et l'aide dans la préparation des produits cuisinés. Quant au fils, après avoir visité plusieurs lycées agricoles avec son père, il a choisi celui de Coutances pour faire un BTS. Depuis 2022, après l'obtention de son BTS, il s'est installé avec son père et produit du jus de pommes vendu sur les marchés par son père. Faut-il en conclure que les formations délivrées par le campus touchent de moins en moins les agriculteurs locaux ? Ou bien la baisse du nombre de ces « fils et filles d'agriculteurs » formés par le campus s'explique-t-elle simplement par la baisse du nombre d'exploitations à « reprendre » au moment de la succession ? Ceci étant lié à la généralisation de l'attribution des terres des retraités aux exploitations existantes, pour lesquelles l'agrandissement est considéré comme la seule solution pour ne pas disparaître. Enfin, n'est-ce pas une réticence des agriculteurs « autochtones » qui éprouvent une forme d'hostilité au mouvement syndical « de gauche » qui prône « l'agriculture paysanne », la vente directe et les AMAP (Association pour le maintien d'une agriculture paysanne) ? Pour avoir une réponse solidement établie à ces questions, il nous aurait fallu une enquête plus longue exclusivement centrée sur cette problématique et non sur l'effet direct de la formation du campus. Nous nous contenterons donc d'extraire des entretiens des affirmations qui donnent un début de réponse à ces questions. Tout d'abord, aucun des jeunes successeurs que nous avons rencontrés n'a manifesté d'hostilité envers le LAC dont ils connaissaient l'orientation « bio » sans pour autant modifier leur choix pour le lycée de Thère qui est le premier lycée créé à Saint-Lô, chef-lieu du département. D'ailleurs, beaucoup de ceux qui sont bio ou sont en cours de « conversion » bio ont fait leur stage d'installation à Thère, bien qu'ils ne croient pas au rôle éducatif de cette formation obligatoire qui ne leur donne que le droit de recevoir des subventions. En revanche, pour

leur conversion bio, ils utilisent les conseils d'experts extérieurs à la chambre d'agriculture et les informations trouvées en ligne et sur les réseaux sociaux (tous les agriculteurs rencontrés consultent leur téléphone portable et leur ordinateur pour s'informer).

Parmi les agriculteurs plus avancés dans leur carrière, certains ont fait leur formation à Coutances et d'autres à Thère mais ils ne donnent pas d'explication à ce choix qui les distingue des positions des plus jeunes.

Un cas mérite d'être rapporté pour montrer le subtil changement mental qui s'opère dans la jeune génération de successeurs locaux. Le besoin d'autonomie et de donner un sens personnel à leur travail caractérise également la plupart d'entre eux. Prenons l'exemple de celui qui succède à ses parents, agriculteurs à Coutances (nos 5 et 6). Après des études supérieures et l'obtention d'un emploi d'ingénieur, il décide de reprendre l'exploitation de ses parents qui ont atteint l'âge de la retraite. Certes, il respecte les valeurs « post-68 » de son père sur lesquelles l'exploitation s'est construite : « rester au pays » ; « solidarité agriculteur/ouvrier » ; « agriculture paysanne » ; « accueil à la ferme » ; « vente directe de produits fermiers ». Mais il a introduit dans « sa » ferme une nouvelle conception du militantisme paysan plus orientée sur la transformation des produits (il a développé un atelier de transformation de la viande de ses animaux), sur l'utilisation du numérique (pour la communication avec les clients), le lien social avec les habitants du quartier, etc. (n° 13).

Il est donc très difficile de distinguer l'influence directe et indirecte de l'action du campus sur la régénération du « rural agricole » et des « métiers de la nature ». L'exemple de cette entreprise de pépinière créée par un nouvel arrivant belge, militant écologiste, qui s'est installée dans une des communes rurales du canton de Gavray (n° 7) illustre notre propos. Ce chef d'entreprise reconnaît le rôle important joué par le lycée de Coutances dans le choix du personnel qu'il a recruté dans les premières années de son développement : « Il faut des gens qui connaissent la botanique même s'ils travaillent dans des bureaux, *a fortiori* dans des pépinières et la vente de leurs produits »

Nous pouvons aussi repérer
l'émergence d'une « éco-conscience »
et l'aspiration à
un « mode d'habiter » durable.

(n° 6). Pour lui, la formation reçue à Coutances par la majorité de son personnel est une force pour la réputation de l'entreprise et ses trois succursales (deux en France, une en Irak). Cette analyse a été confirmée par son fils qui lui a succédé en 2017 (n° 17). Il a fait ses études d'horticulture au lycée d'Angers plutôt qu'à Coutances et considère que l'implantation du siège social dans une commune rurale « où nous ne sommes près de rien et loin de rien » pourrait apparaître comme un handicap. Mais il y est attaché car, « malgré une vie marquée par les nombreux déplacements qu'exige son métier », c'est « ici », dans la maison « écologique » de son enfance, dans cette ambiance « naturelle » qui caractérise le « pays », entouré de son personnel « local » qui reflète cette atmosphère, qu'il parvient à « revitaliser son énergie » et à « organiser » l'avenir de l'entreprise.

Nous pouvons donc conclure de cette partie de notre enquête que les effets directs et indirects de l'expérience prometteuse campus sont mitigés lorsqu'on analyse les réactions des ruraux exerçant un « métier de la nature ». Mais, bien que notre enquête soit essentiellement qualitative, nous pouvons aussi repérer l'émergence (voire l'approfondissement) d'une « éco-conscience » et l'aspiration à un « mode d'habiter » durable.

Enquête auprès d'élus et de professionnels territoriaux : un pouvoir d'action faible sur la politique agricole

L'institution et le type d'activités du Campus Métiers Nature de Coutances obtiennent-ils encore un soutien des élus politiques ? Au niveau national, ce soutien est d'autant plus important lorsque ces élus cumulent mandats électifs et fonctions ministérielles. Ainsi Stéphane Travert, élu à l'Assemblée nationale d'une circonscription du département de la

Manche où il est né, a été ministre de l'Agriculture sous la première présidence d'Emmanuel Macron. Il suit de près la « progression » des centres campus et des événements qui y sont organisés. Il a renforcé l'influence professionnelle agricole sur l'agriculture locale.

Mais inversement, Philippe Bas, avec une position similaire – questeur du Sénat, sénateur et conseiller départemental de la Manche, ancien ministre et secrétaire général de l'Élysée – se consacre au développement du tourisme rural et du patrimoine de la Manche plutôt qu'aux problèmes du renouveau agricole.

Il y a donc à ce niveau des élus en lien avec les territoires ruraux une différence de compréhension de ce qu'est le rural et par conséquent de ce qu'est la « régénération rurale ».

En ce qui concerne les élus des niveaux « territoriaux » – conseil départemental, communauté de communes et maires de communes rurales –, leurs entretiens révèlent un autre problème lié à la fois au statut de leurs compétences et au territoire sur lequel ils les exercent. Parmi les élus et professionnels du conseil départemental, seuls ceux qui sont spécialisés dans les questions agricoles ont la possibilité de traiter des questions d'accès au foncier, de successions d'exploitations et de nouvelles installations. Mais leur pouvoir d'action est relativement limité en raison des difficultés rencontrées pour appliquer les programmes d'action d'institutions telles que la Safer ou la chambre d'agriculture qui ne répondent ni à l'action des lobbys économiques et syndicaux, ni aux aspirations nouvelles de la jeunesse agricole.

Au niveau des collectivités « locales », la situation est encore pire, sauf pour ceux qui sont à la fois élus et enseignants au campus de Coutances (cf. nos 14, 19), qui compte en 2025 parmi ses enseignants sept élus locaux. En effet, les acteurs politiques à ce niveau (cf. nos 10, 11) ne disposent pas légalement de pouvoirs officiels pour gérer le secteur agricole et n'influencent donc pas les attitudes et les choix de leurs « citoyens » agriculteurs. Ils peuvent agir en allouant des subventions pour replanter les haies au nom de la restauration du bocage et de la protection de la biodiversité. Mais leur succès dépend des agriculteurs dont la « fibre écologique » est nettement

moins développée que celle des ruraux qui prennent soin de leurs jardins et du paysage typique du bocage (chemins creux, chênes et frênes dans les haies et dans les parcelles, oiseaux, écureuils, chevreuils, etc.). Le verdissement de la campagne n'est qu'à la marge entre leurs mains. Il ne leur reste plus qu'à espérer que le nouveau dispositif juridique, le projet alimentaire territorial, dont l'objectif est de reterritorialiser les systèmes alimentaires par des alliances entre territoires urbains et ruraux, leur permettra de renouer les relations avec le monde agricole local en contribuant à sa « transition agroécologique » (cf. Mathieu, Chambron, 2021 ; Mathieu, 2022).

Enquête auprès des habitants ruraux

Afin d'évaluer l'impact du lycée agricole de Coutances et de son modèle d'éducation à la nature sur la population non agricole de notre territoire rural, nous avons interviewé des « non-agriculteurs ruraux ». Nous devons comprendre les réactions des jeunes actifs, des couples au milieu de leur carrière et de leur vie, et des personnes âgées vivant chez elles ou en maison de retraite. Nous devons également toucher différents métiers typiques des emplois offerts aux jeunes en milieu rural : commerces de proximité, emplois partiels dans les supermarchés, services à la personne dans le domaine médico-social, artisanat et métiers du bâtiment, etc.

Les résultats de cette enquête sont à la fois surprenants et convergents. Tous les répondants, quel que soit leur âge, qu'ils soient natifs, non originaires mais installés depuis de nombreuses années, qu'ils soient de nouveaux arrivants le plus souvent urbains mais ayant parfois une origine rurale, qu'ils soient un retour à la campagne au moment de la retraite ou pour changer d'activité, quel que soit leur niveau de formation, tous montrent un attachement à ce cadre de vie et de travail « rural » où villages, bocage et mer sont toujours « proches ».

Le potager et les marchés hebdomadaires font partie de ce bien-être et des raisons de « rester ici » même si, nommé ou recruté par hasard dans telle ou telle commune rurale, « on ne pensait pas s'installer définitivement ». Pour



Aurélie devant sa boutique Beauté Satin à Gavray.

illustrer cette volonté « d’ancrer sa vie à la campagne », on peut citer l’exemple de cette jeune femme née dans un village côtier du pays de Coutances qui, après avoir délibérément choisi d’interrompre ses études à la fin de ses années de collège, a entrepris une formation d’esthéticienne dans l’intention d’ouvrir un institut de beauté qu’elle a réussi à implanter à Gavray « parce que ce centre rural est à une distance suffisante des villes où ce type d’établissement existe déjà » (n° 8).

D’ailleurs, ce goût pour la vie rurale finit par être contagieux, comme par exemple dans le cas n° 2 : cette jeune femme née dans une commune rurale travaille à Paris et vit en banlieue ; elle a épousé un « Parisien qui ne connaît pas la campagne » ; ils ont eu deux enfants mais « l’appartement qu’ils possèdent est petit, élever des enfants en ville devient difficile ». Le retour à la campagne se fait « par raison » : la mère de la jeune femme pourra s’occuper des enfants lorsqu’ils sont au travail ; ils louent une maison avec jardin à Gavray, elle est « aide à domicile » pour plusieurs

patients âgés, il est recruté dans la « grande ville locale » (Saint-Lô puis Avranches). La vie de famille devient si agréable que les parents du mari viennent s’installer à proximité. Malgré leurs salaires modestes et le coût de leurs deux voitures, indispensables pour le travail, le couple scelle son projet de vivre à la campagne en achetant une « maison », avec un jardin ! Les non-agriculteurs semblent donc aussi « attachés au lieu rural » que les agriculteurs autochtones et les nouveaux arrivants qui se revendiquent « paysans ».

Ces habitants savent qu’il existe des écoles d’agriculture où sont formés les futurs agriculteurs, ils considèrent que le milieu rural qu’ils habitent est marqué par la présence d’agriculteurs, qu’ils voient sillonner les routes départementales du haut de leurs tracteurs. Mais, à l’exception des couples mixtes (travailleur agricole associé à un travailleur non agricole), la quasi-totalité des personnes interrogées déclarent que les agriculteurs forment une catégorie à part qu’elles excluent ou qui s’exclut elle-même de la société qu’elles appellent





« rurale ». Pour eux, les agriculteurs ne sont pas de « vrais » bons voisins car ils ne nettoient pas les routes après le passage des vaches, ne fréquentent personne en dehors de leur famille tant leur travail est exigeant en temps. De plus, leur rapport à la nature est différent du leur : ils ne cultivent plus de potager, arrachent leurs haies et modifient le paysage bocager en plantant du maïs dans d'immenses parcelles, se soucient peu de l'entretien de leur talus et de la circulation de l'eau qui érode les chemins et augmente le risque d'inondation... Bref, deux mondes distincts et indifférents l'un à l'autre composent désormais les micro-sociétés rurales du territoire du pays de Coutances.

Nous constatons donc qu'il existe une dichotomie qui traverse presque toutes les réponses des personnes interrogées : le « rural » des uns n'est pas le rural des autres : une définition met l'accent sur l'agriculture, l'autre sur la société rurale reflétant le système d'habitat très particulier du département et de la communauté de communes.

Par ailleurs, l'éducation à la nature semble avoir un rôle moteur ou levier pour la « régénération rurale ». Nous avons montré que le modèle d'éducation du campus a une influence directe sur l'installation des jeunes agriculteurs allochtones mais aussi un effet indirect sur le territoire à travers les emplois créés dans des professions de nature autre que l'agriculture (paysagistes, pépiniéristes, etc.). L'apport le plus important de notre analyse est d'avoir montré que l'éducation à la nature comme facteur de régénération rurale n'est pas le monopole de l'enseignement agricole. L'idée traverse toutes les catégories sociales. Éduquer les enfants dès leur plus jeune âge aux gestes de soin de la nature, à ses fonctions nourricières et environnementales est considéré comme une activité essentielle dans plusieurs « écoles rurales » dépendant du ministère de l'Éducation nationale. Le projet de la directrice de l'école maternelle et primaire de Gavray en est une magnifique illustration (voir page 81). L'éducation au respect de la nature devient le corollaire du respect des autres. Il est (peut-être ?) plus facile de la mettre en pratique en milieu rural.

Les élèves de l'école primaire de Gavray construisent leur potager.

France- Case study 6C – Training in Nature Profession a driving force for renewal of Pays Coutançais

		sex	Role	Place and date of	Other information
Int.n. 1		M	Key informant	Saint-Denis-le-Gast – 27/11/2020	
Int.n. 2		F	Inhabitant newcomer	Saint-Denis-le-Gast – 17/02/21	
Int.n. 3		M	Key informant, Actor involved, came back	Coutances – 25/02/2021	Campus nature
Int.n. 4		M	Farmer, successor	Saint-Denis-le-Gast – 15/03/2021	
Int.n. 5		M	Actor involved	Coutances – 16/03/2021	retired farmer
Int.n. 6		F	Actor involved	Coutances – 16/03/2021	retired teacher-farmer
Int.n. 7		M	Local nature entrepreneur	Hambye – 13/03/2021	
Int.n. 8		F	Local entrepreneur	Gavray – 19/03/2021	
Int.n. 9		M	Key informant, actor involved	Coutances – 13/12/19	Campus nature
Int.n. 10		M	Local mayor	Gavray – 22/03/2021	
Int.n. 11		M	Politician	Coutances – 25/03/2021	CMB, local representative
Int.n. 12		M	Farmer – New entrant	Gavray – 29/03/2021	
Int.n. 13		M	Farmer- Successor	Coutances – 30/03/2021	
Int.n. 14		M	Actor involved	Gavray – 07/04/2021	Campus nature
Int.n. 15		F	Key person, environmental network	Coutances – 04/05/2021	
Int.n. 16		F	Newcomer, NGO, rural cultural association	Gavray – 13/05/2021	
Int.n. 17		M	Local nature entrepreneur-successor	Gavray – 25/05/2021	
Int.n. 18		F	Newcomer- Inhabitant	Gavray – 29/05/2021	
Int.n. 19		F	Key informant, actor involved	Coutances – 04/06/2021	Campus nature
Int.n. 20		F	Key informant, actor involved	Coutances – 04/06/2021	Campus Nature
Int.n. 21		M	Key informant, actor involved	Coutances – 04/06/2021	Campus nature
Int.n. 22		F	Key informant Local	Gavray – 08/06/2021	schoolteacher
Int.n. 23		M	New entrant- farmer	Cérences- 15/03/2021	Chevrier



Les jeunes de la Mission locale au forum international de l'ESS à Mulhouse en 2021.

LIEN SOCIAL LOCAL, GÉNÉRATIONS, CULTURE

Expérience prometteuse : la Mission locale et les jeunes, artisans de la régénération rurale ?

Il ne suffit pas de parler de l'agriculture et de la nature pour exprimer ce que signifie habiter en milieu rural. Revenons à la définition géographique de la ruralité : des habitants de statuts divers, vivant dans des communes rurales, des bourgs, des petites villes, de l'habitat dispersé.

Parmi les institutions qui s'attachent à développer le lien social en milieu rural, les missions locales sont particulièrement remarquables. Elles participent à la régénération rurale en se souciant de l'avenir des jeunes en difficultés. La Mission locale du bassin d'emploi granvillais est l'expérience prometteuse que nous avons choisie.



La Mission locale granvillaise est-elle un levier de régénération territoriale ?

Entretien avec Fanny Delforge-Marchand

Fanny Delforge-Marchand, directrice de la Mission locale du bassin granvillais, a coconstruit avec notre équipe de recherche la réponse à la question que nous avons posée dans le *Work Program Promising Experiences* du projet *Ruralization* : une Mission locale peut-elle être un levier de la régénération rurale ?

Fanny, vous avez présenté et soutenu notre projet devant le conseil d'administration et l'assemblée générale de l'association ; avec vos conseillers, vous avez été l'interlocutrice de toutes les démarches initiées en commun : enquêtes, micros-trottoirs, questionnaires, jusqu'à la restitution du projet au colloque de Cerisy. Pouvez-vous nous dire aujourd'hui ce qui vous a prédéterminée à travailler avec nous sur la ruralité ?

C'est d'abord mon parcours personnel. Je suis originaire d'une commune de milieu rural, La Grignonais, en Loire-Atlantique, sur la communauté de communes de Nozay, à mi-chemin entre Nantes et Rennes. La première fois que je suis allée vivre en ville, c'est pour démarrer mes études supérieures. D'abord à Rennes pour y faire un DUT Carrières sociales en animation sociale et socio-culturelle, qui m'a permis pour la première fois de pousser la porte d'une Mission locale, celle d'Erdre et Gesvres. Cette expérience a inscrit en moi ce double questionnement sur le social et le territoire.

J'ai ensuite poursuivi mes études à Nantes par une maîtrise en Intervention et développement social, là je me suis spécialisée sur un public en



La Grignonais, Loire-Atlantique.

particulier : la jeunesse en milieu rural. Pour aller plus loin sur la question du territoire qui me passionnait, j'ai continué ensuite vers un master Aménagement et gouvernance des territoires à l'Institut de géographie et d'aménagement régional de l'université de Nantes. Cela me plaisait : on y mélangeait géographie, aménagement urbain, sociologie des espaces, etc. La sociologie des espaces m'a particulièrement marquée : les phénomènes de privatisation de



l'espace public ; la manière d'habiter un territoire par la construction des lotissements dans les communes ; les dynamiques résidentielles avec l'arrivée des nouvelles populations (comment on les accueille ? quels services on déploie ?) ; la question des chances avec les mobilités existantes ou non comme les travaux du tram-train Nantes-Châteaubriant ou l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes. Valérie Jousseume, qui est spécialiste de géographie agricole et rurale, était ma tutrice. Elle m'a accompagnée sur mon mémoire autour de l'intercommunalité, un territoire de projet en lien avec le stage effectué au sein de la communauté de communes de Nozay. Vivre sur le territoire où j'ai grandi a aussi influencé mon intérêt pour la question que vous posez. La Grigonnais comptait en 2008, de mémoire, 1 200 habitants. J'ai été élue de ma commune durant presque un mandat, sur la question de la vie associative et du développement durable. Je faisais aussi partie d'une association, Les Saltimbanques. On portait le centre de loisirs, une troupe de théâtre, une costumerie. J'ai été responsable du centre de loisirs et de la costumerie pendant des années, et je montais sur scène chaque année avec la troupe. Dans une autre association locale, je participais aussi à un spectacle son et lumière qui réunissait 300 habitants. La vie associative était pour moi un point fort, de même que la dimension collective, intergénérationnelle, de ce territoire. Cela créait des liens solides et une grande interconnaissance entre les personnes.

Par l'écriture de mon mémoire sur le projet de territoire de la communauté de communes de Nozay en 2009, j'ai fait clairement le lien entre dynamique territoriale et manière d'habiter à travers l'histoire de la construction de l'intercommunalité, la place des élus et la force des figures locales pour construire un projet. J'ai compris que j'avais à la fois de la chance de vivre sur un territoire où des hommes et des femmes voient l'importance du collectif, du « faire ensemble » et le traduisent dans les associations, les instances politiques. Cette manière de faire transpire, dépasse les individus et se transmet, et finit par construire le territoire en lui-même. Voici un exemple qui illustre cela : dans le conseil municipal de La Grigonnais, lors de mon mandat, il y avait un agriculteur, Gérard P., qui faisait aussi partie des membres fondateurs de l'association Les Saltimbanques créée en 1986. Il était aussi acteur dans la troupe de Vay Théâtre, en 2012 où nous jouions *Germinal*, l'année où j'ai quitté le territoire et j'ai démissionné du conseil municipal. Il m'a dit une semaine avant mon départ pour l'Alsace : « C'est dommage que tu partes, on passe des années à former des jeunes, à transmettre, à faire ensemble, puis vous partez. » Ces mots ont résonné en moi, car je n'avais pas simplement vécu, j'ai été formée par le territoire, j'ai appris à habiter, par ces habitants qui ont façonné un art de vivre en faisant ensemble : échanger, se rencontrer, se connaître, défendre des idées, etc. Un territoire et ces acteurs doivent donc pour moi permettre de se mettre en dynamique.

J'ai fini par quitter ce territoire de ma jeunesse où mon choix de vie personnelle sur un territoire où tout le monde se connaît n'était plus envisageable, et nous avons pris la décision de partir avec mon nouveau compagnon. J'ai quitté la Loire-Atlantique, en renonçant à toutes ces implications politiques, associatives et culturelles.

J'étais aussi attirée par le voyage et, plus largement, par l'Europe. Au sein de la fédération Léo-Lagrange que j'ai rejoint en 2006 en tant que bénévole militante, et parfois en contrats salariés, je faisais des interventions régulières dans le Grand Ouest, j'étais représentante régionale. J'ai appris à voyager, à prendre le train, à quitter mon



Josiane Stoessel-Ritz

Josiane Stoessel-Ritz est sociologue ruraliste, ses recherches portent sur le lien social, la réciprocité dans la coopération et les communs sociétaux. Elle est professeure de sociologie à l'université de Haute-Alsace, membre de l'UMR Sociétés, acteurs et gouvernement en Europe (SAGE, Strasbourg). Ses recherches portent sur le territoire français et les territoires ruraux algériens et marocains. Elle anime la chaire ESS de l'université de Mulhouse et le réseau Développement durable et lien social (2DLiS). Au colloque de 2022, son intervention s'intitule « Le principe de la réciprocité pour renforcer et redynamiser les pratiques de l'ESS ».

territoire, à en découvrir d'autres, à être impliquée en tant que jeune dans une structure, qui m'a permis de comprendre qui j'étais, et de politiser ma situation de jeune fille en milieu rural.

Après mon premier master, j'ai voulu partir un an en service volontaire européen et j'ai choisi d'aller en Moldavie, pour accompagner des jeunes en situation de handicap. Cette expérience m'a ouvert de nouveaux horizons et j'ai créé des liens avec des gens venus de l'Europe, c'est un peu pour ça que quand j'ai quitté la Loire-Atlantique, je me suis dirigée vers l'Alsace. J'avais envie que ce soit facile de traverser les frontières, et mon compagnon, qui est originaire de Dunkerque, voulait aussi se rapprocher d'une frontière. En parallèle, je voulais reprendre les études, j'avais beaucoup évolué en collectivité territoriale et je souhaitais revenir vers l'associatif. Les études me semblaient être un bon tremplin, j'ai choisi un master en Ingénierie de projets en économie sociale et solidaire, à Mulhouse, dirigé par Josiane Stoessel-Ritz.

Ce master m'a permis de m'ancrer sur ce territoire nouveau, que je ne connaissais pas. Suite à mon diplôme obtenu en juin 2013, j'ai fait un stage dans un chantier d'insertion, « La Table de la fonderie », fondé par une association humanitaire, la Maison de la citoyenneté mondiale, puis j'ai été embauchée comme coordinatrice d'une association, Domaine Nature, pour la création d'une entreprise adaptée dans le secteur de l'écotourisme. J'ai rejoint ensuite une autre association, Old School, comme responsable des ateliers médias. J'accompagnais des jeunes, on allait par

exemple tous les mois au Parlement européen interviewer les eurodéputés. Ces expériences ont nourri ma réflexion autour des outils qui permettent aux jeunes de se sentir écoutés, de se sentir acteur, de se sentir au cœur du projet d'une association.

En 2016, j'ai donné naissance à ma fille, puis en 2018 à mon premier garçon, c'est ce qui nous a décidés à changer à nouveau de territoire. En Alsace, nous étions loin de nos familles. J'ai grandi en étant très proche de mes grands-mères et j'avais envie que mes enfants vivent ça aussi. Pour se rapprocher, on a choisi de s'installer en Normandie, qui était au milieu de nos deux familles (l'une dans le Nord, l'autre en Loire-Atlantique).

Sur le plan professionnel, j'étais un peu perdue, je ne savais pas si je devais chercher un métier d'animatrice, de coordinatrice ou même de directrice. Dans mes recherches, je suis tombée sur l'offre de directrice de la Mission locale de Granville. La Mission locale, c'est ce qui a marqué le début de ma carrière, et j'ai eu comme un déclic. Avant de postuler, je me suis assurée que ce poste n'était pas qu'un poste de gestionnaire, mais aussi de développement de projet, de terrain, de partenariats. Ça me correspondait. Tout a été très vite, j'ai passé mon entretien en mars 2018 et j'ai démarré en juin. On a vendu notre maison en Alsace et mon compagnon, qui est agent territorial en urbanisme, a pris un congé parental pour ne pas perdre son statut et a recherché du travail ensuite sur place. Au bout de quelque temps, il était embauché dans une intercommunalité en urbanisme.

L'aventure Mission locale a donc démarré en 2018 ; j'étais convaincue, car c'était une association, c'était sur un territoire en milieu rural, et il y avait plein d'opportunités à créer pour les jeunes. Le challenge de la direction m'a aussi motivée. J'avais envie d'avoir ce titre de directrice, avec les missions qu'on me donnait, et que j'avais toujours assurées dans mes précédentes fonctions. À l'intérieur de moi, je ne me sentais pas complètement armée, mais j'étais encouragée par mes proches.

Dans votre travail de direction, quelle est votre conception des finalités d'une Mission locale ? Quelle est votre méthode ? Quelle serait le modèle idéal ? Quel sens donnez-vous au « local » dans la Mission locale que vous dirigez ?

Le démarrage à la Mission locale a été une épreuve sur la question des ressources humaines. Reprendre une association avec son histoire, vingt-cinq ans avec une même direction, est un long processus. J'ai maintenu un cap, je voulais que l'association soit reconnue sur le territoire pour ce qu'elle fait. Je voulais impliquer les partenaires dans les différentes instances. Mon objectif, les premières années, c'était de rendre la Mission locale indispensable. J'ai d'abord été chercher la légitimité auprès des partenaires et du réseau, du territoire. Je me suis concentrée sur l'externe, où ça a été plus

facile de les embarquer pour ensuite associer l'équipe interne qui a été bousculée par cette dynamique. Pour moi, la Mission locale a pour objectif de trouver les opportunités, ou de créer les espaces, pour qu'un jeune puisse expérimenter quelque chose de lui-même, ou quelque chose qui révèle qui il est, là où il habite.

Le travail est mon quotidien, je donne beaucoup d'importance à la méthodologie de projet, c'est le cœur de mon action. Avec du recul, je me rends compte que j'ai élargi la charge de travail de l'équipe.

Vous avez dit « là où il habite » : en quoi avez-vous associé cette idée de gouvernance d'un territoire avec celle qui consiste à se poser la question pour chacun de ces jeunes du « là où il habite », « là où il veut habiter », « là où il aime habiter » ?

C'est là où mon expérience dans le village au sein duquel j'ai grandi est significative. Les associations culturelles, que ce soit les Variétés à Vay ou Les Saltimbanques à La Grigonnais, nous donnaient une place dès 12 ans. Il y avait très tôt dans la vie des jeunes cet élan de prendre une place dans une association, et de grandir avec ce tissu qui se crée, de devenir quelqu'un, de prendre part à des mouvements sociaux ou juste de prendre la parole à travers ce groupe constitué.

L'équipe de la Mission locale sur la plage à Granville.



Dans mon projet, le sens
de l'accompagnement,
c'est de confronter les jeunes
à ce qui se passe à côté
de chez eux.

Pour moi, la Mission locale va dans ce sens : un jeune peut se dépasser et comprendre son territoire en étant impliqué dans une action, avec ses pairs. Il découvre ce qui se vit là où il habite en étant acteur, en faisant. Une association ou même une collectivité peuvent offrir ces opportunités.

Le modèle des Missions locales, dans son organisation régionale et nationale, me semble juste pour répondre à ces questions. Chaque Mission locale est une association « locale », au cœur d'une union nationale. Ça permet d'avoir une force de frappe nationale dans les politiques publiques intéressantes, et de laisser en même temps la liberté à l'association sur un territoire donné de s'organiser et de répondre aux besoins locaux.

Les Missions locales à travers les territoires ont des visages complètement différents, et c'est malheureusement un modèle qui est remis en question aujourd'hui. S'il y a des dissonances dans un réseau qui est en négociation à l'échelle nationale, ça pose forcément problème. C'est pour ça que l'union nationale réfléchit à une labellisation du réseau, ça permettrait d'uniformiser le modèle de Mission locale en France, à travers au moins un socle commun de référence : un projet associatif qui travaille sur l'accompagnement des jeunes, sur son territoire et qui est une capacité d'analyser, *via* un diagnostic partagé, ce que sont les enjeux pour les jeunes.

Pour revenir à la notion de rural, je n'ai pas de comparaison avec les Missions locales urbaines, il existe une organisation régionale des Missions locales avec beaucoup de débats sur la manière dont chacun fait vivre son association. Chaque Mission locale a son propre fonctionnement, les directeurs et les présidents ne fonctionnent pas tous sur le même modèle. J'interroge systématiquement mon conseil d'administration sur les décisions à prendre. On peut dire qu'il

y a des conceptions différentes, on ne met pas toujours le même sens dans la définition de ce qu'est l'accompagnement des jeunes.

Dans mon projet, le sens de l'accompagnement, c'est de confronter les jeunes à ce qui se passe à côté de chez eux, alors que pour d'autres l'accompagnement sera focalisé sur le parcours de la personne, l'individu, sa formation, son rapport à ses compétences. Ça ne veut pas dire qu'une méthode est meilleure qu'une autre, ce sont deux approches différentes, et qui peuvent d'ailleurs être complémentaires.

Cela engendre aussi un autre rapport aux politiques publiques ; on nous demande de construire des travailleurs, des personnes qui vont être opérationnelles dans les entreprises locales. Ma conception, c'est plutôt d'accompagner la construction du citoyen, et plus précisément un habitant, dans le sens où je l'ai évoqué précédemment, pour qu'il trouve sa place, puisse s'investir, trouve son autonomie. Cela se traduit par de l'emploi à un moment donné, mais pas seulement, et peut-être pas au démarrage pour tous.

Nous sommes quand même évalués sur la même chose dans toutes les Missions locales : nombre de jeunes accompagnés, nombre de jeunes en emploi, nombre de jeunes en formation dans l'année, etc. C'est sur ces critères que nous recevons des financements, et ça, il ne faut pas l'oublier.

Je suis complètement soutenue par le conseil d'administration pour mener ce travail un peu « à côté » de la règle des Missions locales. J'ai un conseil d'administration qui a cette volonté de dépasser le cadre sur lequel on est attendus. Nos résultats nous confortent, on atteint tous nos objectifs avec cette méthodologie de travail. Je pense qu'on apporte aussi du bonheur aux jeunes, et j'estime que c'est aussi un peu notre mission, même si ça ne se mesure pas.

Si vous deviez nous parler d'un projet que vous avez mené qui vous a plu, lequel choisiriez-vous ?

Un projet que j'ai beaucoup aimé mener, c'est le Forum international de l'économie sociale et solidaire organisé à Mulhouse en 2021 par Josiane Stoessel-Ritz. Je voulais y emmener des jeunes de la Mission locale de Granville. L'équipe n'était pas convaincue, et j'avais encore



du mal à les amener sur d'autres projets, en particulier sur l'économie sociale et solidaire (ESS). J'ai donc démarré le projet en allant chercher d'autres Missions locales au sein du réseau national. Je voulais développer un pôle média, que les jeunes mènent des interviews, et défendre le modèle du réseau (Union nationale et missions locales autonomes) dans le champ de l'ESS. J'y suis allée avec un groupe de 6 jeunes. On avait monté un plateau radio, on a mené de nombreuses interviews vidéo, on a fait un album sonore, posté aussi pas mal de contenus sur les réseaux. Au retour, les choses ont un peu bougé au sein de la Mission locale, car les jeunes ont parlé de cette expérience avec leur conseiller, j'ai pu aussi leur faire un retour de ce que j'avais observé. Il y a des projets chez certains jeunes qui sont nés de cette expérience-là.

Quelle place accordez-vous à la recherche ? Quel travail avez-vous mené avec le projet de recherche européen *Ruralization* ? Comment la Mission locale du bassin granvillais a-t-elle intégré ce projet ?

La recherche pour moi permet de mettre des mots, des concepts, derrière la manière dont on travaille et d'apporter un éclairage sur le parcours des jeunes. J'ai eu la chance de faire des études supérieures et j'ai compris des concepts qui s'appliquent à mon vécu et qui me



L'espace média au Forum international de l'ESS à Mulhouse en 2021.

permettent de prendre du recul, de voir différemment, en considérant qu'une expérience qui me semble individuelle, qui ne concerne que moi, peut en réalité être sociologique. C'est très différent, et ça me paraît important d'intégrer ça. Pour un jeune, cette compréhension permet de déplacer le curseur de la responsabilité, d'alléger le poids qui repose sur ses épaules. Quand on comprend des concepts sociologiques, on comprend qu'un vécu n'est pas que le résultat de ce que je suis, mais aussi de ce qu'est la société. Ces questions-là pour moi sont essentielles pour savoir « qui je suis au milieu de cet environnement », cela permet d'ouvrir des possibilités de choix, de comprendre que « je peux choisir où j'ai envie



Jean-Marc Julienne (au centre) au colloque de 2022, table ronde sur les jeunes.

de vivre », en ville, en milieu rural, avec tel ou tel job.

Quand Nicole Mathieu et Viviane de Lafond m'ont contactée en 2019 autour du projet de recherche européen *Ruralization*, j'y ai vu d'abord une opportunité pour les jeunes de s'exprimer. Ce sont des publics qu'on n'entend pas, dans les études qui sont publiées, dans les médias. On lit ou on entend des statistiques sur les jeunes qui sont en difficulté, mais on ne sait pas ce qu'ils en pensent, ni comment ils le vivent. On en parle souvent de manière négative – « les jeunes sont feignants » –, avec des stéréotypes, des clichés, des préjugés assez rapides, de la part des entreprises ou des élus. L'objectif de *Ruralization*, c'était aussi selon moi de contrer ces préjugés, et d'apporter une implication des jeunes pour qu'ils puissent montrer qui ils sont. C'était d'abord une prise de parole. La méthode d'entretien individuel qui a été menée allait dans ce sens : ils étaient interviewés par des chercheurs, leur vie intéressait quelqu'un. Et ensuite la dimension collective, en les laissant mener des micros-trottoirs pour questionner la vie des jeunes dans des « micro-territoires », à La Haye-Pesnel, à Cérences, à Carolles, ou à Granville, où on ne vit pas la même jeunesse.

Ruralization a aussi permis à mon équipe de proposer une offre de services différente de l'atelier classique auprès des jeunes. Les faire participer à un projet d'étude, c'est leur donner

une autre place. Les conseillers pouvaient accompagner différemment, voir le jeune différemment, avoir l'occasion d'entendre des choses qu'ils n'auraient pas entendues dans le cadre d'un parcours classique.

Et enfin, *Ruralization*, c'était aussi l'occasion d'inviter les partenaires à faire une étude ensemble, pour comprendre notre territoire. C'était une façon de fédérer les partenaires autour de ce projet-là. Ces trois objectifs ont abouti, en 2024, nous sommes cinq ans après le début de *Ruralization* et nous sommes reconnus, on vient nous chercher aujourd'hui sur des sujets qui font écho à cette approche.

Comment a été accueilli le projet *Ruralization* ?

Quand j'ai présenté le projet au président de la Mission locale, à ce moment-là, c'était Jean-Marc Julienne ; en sa qualité d' élu départemental, il était très enthousiaste. Il voulait ouvrir la Mission locale à des nouvelles opportunités et c'était intéressant, cette comparaison entre le rural et l'urbain et cette volonté d'essayer de qualifier notre territoire. Il y avait une vraie envie du conseil d'administration de participer à quelque chose de plus grand que nous, même si les avis étaient partagés au sein des différents collèges du conseil. Ce n'était pas un pari gagné dès le démarrage, et il a fallu défendre le projet auprès du conseil d'administration et auprès de l'équipe.

Auprès de l'équipe, on y a passé du temps, des temps de réunions, des temps de préparation pour comprendre le mécanisme des concepts, ce n'est pas simple de trouver ces temps dans nos semaines déjà bien chargées.

Ce projet a duré trois ans, il a évolué avec la structure. J'avais fait un choix de direction, il fallait le tenir et ce n'était pas toujours simple. Le président m'a toujours soutenue dans cette démarche, il a suivi le projet jusqu'au bout et a toujours souhaité mettre en lumière les jeunes. C'est lui qui a proposé de rendre le conseil d'administration nomade sur les territoires, pour que la Mission locale soit bien présente sur l'ensemble du bassin qu'elle représente.

Ce projet avait quelque chose de prestigieux, on s'engageait dans une étude sérieuse, qui a du poids et qui va mettre en lumière ce que vivent les jeunes. Globalement, le projet a été soutenu par le conseil d'administration avec quelques distorsions, parfois, sur les questions de priorité. Dans les méthodes utilisées par le projet *Ruralization*, je retiens trois points principaux. Le premier, ce sont les entretiens avec les jeunes, ils ont révélé des choses intéressantes sur qui ils étaient. Le fait de participer à une enquête était important pour eux. Je me souviens de la fierté d'être interviewés, de parler de là où ils habitent, on leur demandait : « Es-tu du

territoire de Granville ? » Ils répondaient : « Non, en fait, je suis de telle commune ». Et on leur demandait : « Comment tu y vis ? » Ce sont des questions qu'on ne pose pas en entretien classique. C'était l'occasion d'intégrer ça dans nos pratiques, les conseillers ont pu récupérer des données, ou des messages que les jeunes avaient passés et qui ont pu être utiles pour l'accompagnement ensuite. Au moins une trentaine de jeunes ont été interviewés. Au début, tous les collègues n'étaient pas convaincus, ils n'arrivaient pas à parler du projet aux jeunes, c'était encore flou pour eux. J'ai identifié certains jeunes dans notre base de données et j'ai donné la liste aux chercheuses pour qu'ils soient contactés. Il fallait répondre aux enjeux de *Ruralization*, tout en faisant comprendre à l'équipe qu'on se lançait vraiment dans ce projet, qu'on allait devoir s'y investir.

Le second point méthodologique que je retiens, c'est la définition de ce qu'on a appelé des « micro-territoires », pour aller au cœur des préoccupations, au plus près de l'habitat des jeunes. C'est la méthode de travail des Missions locales qui ont des permanences décentralisées pour toujours être à moins de 15 km d'un jeune. Je me souviens d'une réunion à La Haye-Pesnel, avec des jeunes, des partenaires et l'équipe de recherche. Ça a été un temps fort pour moi. Des



Assemblée générale 2024 de la Mission locale, à Fleury.

choses ont été exprimées et on ne s'y attendait pas forcément. Je me souviens de propos racistes par exemple qu'un jeune a exprimé, sur son ressenti familial... fallait-il laisser dire ou réagir ? On était dans un espace de dialogue où certaines questions individuelles se soulevaient au milieu du collectif.

Ce jour-là, une jeune fille racontait qu'elle était arrivée avec ses parents mais qu'elle n'avait pas envie d'être là, elle se sentait complètement bloquée en milieu rural.

Si je prends une parole
aux jeunes, je leur restitue,
et s'ils participent à un projet,
ils vont jusqu'au bout et ce
sont eux qui le présentent.

Elle parlait de ses parents, de leur vie, et disait qu'elle ne se projetait pas du tout ici. Elle livrait des choses mais elle était aussi retenue devant le collectif. Il y avait d'autres jeunes, l'animateur jeunesse,

le directeur de la médiathèque. Les échanges étaient intéressants, chacun a été un peu bousculé par ce qui était exprimé, ça a permis de créer du lien avec les partenaires. La question centrale, c'était la vision des jeunes du milieu rural. Nos partenaires étaient bien sûr très intéressés d'avoir des réponses à cette question, car dans les institutions aujourd'hui, il y a peu de jeunes, à la médiathèque, à l'école de musique, au théâtre, dans les clubs de sport. Les jeunes qu'on accompagne vont très peu dans ces endroits, il y a peu d'espace public pour eux ou ils ne s'en emparent pas.

La troisième méthode qui m'a semblé intéressante dans le cadre de *Ruralization*, c'est de mobiliser les jeunes pour mener des interviews auprès d'autres personnes. En allant poser des questions, ils allaient pouvoir s'interroger eux-mêmes sur les questions qu'ils allaient poser. Cette méthode, on l'a reprise par la suite dans nos projets, pour mettre en place « Ici, l'herbe est plus verte », qui a été un peu la continuité de *Ruralization*.

Le protocole de questions avait été travaillé avec l'équipe de recherche, afin qu'on puisse rassembler des données utilisables ensuite. Les jeunes sont donc allés interviewer des personnes en micros-trottoirs dans la rue, et des personnes en groupes constitués. Ils ont tenté ensuite de partager cette enquête au colloque de Cerisy lors d'une veillée, mais cette expérience a été très décevante pour eux.

Qu'est-ce qui n'a pas fonctionné pour cette restitution ?

Dans le programme du colloque était prévue une soirée : « Projection de micros-trottoirs par un groupe de jeunes du pôle média de la Mission locale du bassin granvillais ». Les quatre jeunes étaient bien préparés à venir au colloque, ils y avaient toute leur place, mais ce qui leur a été renvoyé ce soir-là les a blessés. Ils ont été surpris, au début il y avait du monde, et des gens sont partis pendant qu'ils parlaient. Je trouve que c'est significatif de ce que j'appelle la « relation rurale » : comment j'accueille l'autre ? comment je l'écoute ? comment je le tiens en considération autant que quelqu'un d'autre ? Les jeunes ont eu ce ressenti direct : « Ce que je dis est moins important que les autres ». À ce moment-là, le château de cartes s'écroulait, tout le travail mené avec *Ruralization*, pour les remettre au cœur de l'action, n'avait plus de sens. Ils ont déchanté. Ils étaient très enthousiastes toute la journée qui précédait, ils voulaient faire un show et ils se sont retrouvés au milieu de personne.

Leur restitution prenait la forme de podcasts de leurs micros-trottoirs, et l'erreur, je crois, est de ne pas les avoir laissés s'exprimer directement. Les podcasts diffusés ne parlaient pas d'eux mais des gens qu'ils avaient interviewés. Il aurait fallu leur donner la même place qu'aux chercheurs à ce colloque.

On a mené un autre projet peu de temps après le colloque, avec un plasticien qui a fait une résidence à la Mission locale. Ça a été un super projet pour les jeunes, qui ont fait avec l'artiste une restitution. Mais quand l'artiste a annoncé, à la conférence de presse, qu'il allait vendre les œuvres, et qu'elles ont été achetées à des prix assez impressionnants, là encore les jeunes ont été surpris. On se retrouvait dans le même schéma qu'au colloque.

Ces expériences nous ont aussi fait avancer, pour moi ce sont un peu des leçons de vie. Ça nous oblige à réajuster nos méthodes d'accompagnement, ça questionne ce que veut dire justement « accompagner » : « ne pas faire à la place de », « ne pas dire à la place de ».

Aujourd'hui, pour moi, c'est très clair, si je prends une parole aux jeunes, je leur restitue,

La boîte à outils de la régénération rurale

Par Fanny Delforge-Marchand.

Il s'agit d'une définition d'une méthodologie par étapes que nous avons appelée « action-recherche », permettant une approche de régénération du rural toujours en mouvement (en transmission, en cycle), mais au lieu d'utiliser la méthode classique (diagnostic, enjeux, actions, évaluation), on privilégierait l'observation, le temps, la formation, la mise en relation, puis la mise en culture.

Premier outil : l'observation

Par la méthode d'action-recherche, on cultive l'observation pour ne pas se contenter d'agir. On met l'accent sur des éléments que l'on pense anodins : un jeune qui sourit, qui s'assied à côté d'un autre, qui ose poser une question, qui exprime une émotion, qui regarde dans les yeux, qui lève les yeux de son téléphone, etc.

L'observation du vivant, c'est donner une autre posture, c'est déjà être en action, ce n'est pas passif, c'est donner la légitimité de regarder, de lever les yeux, d'accepter d'être regardé comme accepter de regarder l'autre et donc de le considérer, et de voir ce qui se passe, de s'y confronter, de pouvoir ensuite les mettre en mots.

Deuxième outil : le temps

Prendre le temps nécessaire à cette observation, mettre des mots, intégrer cette observation pour pouvoir la retranscrire dans la pratique. Le temps est l'espace de l'expérience. Ce deuxième outil pourrait s'appeler « expérimentation », mais je l'ai nommé « temps », parce que parfois il ne se passe rien ; l'inaction peut aussi faire partie de cette étape, c'est un « temps » parfois plus ou moins long pour digérer, mettre en mots.

Troisième outil : la formation et la relation

Se former, se confronter à l'autre et à ses idées, apprendre à communiquer de manière non violente, avec une écoute active. Se former à la communication non violente donne une capacité à se mettre en relation à l'autre, à tisser des liens, à construire ensemble, et à créer une relation d'assertivité (respect mutuel). Cette formation est pour moi une clé pour toute coopération et tout collectif, elle devrait être obligatoire dans tous les programmes élémentaires. Cela permet de se former à la compréhension civique du monde, au sens de la vie.

Quatrième outil : la culture

Les pratiques culturelles révèlent l'humanité, stimulent tous nos sens. La culture permet de transmettre, d'illustrer, de communiquer. Elle est « échange » et s'appuie sur des outils divers comme un débat, un jeu, une action théâtrale, plastique, un podcast, un film, une chanson, un livre, une BD, etc. La mise en culture d'un message qui s'adresse à un plus grand nombre peut concerner, parler, toucher un autre que moi.

et s'ils participent à un projet, ils vont jusqu'au bout et ce sont eux qui le présentent.

Dans le cadre du projet « Ici, l'herbe est plus verte » qui prend la forme d'une restitution théâtrale, ce constat a fait partie du point de départ : s'il y a du texte qui est retravaillé, ou réécrit, ce sont leurs mots, c'est fait avec eux et ce sont eux qui prendront la parole, c'est leur parole. Il a été question à un moment de mener le projet plus loin, d'en faire quelque chose qui puisse être joué ailleurs, mais nous avons refusé. C'est une restitution, c'est éphémère,

c'est un projet, il y a un début, une fin et il y a un usage. Aujourd'hui, on veut tout modéliser, on en fait un concept, qu'on vend et se pose cette question de la propriété, de « qui a dit quoi », de « qui a formulé quoi », mais leur parole ne nous appartient pas. Ça ne nous empêche pas de la mettre en valeur.

Dans un projet de recherche, c'est le fond qui nous intéresse, la gloire ou la reconnaissance des uns et des autres ne nous intéressent pas. Le lien avec la recherche, c'est ça pour moi, c'est le niveau de d'écoute, d'accueil, de prise en compte de l'autre.

Le métier d'accompagnant

Récit de Philippe Mancel

Avant de parler de mon expérience à la Mission locale, je voudrais revenir sur le repas du midi que j'ai vécu au château. J'ai retrouvé une ambiance qui m'est familière, une ambiance que j'ai vécue en tant que fils de paysan avec les ensilages à la maison. À la récolte du maïs qui réunissait de nombreux agriculteurs, il y avait un repas du midi qui incarnait un grand moment de partage. Cela représente pour moi l'ancienne ruralité et j'ai un peu retrouvé ça aujourd'hui, ça me semble bien illustrer ce qui se passe à travers ce colloque à Cerisy.

Je suis né à Villedieu-les-Poêles, fils de paysan, études agricoles et cinq ans de travail dans ce domaine sur toute la Normandie. J'étais

un spécialiste de la vache laitière, laitière et productive. C'est sûrement cette approche de la productivité qui a fait que je ne suis pas resté dans ce monde agricole des années 80. J'étais un « social » dans cette agriculture productive. Ce qui me rattachait au village et à ce territoire où j'ai grandi, c'était surtout le club de foot et la famille. Mais j'ai fini par partir, j'ai repris des études, dans le social. C'est finalement une période de chômage qui m'a fait revenir dans ma famille. S'en est suivi un stage, puis des opportunités locales et je suis resté. Le « ré-attachement » au territoire est aussi très lié à l'attachement à la famille, et je pense que ça n'a pas changé aujourd'hui.

Je travaille à présent à Saint-Pair-sur-Mer, une petite ville du littoral très attractive. Beaucoup de gens arrivent ici, les prix de l'immobilier explosent. Le logement devient un sujet compliqué sur ce territoire, la population a doublé en vingt ans alors que dans le même temps la population scolaire a baissé d'un tiers (50 % de la population a plus de 60 ans). C'est pourtant une ruralité, mais elle est bien différente de celle de Villedieu-les-Poêles par exemple, qui n'est qu'à 30 km. Pour moi, la ruralité n'est pas uniforme, c'est très relatif.



La salle à manger du château de Cerisy.

Jusqu'en 2021, je travaillais à la Mission locale de Granville. J'étais conseiller en insertion sociale et professionnelle, et je travaillais autour du dispositif « Garantie jeune » notamment. J'ai pris part au projet *Ruralization*, et, dans ce cadre, nous avons interrogé de nombreux groupes de jeunes suivis à la Mission locale.

Ce qui ressortait dans les propos de ces jeunes, c'est un appel à la considération : « Écoutez-nous », « entendez-nous ». Les jeunes disaient : « Ici, on n'est pas considérés, on fait des choses pour nous mais à quel moment est-on acteur ? à quel moment est-on vraiment impliqués ? » Ces propos, je les ai entendus dans les entretiens menés avec Nicole Mathieu à la Mission locale, je les entends aussi dans mon travail à Saint-Pair. Aujourd'hui, je participe à créer un « espace de vie sociale » (EVS) à Saint-Pair pour favoriser le lien social avec les nombreux nouveaux arrivants. Pour cela, j'ai aussi réuni et écouté des groupes de jeunes dans la continuité de ce que je faisais à Granville, leurs retours sont similaires. Je ne suis pas chercheur, mais ça

ne veut pas dire que je n'ai pas trouvé quelque chose. J'ai un côté un peu « Don Quichotte », j'ai des croyances et je me bats pour elles.

Mon métier, c'est accompagnateur social. Une de ses caractéristiques, c'est de croire en l'humain. C'est une valeur ancrée. Qui sont les personnes que j'accompagne ? Les jeunes. Mais tous n'ont pas besoin d'un accompagnement social. Dans ma carrière, j'ai eu affaire à très peu de fils d'agriculteurs, très peu de jeunes qui réussissent scolairement. Je n'ai suivi que des jeunes qui, à un moment donné dans leur vie, ont une rupture, rupture scolaire, rupture familiale, ce sont eux qui passent par les Missions locales. Mon expérience concerne le public des jeunes en « difficultés ». L'objectif en Mission locale est de les accompagner vers une insertion professionnelle.

Dans les années 2000, il n'y avait pas de boulot localement, on a donc aidé les jeunes suivis à la Mission locale à partir, en tant que saisonnier par exemple. Nous sommes allés au salon de l'emploi d'Albertville, en Savoie, avec des



Philippe Mancel lors du projet Cerf-volant à Saint-Pair-sur-Mer.

Nous intervenons
principalement dans
les périodes de vie difficiles
que vivent certains jeunes.

jeunes qui n'étaient jamais partis de chez eux ; un peu timorés, ils ne seraient jamais partis tout seuls. Je me souviens d'une jeune fille, elle avait un bac + 1,5 en langue, elle avait cherché localement du travail en tant que réceptionniste mais elle n'en trouvait pas, on lui disait qu'elle n'était pas qualifiée. Je lui avais conseillé de faire une formation pour exercer ce métier, mais elle ne voulait pas retourner à l'école. Elle est venue à Albertville et elle a trouvé un emploi comme serveuse dans un petit commerce. Je l'ai revue quelques années plus tard, et elle continuait les saisons, ça lui convenait bien. J'avais aussi emmené un jeune homme, il était fils de pêcheur de Granville, il voulait partir. Ça s'est mal passé à Albertville, je me suis retrouvé au commissariat avec lui, il avait tout cassé au centre d'hébergement. Finalement, il est rentré, il n'est jamais parti du territoire. Je l'ai revu quinze ans après et il est bien installé, il est soudeur localement et père de famille. Pourquoi je raconte ça ? Parce que je voudrais rappeler que la jeunesse, c'est un processus, on ne devient pas adulte tout d'un coup. Les choses évoluent. Et nous, les accompagnateurs sociaux, nous sommes un maillage, un court instant dans le processus. J'ai participé à l'accompagnement de ce jeune, je n'ai pas fait grand-chose, j'ai juste été là à un moment donné. Nous intervenons principalement dans les périodes de vie difficiles que vivent certains jeunes, quand ils s'insèrent et trouvent une voie qui leur convient, on ne les revoit plus.

J'ai aussi suivi le parcours d'un jeune migrant. Il voulait être boulanger, et on a réussi à lui trouver un apprentissage. Mais c'était difficile pour lui, il s'est retrouvé dans un foyer de jeunes travailleurs rural (antenne du FJT de Granville), pas de moyens de mobilité, pas de famille, pas de repère. Ce mini-foyer sans animateur n'était pas un lieu de vie comme celui de Granville. Il a fait son apprentissage et au bout de trois ans,

il a démissionné pour repartir vers une grande ville où il avait plus de repères culturels et sociaux. Cette expérience montre que ce n'est pas simple d'accueillir des publics migrants dans un territoire, il peut y avoir l'emploi, mais ça ne suffit pas, il y a beaucoup d'autres paramètres à prendre en compte.

Justement, comment se place le rapport au territoire dans notre métier ? Aujourd'hui, ce n'est plus comme dans les années 2000. Granville est une ville touristique et il y a des besoins en emploi dans la restauration, dans le domaine de l'aide à la personne également. À la Mission locale, on nous a demandé d'amener les jeunes que nous suivions vers ses métiers-là, les métiers locaux qui embauchaient.

C'est là que ça m'interroge : on nous demande d'accompagner et d'amener des jeunes qui ont des difficultés, à remplir une mission que l'ensemble de la population n'accomplit pas. Est-ce logique ? Est-ce logique que des jeunes plus en difficulté que les autres soient amenés à répondre à un besoin local, une problématique territoriale ? C'est pour moi une vraie question et ça pose directement une autre question : quelle est l'appréhension du territoire par l'ensemble de la jeunesse ?

Cette méthode d'orientation vers les besoins ne marche pas. Il y a plein de dispositifs de formation qui sont créés mais nos jeunes en difficulté ont bien souvent déjà fait une formation, ça ne s'est pas toujours bien passé, leur priorité n'est pas d'y retourner. Quand on leur dit : « Il faut que tu fasses ce cursus parce qu'il y a du boulot », ça ne correspond pas forcément à leurs motivations. Pour moi, ce qui est important, c'est la question de l'appropriation du territoire.

On a mis localement en place un module autour du dispositif « Garantie jeune » qui va dans le sens du territoire. Il ne devrait pas s'adresser uniquement à des jeunes en difficulté, ou à des jeunes en Mission locale. Ça devrait être étendu, parce que la question du rapport au territoire concerne tout le monde, et peut-être qu'elle amènerait des jeunes à se positionner différemment sur leur orientation professionnelle, en y travaillant plus tôt.

L'État met en place des dispositifs, comme la « Garantie jeune », ou des dispositifs de

formation, ce sont des bases pour nous mais ce ne sont pas nos outils principaux. On ne peut pas juste positionner un jeune dans un dispositif et considérer que les problèmes vont se résoudre. L'accompagnement nécessite d'impliquer la personne, et le premier outil que l'on a, c'est l'humain. C'est la rencontre avec l'autre, la discussion, l'écoute du jeune. C'est ce qu'il y a de plus important. Le rôle d'accompagnateur social peut être difficile, parce qu'on se retrouve souvent seul à flirter avec les limites de ce qui est acceptable et ce qui ne l'est pas. Avec les dispositifs, c'est un peu comme s'il fallait rentrer dans des cases, c'est parfois compliqué. Je vais vous parler d'un jeune, un « geek », il est à Granville mais pourrait être à Paris ou ailleurs, ça ne le dérangerait pas. Il a fait une formation aux métiers de l'informatique et du numérique dans une école locale. Il a eu une idée, il a développé un système de capteurs qu'on peut mettre sur les poubelles, pour identifier si les poubelles sont pleines. Ce système peut aussi permettre de vérifier si des portes de box de chevaux sont ouvertes ou fermées par exemple. La Ville de Granville trouve son projet intéressant et propose de mettre de l'argent. Il décide de créer son entreprise. Le problème, c'est que la temporalité des collectivités locales, celle des territoires, et sa temporalité à lui ne sont pas du tout alignées. Un an après, il n'a toujours pas reçu un centime de la Ville ou de la communauté pour son projet. Comment vit-il avec tout ça ?

Ce jeune a été intégré au dispositif « Garantie jeune ». Pourtant, il ne rentre pas dans les cases du dispositif. Il ne participait pas aux ateliers collectifs, il était déjà sur son projet. J'ai cru en lui et en la valeur locale de son projet, et je l'ai intégré au dispositif. Aujourd'hui, il vit de son projet, il ne gagne pas plus que ce qu'il gagnait *via* la « Garantie jeune » mais il finance son projet. Cela pose aussi la question de la relative solitude de l'accompagnant face aux décisions à prendre pour aider ces jeunes. S'il n'y avait pas eu cet accompagnement, ce jeune serait parti en région parisienne pour trouver un travail dans son domaine. Il ne serait plus sur le territoire aujourd'hui, j'en suis certain. C'est très dommage, ces jeunes peuvent être une force pour le territoire.

Je crois qu'il faut garder une vision ouverte sur la jeunesse, il n'y a pas un type de jeunes, il y a plein de types de jeunes différents. On résonne souvent en tant qu'adulte, avec une vision bien arrêtée du travail. Le travail, dans nos préoccupations, c'est d'avoir un salaire, d'être en capacité de payer nos maisons. Pour les jeunes, souvent, cela se construit progressivement et pas du jour au lendemain. Peut-être qu'un jeune peut se satisfaire de 400 € par mois à un moment donné. Peut-être qu'un jeune peut se satisfaire de travailler une semaine dans le mois à un moment donné.

Je me souviens d'un jeune, un passionné de skate, un vrai skateur. Vivre du skate ici, je n'y croyais pas trop, et je n'y crois toujours pas. J'ai juste été là sur une période donnée pour l'accompagner, pour l'écouter, entendre ses préoccupations, essayer d'avancer avec lui dans le sens où il voulait avancer. J'ai essayé de lui faire faire des stages, ça n'a jamais très bien marché. Je l'ai revu dernièrement et il s'en sort très bien, il est influenceur, il a 50 000 abonnés sur sa page. Il a développé un mode de vie qui était à des années-lumière de ce que je pouvais imaginer. Et pourtant il reste un jeune rural, c'est un jeune qui est ici, qui développe des choses auxquelles je n'avais même pas pensé. Il faut aussi avoir confiance dans la jeunesse, dans sa capacité à imaginer un territoire qui est peut-être différent de celui que nous pensons. Ils ont la capacité à construire le territoire. Encore faut-il leur donner la place, pour pouvoir s'exprimer, et pour pouvoir rencontrer les décideurs au bon moment.

Mise en pratique d'une action-recherche en 2024 : « Ici, l'herbe est plus verte ? »



Séance d'écriture.

Le colloque a été le point de départ d'un projet inédit d'action-recherche mené par la Mission locale de Granville en partenariat avec l'équipe du LADYSS, « Ici, l'herbe est plus verte ? ». Dès janvier 2023, quelques mois après le colloque, une équipe projet¹ se retrouve pour imaginer une continuité aux travaux menés avec et par les jeunes suivis à la Mission locale dans le cadre de *Ruralization*. Comment peut-on faire de la recherche, tout en voulant agir et faire participer ? Avec l'« action-recherche », que la culture peut incarner sous des formes multiples. Cela rejoint l'idée de « mise en culture » d'un message pour faire agir et transmettre, développée par Fanny Delforge-Marchand, qui considère la culture comme un véritable outil de régénération rurale (voir page 61).

Dès l'automne 2023, un projet culturel est lancé à l'initiative de la compagnie Tourner la page, animant un collectif² au service d'un objectif : rendre les jeunes acteurs de leur territoire. Les questionnements : comment vis-tu le territoire ? où est ton endroit « là » ? ton lieu où tu te sens bien ? là où tu habites ? Au contact des artistes, les jeunes vont alors pouvoir développer leur vision grâce à des rencontres réalisées sur le territoire

1. Équipe projet : Nicole Mathieu, UMR LADYSS ; Jean-Pierre Dardaud, JiNOV ; Michaëlla Rahard, JiNOV ; Fabrice Hervé, comédien et metteur en scène, compagnie Tourner la page ; Aurélie Blouet, chargée de mission petite enfance jeunesse, Granville Terre et Mer ; Jordy Herbert et Jules Touré, jeunes accompagnés par la Mission locale du bassin d'emploi granvillais ; Cécilia Aubry, conseillère à la Mission locale du bassin d'emploi granvillais ; Fanny Delforge-Marchand, directrice de la Mission locale du bassin d'emploi granvillais..

2. Le collectif comprend : Fabrice Hervé ; Damien Dutrait, auteur, comédien et musicien ; Nicolas Cloche, multi-instrumentiste ; Caroline Stella, comédienne et auteure dramatique ; Fanny Delforge-Marchand, Cécilia Aubry, Nicole Mathieu et les jeunes de la mission locale : Kerry, John, Caroline, Vincent, Noah, Alicia, Chloé D., Aglaé, Jordy, Chloé U., Krissy.



De gauche à droite : séance d'écriture ; représentation, résidence des Herbiers à Granville ; les artistes, les jeunes et la chercheuse d'invent ensemble au château après la représentation.

avec les habitants, affiner leurs discours autour d'un travail d'écriture, prendre la parole et l'incarner devant un public.

En septembre 2024, trois représentations sont programmées, la première à Bréhal dans le cadre du festival Les Automn'ktones, la seconde à l'EHPAD Les Herbiers à Granville et la dernière en octobre 2024 au château de Cerisy-la-Salle avec les enfants des collèges avoisinants.

Textes extraits de

« Ici, l'herbe est plus verte ? »

Texte 3 – Là où je vis

(chanson : Chloé / Noah – musique : Nicolas)

Là où je vis
L'herbe se jette dans l'amer
Là où je vis
On dit qu'j'ai pas bon caractère
Là où je vis
Parfois je rêve d'un ailleurs
Là où je vis
Il y a des lundis qui se meurent.

Il faudrait me donner les clefs de là où je vis
Là où je vis
Certains s'ennuient moi je lézarde
Là où je vis
Il y a des jours où je cafarde
Là où je vis
On ne vient pas tous du même city
Là où je vis
On n'a pas tous les mêmes envies.
Il faudrait me donner les clefs de là où je vis

Là où je vis
Si j'parle avec sincérité
Là où je vis
Quand je m'assoie à vos côtés
Là où je vis
Alors je sais où est ma place
Là où je vis
Et sans bouger ça me déplace.

Il faudrait me donner les clefs de là où je vis
Là où je vis
L'herbe se jette dans la mer
Là où je vis
Les îles se voient depuis la terre
Là où je vis
J'ai le désir d'habiter
Là où je vis
Chaque parcelle d'amitié.

Texte 5 – Les questions (tempo rythme pied)

Tu t'es retrouvé ici par hasard, par choix, ou par nécessité ? Ou bien il t'a été imposé ?
As-tu l'impression d'avoir eu un impact sur ton territoire ?
As-tu des regrets ? Des trucs que tu aurais aimé faire ?
Qu'est-ce qui t'a fait venir ? Ou partir ?
Qu'est-ce qui vous a amené ici ?
Est-ce que vous aimez bien Granville ?
Que faisiez-vous avant comme métier ?
J'aimerais savoir pourquoi vous avez choisi de vivre ici ?
Sans indiscrétion, quelles sont vos habitudes de vie ?

Quel est votre pire regret sur votre lieu de vie ?
 D'après vous, la campagne est-elle supérieure à la ville ?
 Avez-vous un conseil pour la culture des jeunes ?
 À quoi ressemble votre havre de paix ?
 Pour quelle raison restez-vous ici ?
 Y trouvez-vous votre bonheur ?
 De quoi auriez-vous besoin ici ?
 Que pensez-vous de l'évolution de votre ville ?
 Vous accrochez-vous à une utopie ancienne ?
 Si vous deviez remonter le temps, décideriez-vous de quitter Granville ou de ne jamais venir y habiter ?
 Vous sentez-vous chez vous ? Depuis toujours ?
 Trouvez-vous qu'à Granville (ou autre nom de ville, ou « dans votre ville ») il y ait assez de restaurants ?
 Vous sentez-vous avantagé du fait de vivre ici ?
 Que faisiez-vous adolescent ?
 Vous préférez manger chez vous ou au restaurant ?
 Vous préférez habiter en ville ou à la campagne ?
 Vous aimez votre travail ?
 Est-ce que vous avez toujours vécu ici ?
 Si vous pouviez vivre n'importe où ailleurs, où est-ce que ça serait ?
 Quel moyen utilisez-vous pour calmer la colère ?
 Selon vous, comment peut-on obtenir le goût de la nature ?
 Êtes-vous nés ici ou ailleurs ?
 Avez-vous atteint votre objectif ? [Tous]
 Avez-vous été attendu quand vous êtes arrivés ici ?
 Êtes-vous heureux d'être là ? [Tous]

Texte 8 – Météo (Chloé Durand / accompagnement Nico et Alicia – chœurs)

Bienvenue pour cette météo Manche en direct de Cerisy-la-Salle.
 Pour la journée de demain, une tempête de sable venue tout droit du Sahara balaiera Coutances et ses alentours, protégez vos yeux des cactus...
 Plus à l'est, une vague de folie engloutira Villedieu-les-Poêles, alors que Hambye, Percy et Brécey verront une dépression de casseroles s'accroître en fin de journée.
 Au sud, une grêle de coquillages est attendue en matinée, alors – comme vous le voyez sur

la carte – des déchets non triés envahiront les plages de l'ouest.

On s'attend bien sûr à un état brumeux au nord, et un manque de visibilité au sud.

Pour tous les territoires intérieurs, des vents d'incertitude, poussés par des masses d'air à double sens, refroidiront les enthousiasmes des plus téméraires.

La planète fera un tour de plus sur elle-même, assez mécontente des actions humaines et le soleil se couchera bien fatigué de ce qu'il aura entendu.

Demain, nous fêterons toutes les jeunes personnes nées sous le signe du homard et de la palourde.

Enfin, le proverbe du jour, signé Mohamed Koné : « L'herbe peut être plus verte partout / [tous] il suffit juste de savoir l'arroser. »

Texte 15 – Speed Working 2 – (Benjamin)

Chère personne du public, cher inconnu,
 Je m'appelle Benjamin, et j'ai 27 ans. Depuis toujours, j'ai une passion profonde pour les langues et les cultures du monde entier. Je rêve de pouvoir apprendre le plus de langues possibles et de travailler dans le domaine du tourisme dans des pays étrangers.

Chaque jour, je m'efforce d'apprendre de nouvelles langues et de m'immerger dans différentes cultures. Je crois que la connaissance des langues ouvre des portes et crée des ponts entre les peuples. Mon objectif est de devenir un professionnel du tourisme, capable de guider et d'aider les voyageurs du monde entier tout en partageant avec eux les richesses culturelles des endroits qu'ils visitent.

Alors oui. Je sais. L'herbe est pas mal verte ici. Il faut cultiver son jardin mais je veux bien faire des allers-retours. Partir pour mieux revenir. Revenir pour mieux partir. Si vous avez des conseils, des histoires inspirantes ou des expériences à partager, je serais ravi de les entendre. Je suis joignable à la Mission locale.

Bises avec mes salutations distinguées.



Potager partagé.

LIEN SOCIAL LOCAL, GÉNÉRATIONS, CULTURE RURALE

Que faire pour relier les ruralités ? Qui et comment ?

Approfondir ce que veut dire habiter en milieu rural exige de tenter de comprendre les relations de tous les habitants entre eux – agricoles et non-agricoles, quels que soient leurs âges, métiers, origines – ainsi qu'avec les responsables de la gestion des localités.

Favoriser les initiatives et les lieux qui cherchent à renforcer les relations entre tous autour de questions essentielles (alimentation, relation à la nature, mode d'habiter, arts, place de la culture, etc.) est une condition nécessaire pour renouveler les liens sociaux et construire des territoires ruraux durables. Des méthodes sont à expérimenter.



Marie-Andrée et Pierre Osmont,
fondateurs de la Ferme coutanaise.

Agriculteurs, ruraux, urbains, instaurer le dialogue

Retour sur une tentative d'expérience
sociale le 19 mars 2022

Renouveler la méthode ?

Le 19 mars 2022, en contrepoint de l'exposition « Je mange donc je suis » en Normandie (espace Saint-Nicolas, Coutances) qui ne donnait pas de place aux agriculteurs locaux soucieux d'une alimentation saine, une rencontre a été organisée au domaine de la Guérie, ferme en plein Coutances.

Il s'agissait tout d'abord d'engager un dialogue inédit entre « habitants » du pays coutançais et du bassin granvillais autour de ce qu'ils mangent, des attentes réciproques entre eux-mêmes et les agriculteurs producteurs de nourriture, et sur la place des rapports à la nature dans la construction de modes d'habiter et de territoires solidaires et durables.

L'enjeu était aussi de tester une autre méthode que celle utilisée dans le projet *Ruralization* (entretien semi-directif, enquête, statistiques, etc.), en partant des gens eux-mêmes et de leur capacité à travailler collectivement sur une question de recherche peu explorée.

Notre hypothèse : à force de dialogues, des gens qui vivent en proximité, qui se croisent, issus de quotidiens différents (agriculteurs, urbains, ruraux, etc.), tracent les contours d'une enquête de recherche, par ce qu'ils savent et ce qu'ils ne savent pas. Le dialogue les oblige à réfléchir sur eux-mêmes et à faire émerger les questions à instruire.

Pour créer une « expérience sociale », il était nécessaire de mettre face à face les différents

interlocuteurs locaux rencontrés dans le cadre du projet de recherche européen *Ruralization*, la Mission locale et ses jeunes, les agriculteurs, le Campus Métiers Nature et ses étudiants, les habitants des villes et campagnes, les chercheurs, autour d'un problème qui les traverse et les rassemble : la séparation qu'on retrouve en milieu rural, entre agriculteurs, ruraux et urbains. Considérés comme un ensemble appelé « société locale », tous vivent en réalité isolés ou séparés les uns des autres.

La conversation en forme de « banquet » au sens de Socrate, la mise en regard des paroles, l'éducation populaire, sont des pistes de connaissance capables de générer l'action. La méthode fait confiance aux gens dans leurs lieux, lien social et lien au lieu sont indissociables : c'est l'action-recherche.

Comment faire émerger le collectif ?

La rencontre a démarré par une « mise en bouche » avec trois récits : la Ferme coutanaise, le Ravitaillement, l'Abatt'mobile. Ces récits ont été choisis pour stimuler la parole, pour incarner les interactions entre ces différentes catégories d'habitants. Tous racontent les liens entre rapport à la nature, alimentation et lien social.

La Ferme coutanaise, créée en 2012 au domaine de la Guérie par Marie-Andrée et Pierre Osmont, est aujourd'hui un magasin de producteurs situé dans la zone commerciale au

Nicole MATHIEU,
directrice
de recherche émérite
au CNRS

Ces récits, plus qu'un questionnaire de recherche ou d'entretien, ont été envisagés comme des déclencheurs de dialogues sortant de l'ordinaire.

nord de Coutances. Elle cherche à rapprocher ceux qu'on appelle « producteurs » d'aliments bio, locaux, issus de la nature, de ceux que l'on nomme « consommateurs », soucieux de leur santé. C'est un lieu de lien social entre agriculteurs, ruraux et urbains, la mise en commun se fait à travers l'alimentation. L'idée n'est pas simplement de proposer des rayons bio, mais de s'impliquer autour d'une logique de coopération et d'engagement écologique.

Le Ravitaillement est un lieu d'art et de pratiques paysannes et rurales crée à Gavray en 2020 (voir page 75). Il rassemble un groupe de personnes qui avait « le besoin et l'envie de se réunir » autour d'un lieu d'exposition, d'éveil et de curiosité.

L'Abatt'mobile est un outil conçu par et pour les éleveurs. Cette association loi 1901 a été créée en 2020 pour faire émerger une solution de proximité d'abattage au service des éleveurs de petits ruminants afin de participer à développer un système alimentaire soucieux d'éthique environnementale.

Ces récits, plus qu'un questionnaire de recherche ou d'entretien, ont été envisagés comme des déclencheurs de dialogues sortant de l'ordinaire.

Les 30 participants se sont répartis ensuite en 3 tables rondes animées par des bénévoles, moteurs des échanges : Juliane Adam, animatrice Bienvenue à la ferme et conseillère en circuits courts et agritourisme de la chambre d'agriculture de Saint-Lô ; Fanny Delforge-Marchand, directrice de la Mission locale du bassin d'emploi granvillais ; et Ulysse Mathieu, journaliste à Paris, vidéaste associé au projet *Ruralization* (voir page 75).

Les questions centrales étaient les suivantes : que pensez-vous de la distinction en trois catégories : agriculteurs, ruraux, urbains ? Vous y reconnaissez-vous ? Qu'avez-vous à vous dire

aux uns et aux autres sur ce qui fait votre différence et vos éventuels accords ou désaccords ? Quel rapport avez-vous à la nature et à l'alimentation ? Pensez-vous que ce type de rencontres habitants/chercheurs mérite de se poursuivre ?

	Agriculteurs	Urbains	Ruraux	Animateurs	Total
Nombre	15	10	5	3	33
Table 1	4	5	1	1 (rur.)	11
Table 2	4	3	3	1(urb.)	11
Table 3	7	2	1	1(agri.)	11

Les participants aux trois tables rondes du 19 mars 2022.

Les apports de la rencontre

1/ Que pensez-vous de la distinction en trois catégories : agriculteurs, ruraux, urbains ? Vous y reconnaissez-vous ?

Dans le groupe où les agriculteurs étaient majoritaires, la première proposition fut d'ajouter à ces catégories celle de « néo-ruraux », ce qui fait apparaître le besoin de distinguer les personnes qui ne sont pas d'origine agricole et qui s'installent à la « campagne » ou deviennent agriculteurs, d'une autre catégorie qui ne serait pas « d'ici » mais à laquelle on ne cherche pas à donner de « nom ».

Une catégorie se démarque : celle des agriculteurs, qui se définissent comme « agriculteurs » malgré des pratiques parfois divergentes, à la différence des « non-agriculteurs » qui ne semblent pas former un « groupe ». Ruraux, urbains, parfois les deux, cette catégorie reste pourtant perçue par les agriculteurs comme un tout, car ils ne sont pas « agriculteurs », ils sont « les autres » qu'on ne connaît pas.

Les notions de « glissement » et de « parcours de vie » sont également un point fort des échanges et témoignent de l'ambiguïté des catégories proposées. « On peut glisser d'une catégorie à l'autre, surtout sur le territoire du Coutançais où la seule "ville" est Coutances, de taille fort modeste comparativement à d'autres villes. Les autres communes sont rurales. » Une même personne peut également se sentir « rurale » ou « urbaine » selon ses expériences et son parcours. Plusieurs participants représentatifs d'une génération soucieuse de la planète insistent sur la relation entre « s'installer à la campagne » et « devenir sensible à la question « écologie/nature/alimentation ».

Les tendances de consommation

Au début de la crise sanitaire, il y a eu un fort engouement vers les circuits courts et producteurs locaux. Cet effet du premier confinement est depuis retombé, les consommateurs semblent être revenus à leurs habitudes de consommation depuis la réouverture de l'ensemble des commerces en mai 2021.

De plus, les grandes surfaces surfent sur la vague du « local » : il est probable que cela contribue à diminuer l'approvisionnement en direct chez le producteur.

Le conflit en Ukraine qui sévit en Europe permettra-t-il de remettre en lumière l'utilité sociétale de l'agriculture et son rôle essentiel dans l'alimentation des populations ?

Par contre, le recul de la consommation des produits issus de l'agriculture biologique risque encore de s'accroître avec des difficultés économiques croissantes pour les ménages français (inflation, risque de pénurie, etc.).

Nombreux sont ceux qui se disent « sceptiques sur les catégories » qui renvoient à un « statut fixe ». Pourtant, les catégories populaires comme « Parisiens » ou « citadins » sont souvent citées, et marquent une différence entre les gens de la ville et les gens de la campagne. De même, les participants considèrent qu'ils forment un ensemble minoritaire : « Une toute petite partie des gens ruraux ou urbains qui agissent pour sortir du système. »

2/ Qu'avez-vous à vous dire aux uns et aux autres sur ce qui fait votre différence et vos éventuels accords ou désaccords ? Quel rapport avez-vous à la nature et à l'alimentation ?

Semble dominer un certain scepticisme sur la relation entre le territoire qu'on habite et les pratiques alimentaires soucieuses de l'écologie, du changement climatique, du gaspillage, de la question des déchets voire du rapport à l'eau. Plutôt que d'approfondir les points de désaccord entre les participants, toutes et tous mettent en avant leurs conceptions et pratiques convergentes sur le sujet de l'alimentation et en déduisent qu'il faut élargir la rencontre et ne pas rester entre convaincus de manger local et de qualité.

Que disent les agriculteurs ?

Ils conviennent qu'ils « pensent la même chose » malgré leur hétérogénéité (ancienneté, systèmes de culture, type de production, pluriactivité, etc.). Ils se savent engagés en pensée et en pratiques dans le changement

profond des modes de production, nécessaire en ce temps de crises écologique et sociale. Ils se sentent en phase avec cette partie de la société qui souhaite l'alternative des *Campagnes solidaires*. Ils apprécient de pouvoir s'adresser aux « non-agricoles » présents soucieux comme eux-mêmes de la question alimentaire et venus le plus souvent pour les écouter. La rencontre est pour eux l'occasion de faire partager leurs inquiétudes quant à la reconnaissance et à l'avenir de leurs choix de travail et de vie. Qui reconnaît leurs efforts et leur engagement dans la « bonne bouffe » ? Comment sortir de ce « basculement : les produits fermiers et de saison deviennent des produits de riches alors que les classes populaires sont prisonnières des produits transformés ».

Que disent les non-agriculteurs ?

Les participants venus du Campus Métiers Nature de Coutances ont réagi aux questions posées par les agriculteurs : que sait-on des comportements alimentaires des « locaux », en particulier des jeunes ?

Alors que toutes les activités du campus s'attachent à « l'éducation » à la « nature », à « l'agriculture bio, locale et durable » et contribuent à « l'éducation au goût », les « formateurs » du CFPPA présents mettent l'accent sur les réactions contradictoires des jeunes adultes à ces pratiques. Ils sont confrontés à « deux types d'apprenants » : un groupe « bio » et un groupe « conventionnel ». « Si l'on reste dans le champ des idées et des valeurs, ça pète ! » Mais



Assemblée générale de la Ferme coutançaise, 2025.

« sur le terrain et sur la technique, les échanges se font » avec un apport mutuel et des solutions pratiques « pouvant passer de l'un à l'autre ». Quant aux élèves du lycée, malgré une cantine qui se veut exemplaire, bio et locale, « ils aiment manger au McDo ». Descendre avec copines et copains dans le centre de Coutances marque leur conception du collectif et de la sociabilité. La question du changement des comportements alimentaires de ceux que plusieurs participants appellent encore consommateurs « n'est pas qu'une question de génération ». Plusieurs remarques mettent l'accent sur les raisons « banales » qui poussent les gens à s'alimenter là où c'est plus commode : aller au supermarché, par exemple, où l'on peut cumuler achats alimentaires (bio) et autres achats, aller sur les marchés où les « bio » et « vente directe » côtoient vendeurs et producteurs locaux. Ne faudrait-il pas en savoir plus sur qui va à Lidl, le supermarché réputé le moins cher, plutôt qu'à la Ferme coutançaise située dans la même zone commerciale, et quelle est la part de l'éthique et de la nécessité dans ce choix ?

3/ Pensez-vous que ce type de rencontres habitants/chercheurs mérite de se poursuivre ?

De l'avis commun, ce type de rencontres mérite d'être prolongée car elle permet de dégager des pistes d'action à traiter collectivement : former et éduquer au goût ; encourager des pratiques vertueuses (« s'alimenter en local ») ; dédiaboliser les agriculteurs ; peser sur les

choix politiques à différents niveaux. Il est essentiel de réinventer de nouvelles formes de communication ; certains espaces de dialogue ont progressivement disparu et il faut retrouver des lieux et des occasions d'échanger pour permettre la transmission des us et coutumes en campagne, faire revivre les cœurs de village, reconnaître le rôle essentiel de l'agriculture dans la préservation et l'entretien des paysages, faire connaître les apports de l'agriculture face aux enjeux climatiques et écologiques. L'idée d'un manifeste commun à adresser aux collectivités locales, « Propositions pour une politique alimentaire et agricole territoriale », est évoquée.

Conclusion

Dialoguer dans une configuration qui ne soit pas prédéterminée est une idée à poursuivre. Cependant, la discussion n'a pas été poussée assez loin pour approfondir notamment le rapport à la nature, à la biodiversité, au changement climatique, ainsi que la place de la culture et de l'art dans la régénération agricole et rurale.

Le désir d'échanger en groupe est essentiel, en particulier en milieu rural. Partir de récits et multiplier les occasions de faire connaître les initiatives locales et d'en débattre est une nécessité pour cette régénération.

Comme Socrate, il aurait fallu s'engager dans un ensemble de répétitions jusqu'à la « générale », dans un processus temporel, un séminaire, au sens de « semer des idées ».

Le Ravitaillement

Lieu d'art et de pratiques rurales

Marie Pleintel, présidente
du Ravitaillement (photo
issue du court-métrage
Une place au village).

Au fil de son exploration des *newcomers* et de ses rencontres, l'équipe de recherche du projet *Ruralization* fait la découverte d'un projet singulier dans le bourg de Gavray-sur-Sienne, « Le Ravitaillement, lieu d'art et de pratiques rurales ». Porté par un collectif d'habitants, ce projet semble tisser de nouveaux liens et proposer un autre regard sur les pratiques rurales et l'art contemporain. N'est-ce pas l'émergence d'une promesse de régénération rurale ?

Pour suivre la création de cette initiative en 2021, un film est réalisé dans le cadre de *Ruralization : Une place au village*. Ce court-métrage de 15 minutes est signé Ulysse Mathieu et Grégoire Triau. Il sera diffusé pour la première fois dans la bibliothèque du château de Cerisy, le 6 octobre 2022, dans le cadre du colloque « La Manche, des territoires pour reconstruire les ruralités ».

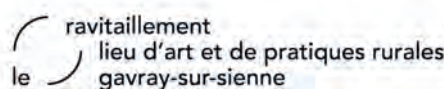
Le film s'ouvre au printemps 2021, on sort d'une période de confinement et la crise sanitaire et sociale est encore vive. Dès les premières secondes, on fait la connaissance de Marie Pleintel, Hadrien Marquet, Lise Pignol, Anthony Toulorge et Lena Pattier. Ils sont à l'initiative du projet et préparent l'inauguration du lieu qui se tiendra en juillet. Comme l'explique Marie, l'exposition présentée ne sera « pas dans les

codes de l'art contemporain ». C'est là toute la spécificité du projet : explorer une autre manière d'accéder à l'art contemporain, en le faisant dialoguer avec la nature, l'alimentation, le territoire.

L'association Le Ravitaillement vient alors d'être créée, Marie en est la présidente. Originaire de Normandie, elle a travaillé dans des centres d'art contemporain (Bétonsalon) et avait l'envie de créer un lieu pour mettre l'art en partage au cœur du village qu'elle habite.

C'est dans une petite maison du bourg de Gavray, un ancien café laissé à l'abandon, qui donne directement sur la rue, que Le Ravitaillement s'est installé. Grâce au film, on peut suivre les différentes étapes de mise en place du lieu et de son inauguration : des travaux de rénovation aux travaux de préparation de l'exposition de Cyprien Desrez qui inaugure le lieu, la dynamique collective bat son plein.

Clémence THOURET,
fondatrice de Calame,
micro-entreprise
engagée dans la culture
et les ruralités



Le Ravitaillement n'est pas un lieu culturel comme les autres. C'est une initiative qui cherche à éveiller, à susciter une curiosité artistique en même temps qu'une curiosité du vivant qui nous entoure, sous toutes ses formes.



Premier conseil d'administration du Ravitaillement, mai 2021 (photo issue du court-métrage Une place au village).

L'humanisme et la sensibilité écologique sont au cœur du projet du Ravitaillement, qui s'inscrit en douceur dans une démarche politique, vers un autre projet de société, porté par une nouvelle génération.

Le film nous transporte avec émotion au cœur d'une véritable dynamique de territoire. Quand le conseil d'administration se réunit, autour d'une table, sous les arbres, ce sont des agriculteurs, éleveurs et maraîchers, une boulangère, des habitants de la commune et des artistes qui dialoguent. On retrouve ici l'essence même du projet, l'art et le rural en partage, comme un fil rouge.

Le Ravitaillement propose une expérience habitante et collective de la régénération rurale. Son nom dit bien sa vocation : ravitailler le territoire, l'enrichir d'échanges, de récits, d'imaginaires partagés. Une promesse de renouveau, portée par une nouvelle génération d'acteurs ruraux.

Zoom sur la Fête de la nouvelle pierre, le 11 juin 2023, à Gavray-sur-Sienne

(Projet en partenariat avec le Centre national des arts plastiques [CNAP], la commune de Gavray-sur-Sienne et Le Ravitaillement.)

En s'inspirant de l'expérience d'un archéologue, Louise Hervé et Clovis Maillet, artistes, performeurs et chercheurs en sciences sociales, imaginent la Fête de la nouvelle pierre : une performance qui rassemble un groupe de 15 à 30 volontaires en vue de déplacer, par la force du collectif, un objet trop lourd pour être déplacé par une seule personne. Mi-procession, mi-fête, la performance ne vise pas la production d'un objet, mais plutôt celle d'un savoir. C'est une occasion de réfléchir collectivement à la catastrophe écologique actuelle en la connectant avec le Néolithique, période d'accélération et de révolution environnementale.

À Gavray-sur-Sienne, l'objet à déplacer était un engin, impressionnant par sa taille et son poids : une moissonneuse-batteuse. Il permet d'évoquer la révolution agricole, technique et sociale qui a débuté il y a dix mille ans avec la domestication des plantes et animaux et qui est au fondement de nos modes d'alimentation actuels. Le banquet proposé à la fin de la performance pour prolonger l'esprit de fête utilisait exclusivement des plantes et graines présentes au Néolithique. Annoncée à travers un appel à participation des habitants plusieurs semaines auparavant, la manifestation s'est tenue un dimanche matin dans le bourg de Gavray, sur la place du champ de foire. Elle a rassemblé une centaine de personnes, habitants du coin, élus, agriculteurs, familles, et bien sûr un groupe de volontaires pour déplacer l'engin.

Pour l'équipe de *Ruralization*, cette moissonneuse au milieu de la place du champ de foire, dont la fonction première est de plus en plus menacée – la grande foire a lieu hors du bourg, et les marchés aux bestiaux déclinent – peut être perçue comme une anomalie, une image insolite, presque une provocation. Les « grosses machines » agricoles incarnent parfois les tensions et incompréhensions mutuelles entre les agriculteurs et les autres ruraux. Les habitants du bourg ne sont pas agriculteurs et une moissonneuse n'a pas sa « place » au centre d'un bourg. Cette performance vient déranger, elle propose un autre regard et imagine une réconciliation entre les agriculteurs et les autres, la corde pourrait être ce lien qui les rassemble.

Zoom sur la résidence de Vincent Girard, juillet 2023 et novembre 2024

« Je suis un artiste peintre qui travaille à partir de récits oraux, des folklores et des légendes urbaines. Je les envisage comme un terreau fertile duquel j'extrait des images mentales qui deviennent peintures. »

Vincent Girard est d'abord venu s'immerger à Gavray-sur-Sienne, dans le cadre d'une résidence en 2023, pour rencontrer des habitants, collecter des histoires liées au folklore local, aux contes et légendes, des récits inexpliqués, étranges. Il a ensuite mis sur papier tous ces récits avant de travailler à une interprétation en peinture. De retour dans son atelier à Rennes, il



Activation de l'œuvre à protocole « La Fête de la nouvelle pierre », Louise Hervé & Clovis Maillot, Gavray-sur-Sienne, le 4 juin 2023.

a peint une année durant des goubelins, dames de Lessay et autres histoires invraisemblables récoltées durant son séjour.

Il revient à Gavray du 29 septembre au 2 novembre 2024 avec son exposition « Goubelinée » :

« Être présent à Gavray-sur-Sienne sur l'invitation du Ravitaillement est une réelle fierté pour moi. Revenir là où j'ai été si bien accueilli, accompagné et renseigné sur les histoires qui peuplent ces contrées est une chance. Vous avez enrichi ma peinture de motifs fantastiques, de créatures étranges et d'histoires merveilleuses. Par le prisme de ma pratique, j'entends participer d'une revendication, celle d'ouvrir les représentations de l'art contemporain à d'autres imaginaires, donner une place aux histoires immatérielles qui peuplent nos espaces ruraux. »

Comme un chercheur fait son enquête de terrain, Vincent Girard rencontre et questionne des mondes parfois oubliés ou inscrits dans l'oralité de nos campagnes. On retrouve dans les écrits collectés des liens entre les petites histoires du coin et la grande histoire, on comprend un peu mieux les mots et pratiques qui font notre territoire : un nom de lieu-dit, une

pratique ancestrale à l'origine d'une tradition locale, on y découvre des contes et légendes. Tout ça pourra se lire ensuite dans le fond d'un tableau, une huile sur toile qui porte un regard nouveau sur ce qui fait la ruralité.

Depuis le colloque en octobre 2022, de nombreuses autres manifestations ont été organisées par le Ravitaillement, toujours dans cet esprit de dialogue des arts et des pratiques rurales : expositions, résidences, balades contées, circuits ornithologiques, ateliers de pratiques culinaires vivantes (lacto-fermentation), lectures de paysage, performances artistiques, etc. La dernière assemblée générale de l'association s'est tenue en mars 2025 et a rassemblé presque deux fois plus d'adhérents que l'année précédente. Il semblerait bien qu'une « expérience prometteuse de régénération rurale » soit en marche : Le Ravitaillement, un projet associatif incarné, qui choisit la rencontre entre les gens, les arts et la ruralité dans toute sa richesse, au cœur d'un petit bourg de la Manche.



Tableau de Vincent Girard exposé au Ravitaillement.

Pour en savoir plus...

www.leravitaillement.org

Ulysse MATHIEU et Grégoire TRIAU, *Une place au village*, court-métrage : www.youtube.com/watch?v=cGN9K3cNqGU



La « régénération rurale » vue par les élus et représentants de l'État Extraits d'une table ronde au colloque de 2022

Table ronde avec les élus, colloque de 2022, bibliothèque du château.

De gauche à droite : Hubert Lefèvre, Alain Navarret, Gilles Traimond, Marie-Vic Ozouf, Sylvain Allemand.

Sont interrogés :

Hubert LEFÈVRE,
maire de Rauville-la-
Bigot, président de
l'Association des maires
ruraux de la Manche

Alain NAVARRET,
maire de La Haye-
Pesnel, vice-président
en charge de l'appui
au territoire au conseil
départemental de la
Manche

Gilles TRAIMOND,
sous-préfet d'Avranches

(Ndlr : Les fonctions
des invités datent
d'octobre 2022.)

Recherche et ruralité ?

Gilles Traimond : Pour moi, la recherche est essentielle pour se sortir d'une approche institutionnelle et pour comprendre comment s'organise la ruralité, qu'est-ce qui fait qu'elle peut se régénérer.

Grâce aux réseaux associatifs qui constituent le tissu local et proposent des outils de terrain, on peut faire du cousu main pour s'adapter aux territoires. Leur rôle est très important. L'intelligence est sur le terrain, c'est sur le territoire que sont de bonnes idées qui correspondent aux attentes des citoyens. Notre rôle en tant qu'institutions, c'est de les faire émerger, de les appuyer. C'est ainsi qu'on participe à la régénération rurale. Et nous devons continuer à travailler côté État et côté institutions pour faire cela encore mieux.

« Régénération », cela ne veut pas dire que la ruralité aurait été en jachère pendant un

moment, mais qu'il y a un besoin de redonner vie un peu différemment. Le regard sur la ruralité a changé. Au nom du développement économique des communes, on a par exemple artificialisé les sols. Aujourd'hui, on peut imaginer un autre modèle de développement intelligent des collectivités, qui se fasse sans artificialisation et sans extension.

Alain Navarret : On parle de « nouvelles ruralités », en essayant de ne plus opposer vie citadine et vie rurale, mais il faut aussi parler de territoire rétro-urbain. La Manche est spécifique avec un territoire littoral et rétro-littoral. Un vrai challenge dans nos intercommunalités, c'est l'attraction des populations pour le littoral. En tant que maire et vice-président en charge des territoires au département, ma mission est d'accompagner l'existence des réseaux d'interconnaissance évoqués au cours du colloque,

d'être un appui, mais nous ne pouvons pas être les moteurs et les initiateurs.

Hubert Lefèvre : Pour pouvoir demain développer la ruralité, la répartition des tâches entre les différentes institutions d'un territoire est un point de vigilance essentiel, il faut trouver le bon équilibre entre les intercommunalités et les communes.

De plus, le développement local doit tenir compte des dimensions humaines et sociales et il me semble qu'un facteur clé du développement se trouve dans l'intergénération : il faut des points de rencontre entre des jeunes qui arrivent et les anciens, ce lien est indispensable pour bien vivre en milieu rural.

Territoire et action territoriale ?

Hubert Lefèvre : Quand on parle des territoires ruraux, on parle en priorité des agriculteurs. Mais il n'y a pas que des agriculteurs, il y a aussi tout un autre monde qui vit en milieu rural. Tous ces gens-là cohabitent dans le territoire, dans les centres-villes, les bourgs-centres, les villages, dans les communes.

Gilles Traimond : La commune est essentielle, c'est le premier échelon de démocratie auprès des habitants, mais aujourd'hui le développement et la régénération de la ruralité ne pourront se faire selon moi qu'à l'échelle du bassin de vie et de l'intercommunalité.

Alain Navarret : Ce sont les citoyens, ce ne sont pas les politiques, qui décident s'ils vont à La Haye-Pesnel, à Granville, ou à Villedieu faire leurs courses, voir le médecin, etc. Notre challenge, à mon avis, c'est d'essayer de calquer cette projection. Avec ou sans les communes nouvelles, la centralité pré-existe, elle est naturelle. Le citoyen, c'est un petit peu comme le cours d'eau, il n'en a rien à fiche des limites administratives d'un territoire.

Hubert Lefèvre : Le maire de demain, pour sa collectivité, a besoin d'« ingénierie », ces compétences peuvent nous être apportées par le Département, l'État ou la Région.

Un des facteurs clés
du développement se trouve
dans l'intergénération.

Alain Navarret : En tant que vice-président en charge de l'appui au territoire au Département, je peux confirmer que le Département, *via* sa politique territoriale adressée aux intercommunalités et aux communes, met à disposition de l'ingénierie. C'est un bien grand mot, il prête ses talents, humains et matériels, pour faire avancer les projets sur le territoire. En tant que maire, en revanche, je partage avec nombre de mes pairs un sentiment d'inadaptation de la loi, de distance entre les projets de loi, la politique nationale centralisée et nos territoires. On peut évoquer la loi NOTRe, ou la Zéro Artificialisation nette, qui ont certainement une pertinence dans les métropoles. Mais cette même loi, cette même transposition, est très souvent en décalage avec nos territoires ruraux, et il y a comme une indigestion chronique, ou plutôt aiguë, pour tous les décideurs que nous sommes nous, maires sur ces territoires.

Gilles Traimond : En tant qu'acteur « au dernier kilomètre », je suis le premier à souffrir de ça. On a une certaine balkanisation des services de l'État, avec une dilution des prises de décision, qui convergent sur Paris. Et si on parle ruralité, et d'efficacité sur l'action publique au sens large, ce sont les maires, le Département, la Région, les acteurs économiques, associatifs, qui doivent agir. Mais on reste dans un État qui s'oppose au fédéralisme. Je ne vais pas rentrer dans un débat constitutionnel, mais on est encore trop centralisateur pour bien s'occuper de la ruralité.

Dans la régénération rurale, les intervenants n'ont pas abordé la question agricole, ce qui montre la difficulté dans l'action publique territoriale, qu'elle soit européenne ou française de penser la relation entre ces deux versants de la ruralité.

Michaël Houstin, habitant, enseignant et élu

Une lecture plurielle de la régénération rurale

J'habite dans un bourg rural de la manche, Gavray-sur-Sienne, depuis 2002. Je suis enseignant technique en aménagement paysager au Campus Métiers Nature à Coutances et coordinateur de la filière paysage. J'enseigne depuis près de trente ans, je me présente souvent à mes élèves comme un pur produit de l'enseignement agricole puisque je suis moi-même passé par l'enseignement professionnel agricole. Depuis 2020, je suis également élu de ma commune : maire délégué de Gavray, conseiller délégué à la vie associative et culturelle, à la vie scolaire et à la foire Saint-Luc.

Que veut dire habiter en milieu rural ?

Je viens d'une commune de 6 500 habitants du Calvados, je suis arrivé à Gavray (1 500 habitants) en 2002. Je fais partie de ces populations « aisées » qui ont la possibilité d'être mobiles et d'aller vers la culture. Je trouvais qu'il n'était pas normal que nos jeunes, dans les territoires ruraux, n'aient pas accès à une offre culturelle et sportive, qui existe dans les grandes villes. Je suis donc devenu président d'une association locale et transgénérationnelle qui existait déjà à Gavray, on a été jusqu'à 250 membres. On proposait de la sculpture, du dessin, de la musique et plusieurs sports. Ces activités diversifiées et de qualité permettaient aux jeunes de se construire grâce à des habitants impliqués, souvent discrets, avec des talents à partager !

Être enseignant, quel rapport aux jeunes ?

J'enseigne depuis près de trente ans à des jeunes de 15 à 18 ans et j'ai du mal avec les discours négatifs sur les jeunes. Ils ont beaucoup de qualités. En milieu rural, ils ont parfois des difficultés à bouger et à percevoir les atouts de leur territoire. Mais j'ai aussi remarqué que leurs aînés ont des difficultés à faire la promotion de la Manche.

Dans mon métier, je suis plutôt axé sur l'environnement et les espaces naturels. La Manche est un département exceptionnel, c'est ce que

j'essaie de montrer aux jeunes. Je peux vous garantir qu'on va nous envier d'ici à quelques années pour notre qualité de vie, et que les jeunes resteront ou reviendront.

Mon rôle de coordinateur de la filière paysage du campus me permet de questionner l'idée de paysage « rural » avec les élèves. Ce paysage n'est pas qu'un élément esthétique comme ils le définissent au premier abord mais bien une approche sociale, écologique et technique de notre mode de vie rural.

Quel rôle en tant qu'élu ?

Aujourd'hui, je suis élu local, il y a encore beaucoup de choses à faire. Pour moi, les richesses du territoire, ce sont les hommes et les femmes qui y vivent, il faut tout simplement les faire se rencontrer et échanger. Ma mission d'élu est assez simple : créer et encourager ces rencontres. C'est souvent arrivé que ces mises en réseaux aboutissent sur des projets, c'est le cas du théâtre à l'école, ou du projet cinéma à Gavray. Quand un jeune de 16 ans est venu me voir en me disant qu'il aimerait travailler pour gagner un peu d'argent de poche, on a lancé le dispositif « Argent de poche » qui a permis à 6 jeunes entre 15 et 16 ans de faire des petits boulots avec la mairie. Je crois beaucoup au milieu rural, le confinement a montré qu'on avait une chance énorme d'habiter là.



Table ronde jeunes, colloque de 2022, château de Cerisy. De gauche à droite : Camille Robert-Bœuf, Cécile Auvray, Michaël Houstin, Jean-Marc Julienne, Jean-Pierre Dardaud.

ZOOM SUR LE PROJET DE POTAGER À L'ÉCOLE DE GAVRAY

Extraits d'une table ronde du colloque

Cécile Auvray, directrice de l'école de Gavray

On voulait dynamiser l'école et s'ouvrir sur la ruralité. On est dans un milieu rural, avec beaucoup d'enfants du milieu agricole et beaucoup d'autres enfants qui ne sont pas du tout issus du milieu rural. Pour créer cet attachement au milieu, l'idée nous est venue de mettre en place un jardin à l'école. Quand la nouvelle municipalité est arrivée, Michaël a été un moteur. L'école dépend de la communauté de communes de Coutances sur le plan financier. Pour lui présenter un projet, Michaël a défini un plan et m'a aidée à établir les devis. L'espace était là, on avait une grande pelouse à l'école, on pouvait le réaliser. On a voulu que ce soient les familles qui viennent réaliser le projet, fabriquer les carrés potagers, sur deux samedis matin.

Michaël Houstin, élu en charge de la vie scolaire

C'est un équipement qui est assez simple : 150 m² de potager avec compost, une remise pour les outils, des fruitiers et des légumes. Le but, ensuite, c'était que l'ensemble des enfants et des instituteurs puissent s'approprier le projet.

Le véritable défi, c'était de le faire vivre. Créer un outil, c'est bien, il faut apprendre à s'en servir. Je me suis rendu compte qu'on pouvait habiter à la campagne et n'avoir jamais mis une graine en terre ou récolté des légumes. Beaucoup de gens en rural n'ont pas de potager.

Un retour à la terre nous semblait évident. Le défi, c'était que l'ensemble de l'équipe de l'école s'insère dans ce projet et accepte de ne pas savoir et de se former. La dimension intergénérationnelle était intéressante, il y avait des parents, des grands-parents et les discussions des enfants étaient extraordinaires : « Avec mon grand-père, on fait comme-ci », « avec ma mamie, on a ramassé des mûres, on a fait de la confiture », en les faisant parler à partir du jardin, on s'apercevait que beaucoup avaient déjà des expériences. L'idée était donc de donner un outil commun aux enfants et à l'équipe enseignante, pour leur apprendre le goût, l'odorat, la temporalité des saisons.

Le jardin est dans l'école maternelle, mais accessible aussi à l'école primaire, ce qui permet des rencontres, un décroisement. Pendant la construction de ce projet, les grands ont accompagné les petits, les parents et grands-parents ont aussi apporté leur contribution.

Je m'aperçois qu'on est en train de végétaliser les cours d'école dans les grandes villes beaucoup plus qu'à la campagne où elles sont tout en bitume, sans un arbre. On pourrait penser que ce mouvement va de soi dans les campagnes, mais ce n'est pas le cas. Les modes d'habitation en rural ont changé, les enfants doivent réapprendre le « vivre à la campagne ». Sans oublier que ce jardin potager et la cour d'école sont aussi des lieux d'apprentissage du vivre ensemble et améliorent le climat scolaire.



Expérience prometteuse d'un potager partagé à l'école.



« Vue de l'étranger »

Le regard des représentants
des pays européens présents au colloque

Table ronde «Vue de l'étranger», colloque de 2022, bibliothèque du château. De gauche à droite : Titus Bahner, Imre Kovách, Silvia Sivini, Annamaria Vitale.

The RURALIZATION EU project is focused on assessing and developing novel instruments, strategies and policies for rural regeneration and generational renewal. Its particular focus is on rural foresight analysis, the future dreams of rural youth, facilitating rural newcomers, farm succession, new entrants into farming and access to farmland. The active population in agricultural is continuously ageing and declining in the European countries. To face this ongoing process, new entrants into farming, newcomers and farm successors have been identified by the Ruralization project as actors of generational renewal in rural areas.

We do not have data on the demographic appearance and activity of newcomers, new entrants and farm accessors in rural regions and settlements in Europe as an added value for the development or maintenance of the place. Immigration takes place in all European rural regions. Both affluent city dwellers and those of lower social status are looking for a better natural environment, a cheaper living, or the opportunity to change their lifestyle. In the old EU member states, the proportion of the rural population is constantly decreasing, while in the new member states, the countryside is rather overpopulated despite all the emigration.

New entrants into farming is a complex multifaceted concept defined frequently in opposition to the term successors; but in the

literature several profiles of new entrants (background, origins, projects and expectations) are highlighted. We can consider new entrants as persons that start a professional existence in farming or that are integrated into an existing farm; New entrants may or may not have a family farming background. They can enter farming at any stage of their working lives, with the status of full time, part-time or salaried farmer.

New entrants' practices produce and bring new knowledges, new point of view and consequently new narratives on rural areas, including enhancing food literacy and more awareness on new rural jobs. For example, in Italy the association Casa delle AgriCulture (It promote a new narrative on agriculture and rural areas through the organization of events; public debates, cultural activities. Here are some photos of their activities. It was underlined in the interview that working on cultural actions it is fundamental to be able to involve the communities and arise awareness on a new idea of rural areas and of agriculture. All this work has been the basis for the implementation of concrete development actions.

Most of new entrants have a great networking capacity that favor for example the development of rural-urban connections and of bottom-up governance approaches. This capacity is illustrated for example in French farm network. There are actors that support and

advice the farm, such as agricultural and rural development organisations and guarantee the access to the land and political organisations such as farmers unions. Finally, there are citizen and other farmers showing the involvement of the farm in the territory.

Multifunctional farming is widely developed among new entrants. This approach reconnects agriculture to society. The farms produce agricultural products and offer different services to society. For instance, by selling products in farm shops, on farmers' markets or through food box schemes. Other services may relate to processing products, education, care and tourism. Examples include educational farms, care farms and agritourism. Multifunctional farming therefore could offer economic and social stability to the community as well as contribute to build more resilience through farming, training and community building.

New entrants are deeply aware of the impacts of their styles of farming and, where opportunities are given, they embody biodiversity and environment protection in sustainable agricultural methods. Environmental awareness appears to be related both to ethical worldviews and also to higher levels of education. Many farms use renewable energy sources; recover traditional crops; are organic or biodynamic. They also show a prominent openness to social and technological innovations, whether stemming from education or from world visions. They are able to bring together different cultures of innovation, moving from ethical choices, to economic and market reasons of innovation.

The project exposed many rural newcomers' activities that significantly enriched and strengthened European local development:

- *Remote work (Ireland)*, digital telecommunications technology brings new market relations, new remote work, a movement, help repopulation. Dingle Digital Hub, Loop Head Together, Grow Remote business, digital, social innovation, knowledge capital, networking that led initiatives, economic, environmental, social impact, societal cohesion.

- *Artystyka: an eco-touristic farm (Poland)* – educated urban newcomers, food and ecotourism, spatially-defined artistic projects, 'A three-faced woman' series of workshops,

workshops on the preparation of cosmetic from local ingredients, synergies and networking

- *The redevelopment of empty farm stables for commercial purposes (Netherlands)* a local company with a development plan The Green East, Cultural festivals create more positive image for peripheral regions (The Netherlands)

- *Castel del Giudice – municipality-led territorial marketing (Italy)* style of farming and activities, social innovation, networking, new synergies

- *Personal networking and inter-knowledge (France)* Solidarity-based, multidimensional networks of actors welded together by shared values, Giving young people housing possibilities in small towns and city centres setting up of 'foyers soleil', To develop new initiatives and jobs to meet the needs of the elderly: the silver days

- *Social innovation initiates ecological and economic strength (DE)* East-Germany, Landkorb company organic production – entire village developmentA producer-consumer cooperative enables regional and ecological food supply – company drivers

- *The Come Home project in Punkalaidun* – invitation for old and young new inhabitants, local Lutheran parish and the local public administration (Finland)

- *Newcomer artisans in Hungary* – individual actions.

As the case studies demonstrate newcomers are contributor to 'new rurality' and although newcomer practices are not a common panacea for rural development, they can achieve and generate strategic progress in essential dimensions as fundraising, professional project expertise, knowledge transfer, generate new forms of governance and community connections, demographic changes and repopulation. Their promising practices accelerate new urban-rural connections, build and preserve rural resources, renew local culture, nurturing and reinterpreting traditions.

The policy conclusion is that reform in the practice of European and national/regional rural development policies is needed, to enable and encourage the initiatives of new entrants and rural newcomers, through financial resources and cross-sectoral programs at regional level that are also open to the adoption of individual actions.

En guise de conclusion

En privilégiant les paroles des gens plus que les démonstrations académiques, avons-nous réussi à toucher les lecteurs curieux de l'avenir des ruralités contemporaines ? Et d'ailleurs, avons-nous réussi à répondre aux questions posées par le projet *Ruralization* ? Qu'est-ce que le rural et que devrait être une régénération rurale ? Pour ce qui est des pairs ruralistes et même des chercheurs « urbains », souvent peu intéressés par les territoires ruraux et doutant de leur vitalité : ont-ils été interpellés par notre méthode de restitution (action-recherche au lieu de recherche-action) ? Acceptent-ils l'idée que l'écoute de l'ordinaire et de l'insolite fait progresser la recherche sur les modes d'habiter durables, l'habitabilité des milieux et les moteurs de la régénération ?

Leur faut-il encore une conclusion qui démontre l'apport de la recherche ? Elle pourrait être celle-ci : « C'est la nouvelle utopie de la génération qui est à l'origine du renouveau. Cette nouvelle utopie consiste à adapter ses comportements et ses actions au nouveau contexte de transition environnementale et de durabilité. Ce renouveau ne passe pas seulement par le stéréotype des "nouveaux paysans" et "newcomers", mais par des manières de travailler et de vivre sur la terre. C'est l'émergence d'une éthique de l'habiter, d'un certain rapport à la nature, aux lieux et aux autres. D'autant que ces nouvelles aspirations des jeunes rejoignent celles des plus anciens en donnant au lien social l'élan du possible. »

Mais pour nous, la réponse à cette question est encore plus essentielle : avons-nous soutenu et aidé les gens qui ont participé à cette réflexion à faire face aux crises ? La recherche peut-elle soutenir ces groupes minoritaires pour qui le changement de société est nécessaire et qui font confiance à ce territoire manchois qu'ils habitent ? Notre démarche est-elle solidaire de leurs projets de retisser des liens sociaux ? Permet-elle de les amener à travailler avec tous les autres pour construire une société plus écologique et sociale ?

Alors, si l'on admet que toute régénération se fait dans le temps et pas à pas, si l'on admet aussi qu'il y a régénération rurale lorsque des changements partiels se concrétisent, on peut conclure que les expériences prometteuses couplées au système de peuplement de la Manche pèseront lourd pour construire dans un sens utopique de nouvelles ruralités où « agricole » et « rural » n'auront qu'un seul sens et qui seront des ruralités durables mettant en relation villes et campagnes. Cette construction est en gestation.



Nicole Mathieu, l'artiste Théophile Peris et des habitant-es lors de la journée de foulage-feutrage de l'œuvre *La Peur bleue* ou *La Véritable Histoire de la Foire St-Luc*. Production : le ravitaillement, lieu d'art et de pratique rurale, sur une invitation de la Commune de Gavray-sur-Sienne et avec le soutien de la DRAC Normandie, avril 2025.



LES COLLOQUES CERISY



Le Centre culturel international de Cerisy (CCIC) poursuit en Normandie une aventure familiale initiée en 1910 avec les Décades de Pontigny en Bourgogne. Les Colloques de Cerisy réunissent des artistes, chercheurs, écrivains, étudiants, acteurs économiques et sociaux, ainsi que des auditeurs intéressés par les sujets traités. Depuis 1952, plus de 950 colloques, dont près de 150 consacrés à la Normandie, se sont tenus au château de Cerisy, Monument historique ; la plupart ont été suivis de publications.

D'année en année, l'objectif d'ancrage territorial du CCIC se renforce. Le colloque « La Manche, des territoires pour reconstruire des ruralités », dirigé par Nicole Mathieu en 2022, s'inscrit dans cette perspective.

Dès 1990, Pierre Bouet et François Neveux (université de Caen) ont organisé une trentaine de colloques sur la Normandie médiévale, attirant des participants passionnés par l'histoire et l'architecture. Le géographe Armand Frémont a animé des rencontres sur l'aménagement du territoire, Bertrand Hervieu et Bernard Hubert (INRAe) sur l'agriculture et l'alimentation, tandis que quatre colloques ont porté sur les jardins (avec la participation de Gilles Clément).

En 2025, un colloque dirigé par Marin Schaffner sur les politiques des cycles de l'eau est paru aux éditions Le Bord de l'eau. La même année, la rencontre « Métamorphoses par le paysage », animée par Bertrand Folléa avec le concours du CAUE de la Manche, a permis aux participants d'associer conférences scientifiques et rencontres d'acteurs normands (îles Chausey, Pirou, etc.).

Depuis 2020, Cerisy propose en août un Foyer de création et d'échanges. Le « génie du lieu » favorise le travail individuel comme la création collective. Laboratoire de réflexion et d'expérimentation, le Foyer s'efforce d'articuler arts, sciences et nature. La thématique commune « Lire avec les vivants » a permis de concilier en 2025 une approche raisonnée de la biodiversité et une appréhension sensible des oiseaux du parc : sur la base d'un inventaire du GON, des parcours poétiques et sonores ont été définis ponctués par des stations (proposant jeux, lectures ou performances).

Ces initiatives sont de nature à élargir les publics grâce à diverses activités : visites guidées du Monument historique ; projets pédagogiques sur le parc (école du dehors, collège Anne-Heurgon-Desjardins, lycées agricoles, etc.) ; médiations culturelles en lien avec des associations locales ; ouverture à des journées comme le Rendez-vous des jardins, la Journée internationale de la diversité écologique, etc.

CCIC
2, le Château
50210 CERISY-LA-SALLE
cerisy-colloques.fr
secretariat@cerisy-colloque.fr

Études Normandes



N° 20



N° 21



N° 22



N° 23



N° 24



N° 25



N° 26



N° 27



N° 28



N° 29



N° 30



N° 31



N° 32



N° 33



N° 34

Consultez notre site internet...
et notre page Facebook

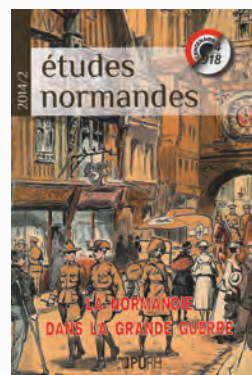
Recherche | www.etudesnormandes.fr



facebook.com/etudesnormandes

Possibilité d'abonnement et d'achat
au numéro avec paiement en ligne

Pour nous écrire :
revue@etudesnormandes.fr



Consultez gratuitement
en ligne la collection
complète d'*Études
normandes* depuis 1951
sur le site
www.persee.fr

Ce numéro 2025 est-il d'actualité ? Au mitan de la troisième décennie du XXI^e siècle, les publications sur les relations villes/campagnes, le rural, les nouvelles ruralités, font preuve d'un regain de vitalité étonnant.

Apporte-t-il du nouveau dans le débat des médias et sur les réseaux sociaux autour *Des campagnes aux ruralités* (23 mai 2025) du conseil scientifique de France Ruralités ? S'inscrit-il dans celui d'Éric Charmes face à Salomé Berlioux discutant la définition du « rural » par le ressenti fondé sur une enquête « Paroles de campagne » ? Ne faut-il pas engager une discussion ouverte sur leurs points de vue confrontés aux éléments de réflexion de Boubou Olga sur « Ruralités d'aujourd'hui, ruralités de demain » ?

Comme nous l'avons fait dès les années 1970, leurs travaux sur le rural partent des dynamiques démographiques et des catégories statistiques issues de l'Insee avec leurs variantes révisées au fil du temps pour répondre aux préoccupations de l'aménagement du (des) territoire(s).

À travers cette publication, nous prenons comme point de départ les gens et leurs lieux, une sorte de renversement pour définir le rural et l'urbain, partir de la diversité pour tenter le général. Si cela permet d'ouvrir des échanges complémentaires à ceux qui font l'actualité, alors le pari est gagné.

REMERCIEMENTS

- Clémence Thouret, pour l'accompagnement à la rédaction de ce hors-série
- la Mission locale du bassin granvillais, sa directrice, Fanny Delforge-Marchand, et son équipe, pour avoir cru dans la portée de cette publication
- Grégory Pique, directeur de la publication de la revue *Études normandes*, qui a compris l'esprit des suites à donner à ce colloque
- Gérard Granier, président de l'association Études normandes, qui a accueilli ce numéro hors-série
- Édith Heurgon, directrice du Centre culturel international de Cerisy-la-Salle, pour son encouragement à la réalisation de ce numéro d'*Études normandes* et un grand merci à tous les interviewés, rédacteurs, soutiens financiers, qui ont contribué à ce numéro.

